

EFFONDREMENT DÉMOCRATIQUE ET CLIMATIQUE

L'EUROPE PEUT CHANGER LA DONNE



Rapport rédigé en octobre 2023 par David Bornstein

sur la base d'entretiens avec Yannick Jadot, député du groupe Les Verts / ALE au Parlement européen.

Le contenu du rapport n'engage que son auteur.

Graphisme

Pierrick Renault

Remerciements pour leur relecture et leurs conseils à

Frédérique Aït-Touati

Damien Carême

Emilie Casteignau

Séverine Chappaz

Guillaume Duval

Romain Esmenjaud

Josiane Fernandez

Dalibor Frioux

François Gemenne

Abdessalam Kleiche

Hervé Nicolle

Mounir Satouri

Frédéric Sawicki

INTRODUCTION

Le monde fait face à une double menace existentielle : celle de l'effondrement démocratique et celle de l'effondrement écologique. Ces deux menaces sont liées, se combinent et s'amplifient. Un scénario catastrophe, celui d'une terre en grande partie inhabitable et de sociétés ultra violentes soumises à des régimes autoritaires ne relève plus de la science-fiction.

Que peut l'Europe ? Comment restaurer la vitalité démocratique et éviter le désastre environnemental le plus total ?

À grands traits, on peut avancer que l'Europe, comme les Etats-Unis, sont désormais menacés de perdre au jeu qu'ils ont longtemps gagné, celui de la conquête et de la domination économique du monde. En poussant à l'ouverture des marchés internationaux et en libérant les multinationales et les capitaux d'un maximum de contraintes, **les démocraties occidentales ont sapé le pouvoir politique des Etats et des citoyens, offrant une puissance considérable à des forces "mercenaires" - capitaux, entreprises - qui ont largement servi au développement d'autocraties impérialistes - en tout premier lieu de la Chine.**

Capitaux et entreprises privés ont également joué des rivalités entre nations occidentales - et notamment au sein de l'Union européenne - pour opérer des gains à leur avantage, avec des conséquences dramatiques en termes de concurrence sociale, fiscale et environnementale. Dans le même temps, les démocraties se sont placées en situation de grande dépendance vis-à-vis de régimes autocratiques ou illibéraux, pour leurs approvisionnements stratégiques, énergétiques et technologiques, pour leurs consommations de biens ou encore pour la gestion de l'immigration à leurs frontières.

Le libéralisme économique, arme de justification théorique de la conquête occidentale et de ses champions privés, n'a pas tenu ses promesses de paix et de prospérité, celles de la mondialisation heureuse et de la démocratie universelle. En occident comme dans les pays en développement, les richesses produites ont essentiellement été captées par une minorité privilégiée au détriment de la classe moyenne et des classes populaires. **La spectaculaire montée en puissance de forces politiques illibérales est la conséquence de cette dynamique.** Associé à un libéralisme économique qui fait plus de perdants que de gagnants, le projet démocratique lui-même est désormais vidé de sa substance et discrédité.

Les grandes autocraties – Chine, Russie, et nations productrices d'énergies fossiles – ont étendu leur influence : elles sont désormais créancières et exercent un pouvoir d'attraction de plus en plus fort sur un grand nombre de nations du Sud global. Elles s'activent pour imposer leur hégémonie en déstabilisant les démocraties occidentales par la corruption, le soutien aux partis populistes ou la désinformation à travers les réseaux sociaux.

Au choc politique s'ajoute un choc d'une autre nature, celui d'une déstabilisation environnementale majeure liée au réchauffement climatique et à l'effondrement de la biodiversité. L'exploitation des ressources naturelles, en augmentation constante depuis la révolution industrielle, a connu une grande accélération après la seconde guerre mondiale et s'est encore accrue avec la mondialisation libérale des années 80. Il ne reste plus que quelques années pour réduire drastiquement nos productions et nos consommations, faute de quoi, une partie de la terre ne sera plus habitable, avec des conséquences en cascade potentielles sur les économies, les migrations, les conflits armés, et, *in fine*, un risque d'effondrement global.

Comment imaginer une dynamique collective pour la protection de l'environnement à l'heure où le monde semble à nouveau se fracturer en blocs rivaux ? Malgré les promesses des Etats et des entreprises, malgré une trentaine d'années de négociations multilatérales sur le climat (COP), le bilan est accablant : les émissions fossiles n'ont pas atteint leur pic. Au contraire : elles augmentent toujours. Si les responsabilités historiques incombent largement à l'occident, les choix opérés par certaines grandes autocraties apparaissent désormais comme des obstacles majeurs à la sauvegarde du climat. Rappelons qu'à elle seule, la Chine émet un tiers des émissions fossiles mondiales. Or ce pays relance massivement le charbon et bloque – avec des pays producteurs de pétrole et de gaz – toute avancée dans les négociations sur la sortie des énergies fossiles.

Le développement des énergies renouvelables, solution essentielle à la décarbonation de l'économie, permettra-t-il d'éviter le chaos environnemental ? Malgré leur forte croissance, les renouvelables représentent une part minime de l'énergie consommée, très loin derrière les énergies fossiles. Ces énergies sont, en revanche, une excellente vitrine pour l'ensemble des acteurs – financiers, énergéticiens, Etats – qui cherchent à masquer leur stratégie carbonée. Par ailleurs, les besoins en minerais qu'implique une électrification du monde sont absolument colossaux. Leur extraction pose de multiples problèmes sociaux, environnementaux, et crée de nouvelles dépendances – la Chine contrôle en effet de nombreuses chaînes d'approvisionnement. Enfin, le développement des ENR et l'espoir d'un pic des énergies fossiles repose toujours sur des mécanismes de marché – notamment sur la baisse des coûts des renouvelables. Or rien ne garantit la fiabilité de ces

mécanismes dans le temps comme en témoigne la forte augmentation des consommations de charbon, de gaz et de pétrole suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Face à ces multiples périls, l'Europe est à l'heure de choix cruciaux. Faible politiquement car divisée en nations concurrentes, très dépendante du commerce international et de la Chine, attaquée par la Russie, manquant de capacité de financements, elle cumule les handicaps et hésite sur la marche à suivre.

Minée par les réflexes identitaires et nationalistes, l'Europe a l'obligation d'établir un bilan lucide du modèle libéral qui lui a servi de fondement depuis des décennies. Le choix d'une économie fortement ouverte à la concurrence internationale offre un intérêt évident pour certaines grandes entreprises, il permet également un accès à des produits à bas coût pour les consommateurs. Pour autant, ce modèle s'est révélé incapable d'assurer une prospérité partagée et n'a pas renforcé les démocraties du continent. Il ne permet pas de résoudre la crise environnementale, contribuant même à l'alimenter.

Alors que le libéralisme offre un pouvoir démesuré aux acteurs privés, leur conférant la capacité illusoire d'organiser – pour le mieux – la société, une conception rénovée du politique, en surplomb du marché, apparaît comme l'un des enjeux essentiels du moment. L'enjeu est double : restaurer les édifices démocratiques chancelants, et préserver les biens communs environnementaux, directement menacés par l'expansion irraisonnée de l'économie.

Face au péril illibéral et autocratique, l'Europe a l'obligation de s'engager dans une nouvelle étape de son histoire. Il s'agit – entre autres – de se transformer en véritable puissance politique, d'affermir les alliances au sein du monde occidental et des pays en développement, de réduire les dépendances vis-à-vis des autocraties impérialistes mais aussi d'imposer des objectifs sociaux et environnementaux aux acteurs économiques. Il s'agit, enfin, de redonner du sens aux valeurs qui fondent l'Europe, en alignant les pratiques sur les grands principes.

L'Europe a les moyens de peser sur l'ordre du monde, elle peut contribuer à éviter le chaos annoncé. Sa puissance économique lui confère une capacité certaine, à condition d'incarner un projet de société cohérent et mobilisateur. L'enjeu de cette étude est de clarifier les principaux mécanismes de blocage et de définir les conditions permettant d'avancer.

La première partie analysera l'affaiblissement historique des démocraties face aux autocraties et aux régimes illibéraux. Une attention particulière sera donnée au rôle joué par la libéralisation des économies dans cette perspective.

La seconde partie de l'étude proposera un état des lieux de l'action – ou plutôt de l'inaction – climatique afin de mieux cerner les impasses et les possibles leviers de progrès. Nous étudierons également les conséquences de la catastrophe environnementale sur le projet démocratique.

La troisième partie envisagera les stratégies souhaitables pour l'Union Européenne face à cette crise complexe.

Une quatrième partie proposera des recommandations.

USAGE DES TERMES

Démocratie : régime politique fondé sur la souveraineté populaire, validé par des élections libres et représentatives, mais aussi par une séparation des pouvoirs législatifs et judiciaires et un contrôle de l'exécutif.

Démocratie libérale : la démocratie est "libérale" quand elle associe à la dimension électorale, une dimension liée au respect de la liberté et aux droits des individus. Cette dernière se traduit, entre autres, par la liberté d'expression, d'association, l'égalité devant la loi et la protection des libertés civiles.

Autocratie : régime politique où le pouvoir est concentré autour d'un individu sans élections libres, contre-pouvoir ni contrôle de l'exécutif. Les libertés individuelles et les droits y sont très fortement limités.

Régime illibéral : régime mixte combinant les procédures électorales de la démocratie, un contrôle de l'exécutif dégradé et certaines restrictions des libertés individuelles.

Libéral : terme polysémique qui désigne à la fois le régime de liberté associé à la démocratie et les libertés associées au commerce à partir du XIXème siècle. Le mot libéral change de sens selon la géographie d'usage. Aujourd'hui, en France et en Europe, l'adjectif libéral se rapproche du sens donné à néolibéral. Aux Etats-Unis, libéral s'oppose à conservateur et désigne plutôt une approche favorable à l'intervention de l'Etat. Nous utilisons libéral au sens communément admis en France.

Néolibéralisme : ce terme désigne un ensemble de théories et de pratiques politiques (dérivées du libéralisme économique du XIXème siècle) qui affirme, à partir des années 30, la supériorité des mécanismes de marché et de concurrence sur l'intervention étatique. Au plan international, le néolibéralisme a conduit à une déréglementation des flux financiers et des échanges commerciaux. Nous n'utilisons pas le terme de capitalisme, qui peut être associé à de multiples formes sur plusieurs siècles d'histoire, et qui, par là même, nous semble problématique.

Sud global : notion qui associe des puissances telles que la Chine ou la Russie, de grands émergents (Brésil, Inde, Afrique du Sud) comme des pays en développement d'Amérique du Sud, d'Asie d'Afrique et de l'indo-pacifique. Le Sud global est donc un ensemble hétéroclite dont le point commun est de s'opposer ou de refuser de s'aligner sur le Nord global, autre nom de l'Occident.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction, page 3

Usage des termes, page 7

Table des matières, page 8

I. Aux sources de l'effondrement démocratique, page 11

1. Les démocraties ne sont pas éternelles, page 12

1.1 La bascule démocraties-autocraties, page 12

1.2 Glissement illibéral en occident, page 15

1.3 Le Sud global face aux démocraties libérales, page 18

1.4 L'universalisme en déroute, page 21

2. Puissance économique des autocraties, page 22

2.1 Le grand basculement, page 22

2.2 La Chine, autocratie la plus puissante de l'histoire, page 24

2.3 Le Sud sous influence chinoise, page 27

2.4 Puissance des autocraties fossiles, page 29

2.5 En Afrique, une influence russe croissante, page 32

3. Libéralisme et gouvernement du vide, page 35

3.1 Les promesses non tenues du "doux commerce", page 35

3.2 Une baisse de la pauvreté en trompe l'oeil, page 38

3.3 Des flux financiers qui freinent le développement, page 41

3.4 Des économies occidentales fragilisées, page 43

3.5 Libéralisation des marchés et affaiblissement des États, page 45

3.6 Des démocraties vidées de leur substance, page 48

3.7 Comprendre les mécanismes de l'illibéralisme, page 50

3.7.1 Néolibéralisme et illibéralisme

3.7.2 Migrations et populismes

3.7.3 Réseaux sociaux et illibéralisme

3.7.4 Corruption par les autocraties

4. Conclusion, page 54

II. Politiques de l'effondrement écologique, page 55

1. Une inaction qui conduit à 3 degrés de réchauffement, page 57

2. Destruction accélérée des écosystèmes : un réveil plus que tardif, page 59

3. Démocraties et autocraties dans la transition énergétique, page 62

- 3.1 Les énergies fossiles poursuivent leur croissance, page 62
- 3.2 Bilan des grands pollueurs mondiaux, page 65
- 3.3 La Chine, au coeur de la catastrophe, page 66
- 3.4 L'Amérique en transition, page 69
- 3.5 L'Inde sur une mauvaise pente, page 71
- 3.6 L'Europe en bonne voie, page 73

4. Les raisons d'un échec multilatéral, page 75

- 4.1 La rivalité sino-américaine au coeur des COP, page 75
- 4.2 Politiques climatiques des démocraties et des autocraties,
page 76

5. Une économie de la transition sans pilote ni assurance, page 79

- 5.1 Des entreprises déresponsabilisées par le politique, page 79
- 5.2 L'électrification du monde minée par les matériaux critiques,
page 82

6. La crise écologique : amplificateur de la crise démocratique ? page 86

- 6.1 Le scénario prévisible, page 86
- 6.2 Pays vulnérables : une démocratie impossible ? page 87
- 6.3 Le risque d'une poussée illibérale au Nord, page 90
- 6.4 Scénario de l'effondrement total, page 91

III. L'Europe peut agir : vision et stratégie, page 94

1. Démocratiser l'Union pour stopper l'offensive illibérale, page 95

1.1 Affirmer le rôle du politique face aux marchés et entreprises, page 95

- 1.1.1 Constater l'échec du Marché unique, page 96
- 1.1.2 Un frémissement post-libéral, page 97
- 1.1.3 Pour une économie démocratique, page 101
- 1.1.4 Réguler l'offre et demande en économie démocratique,
page 102
- 1.1.5 Relocalisation et services publics, page 104

1.2 Assurer la transition écologique, page 106

1.3 Vers une Union politique et démocratique, page 107

- 1.3.1 Priorité à une politique étrangère et à une défense commune,

page 107

1.3.2 Comment progresser vers une unité politique ? page 109

1.3.3 Financer l'Union, page 110

1.4 Face à l'obsession identitaire : renverser la question migratoire,
page 111

2. Alliance des démocraties et stratégie face aux autocraties, page 116

2.1 Protéger les démocraties, page 116

2.1.1 Renforcer et redéfinir le rôle de l'Europe dans l'Otan, page 117

2.1.2 Défendre et promouvoir les démocraties, page 117

2.1.3 Pour un nouvel équilibre dans les relations entre l'Europe et les
Etats-Unis, page 118

2.2 Ne plus financer les autocraties, page 121

2.2.1 Nouvelle approche de la mondialisation et de la Chine,
page 121

2.2.2 Chine-Allemagne, un découplage progressif est nécessaire,
page 124

2.2.3 Le faux débat du protectionnisme, page 126

2.2.4 Stopper la dépendance aux producteurs d'énergies fossiles,
page 127

2.2.5 Diversifier l'approvisionnement en minerais stratégiques et
encadrer la consommation de matière, page 130

2.3 Coopérations : pour une nouvelle approche des échanges entre nations,
page 131

2.4 Repenser le multilatéralisme, page 136

3. Conclusion : l'Europe en puissance, page 138

IV. Recommandations, page 140

I. AUX SOURCES DE L'EFFONDREMENT DÉMOCRATIQUE

1. Les démocraties ne sont pas éternelles

Les premières démocraties sont nées il y a plusieurs milliers d'années. Elles ont disparu, puis sont apparues sous de nouvelles formes, au cours de l'histoire. Il y a quelques décennies, après la chute du communisme, certains avaient prédit que la démocratie allait s'imposer comme la forme de gouvernement universelle. La fin de l'histoire n'a pas eu lieu et la démocratie est aujourd'hui en souffrance. Rien ne garantit qu'elle survivra à notre époque.

Les démocraties sont de moins en moins nombreuses dans le monde depuis une quinzaine d'années. Cette crise est externe, avec une concurrence des autocraties et de régimes intermédiaires dits "illibéraux". Elle est aussi interne, avec une montée en puissance de mouvements politiques affiliés à l'illibéralisme en Europe ou aux Etats-Unis. Cette crise est idéologique puisque l'universalisme des droits humains, qui constitue le socle des valeurs occidentales, est fortement contesté. Elle est aussi géopolitique puisqu'une coalition hétéroclite communément appelée Sud Global gagne en puissance et défie l'Europe et les Etats-Unis.

Comment expliquer un tel recul des démocraties dans le monde, une si forte montée en puissance des régimes autocratiques et illibéraux ? Les réponses sont évidemment complexes mais nous tenterons de démontrer que l'organisation libérale de nos sociétés, poussée à son comble depuis une quarantaine d'années, a joué un rôle déterminant dans ce processus.

1.1 La bascule démocraties-autocraties

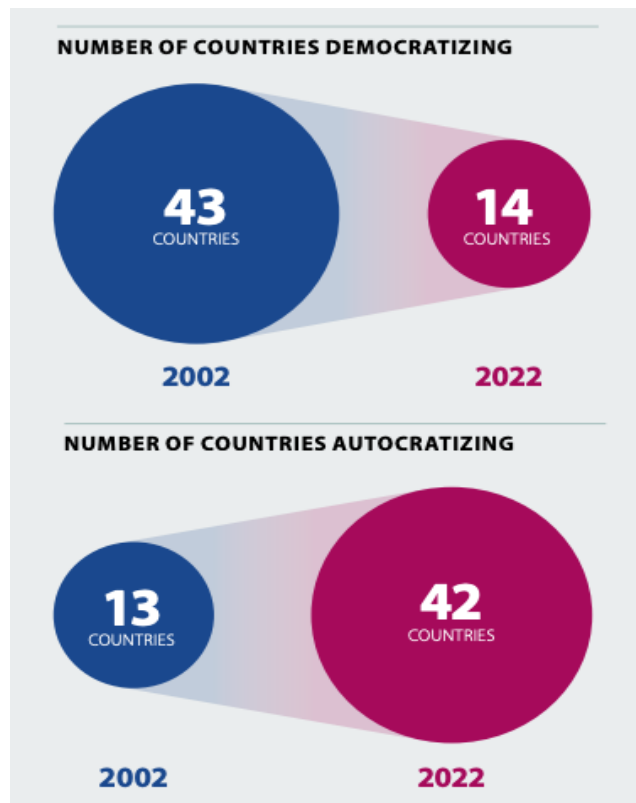
Si le nombre de démocraties libérales est multiplié par deux entre les années 1970 et 2008, il chute de façon continue à partir de cette date, passant de 44 à 33 selon l'institut V-Dem¹. **Désormais, 13% de la population mondiale vit dans une démocratie libérale**, 59% dans un régime illibéral et 28% dans une autocratie fermée.

Au total, sur 8 milliards d'habitants, 6 milliards ne vivent pas en démocratie.

Au cours des 20 dernières années, le nombre de pays engagés dans un processus de démocratisation a été divisé par 3 et le nombre de pays tendant vers l'autocratie multiplié par 3.

¹ https://v-dem.net/documents/29/V-dem_democracyreport2023_lowres.pdf

Nombre de pays évoluant vers la démocratie ou l'autocratie (2002-2022)



Source V-Dem, Democracy report 2023

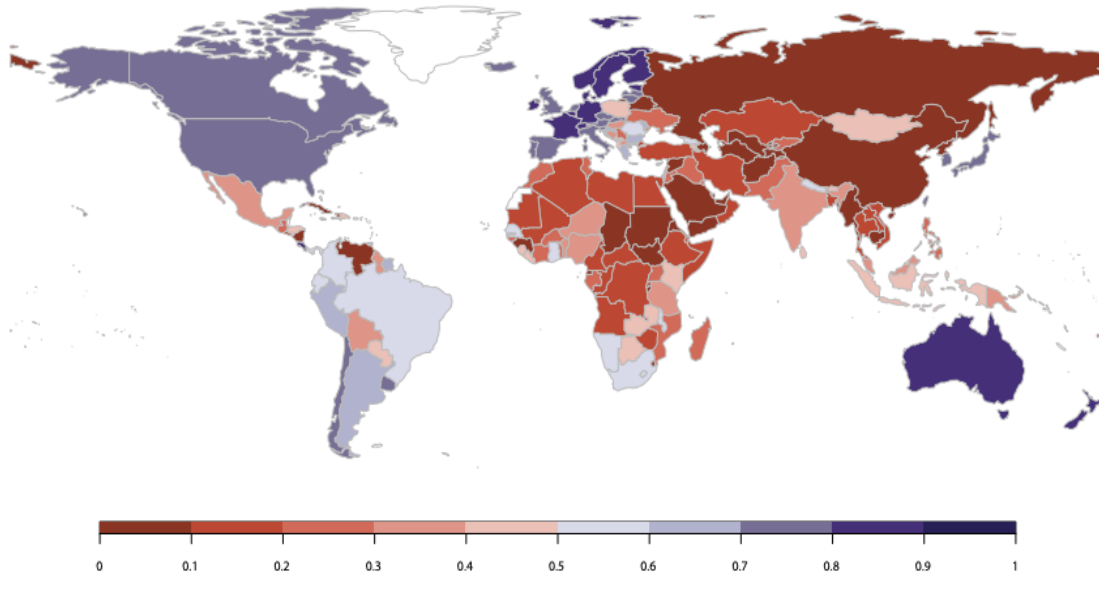
L'analyse géographique de cette dynamique montre que la région Asie-Pacifique connaît le déclin le plus spectaculaire, avec un retour au niveau de 1978. Le recul est également net en Europe de l'Est et en Asie centrale, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes.

On relève des glissements notables vers des régimes démocratiques illibéraux au Brésil, au Ghana, en Grèce, en Pologne et aux États-Unis. Un processus encore plus marqué est constaté au Salvador, en Hongrie et en Inde. Au Mali, aux Philippines, en Russie, le régime autocratique est de plus en plus fermé. Ces dernières années, on relève des processus d'autocratisation en Afghanistan, en Arménie, au Burkina Faso, au Guatemala, au Mali, et au Myanmar.

Les coups d'État militaires se sont multipliés en Afrique. Le dernier coup d'État en date, au Gabon, est le septième depuis 2020. Il n'y a plus que 14 démocraties en Afrique sur 54 pays.

Démocraties (en bleu) et autocraties (rouge) en 2022 selon un indice qui compte les aspects électoraux et libéraux de la démocratie (du plus bas 0 au plus haut 1)

FIGURE 2. STATE OF LIBERAL DEMOCRACY (LDI), 2022



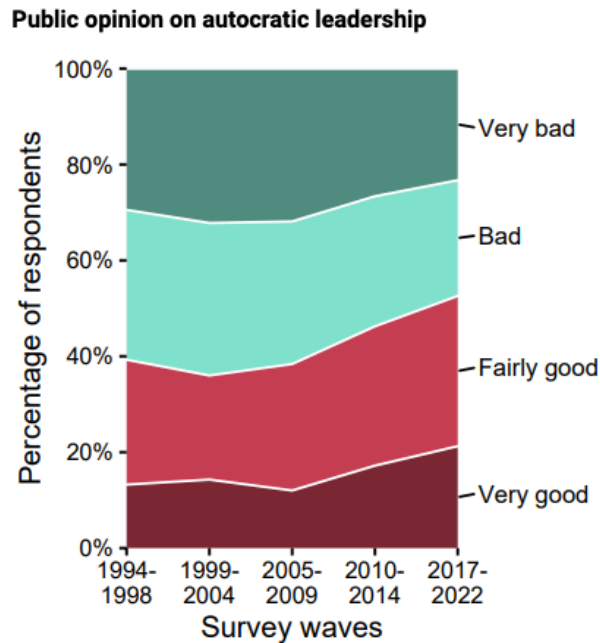
Source : V-Dem

L'enquête World Values Survey **signale qu'un nombre croissant de personnes accepte les régimes autocratiques depuis le milieu des années 2000**². Cette **proportion a atteint 50% en 2022** (graphe ci-dessous).

²

<https://www.idea.int/democracytracker/sites/default/files/2022-11/the-global-state-of-democracy-2022.pdf>

Opinion publique concernant la gouvernance autocratique (1998–2022)



1.2 Glissement illibéral en occident

Sur le continent européen, 17 pays ont subi un affaiblissement relatif au respect de la liberté de la presse et à l'intégrité des journalistes selon le classement IDEA 2023. Le rapport mentionne notamment l'Autriche, l'Allemagne, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine, Chypre et l'Azerbaïdjan.

La participation électorale en Europe est en baisse³. En France, en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni, les taux de participation des principales élections se situent autour de 70 %. En Europe centrale et orientale, la participation se situe entre 50 % et 30 %.

La plupart des citoyens interrogés considèrent que la démocratie fonctionne « assez mal » ou « très mal » en Europe et aux États-Unis (55 %)⁴. Cette insatisfaction est plus forte en Europe de l'Est (82 % en Bulgarie, 80 % en Hongrie, 59 % en Pologne) et en Europe du Sud (Italie 79 %, Grèce 67 %, Espagne 60 %, France 53 %).

En Europe, la montée en puissance constante des partis d'extrême-droite ou de droite populiste est constante depuis les années 90, avec une nette poussée

³

<https://www.touteurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/l-abstention-aux-elections-un-phenomene-europeen/>

⁴

<https://www.fondapol.org/etude/enquete-planetaire-democraties-sous-tension-volume-i-les-enjeux/>

après la crise de 2008. La droite populiste européenne obtient en moyenne de 6 % en 2000, et se rapproche de 20% en 2017⁵.

L'émergence et les succès électoraux du populisme de droite ou illibéralisme constituent l'une des principales évolutions politiques du 21e siècle dans l'ensemble des démocraties libérales. On peut citer Donald Trump aux États-Unis, le Rassemblement National en France, ou l'AFD allemande, désormais en seconde position dans les sondages.

Selon une enquête de juin 2023 réalisé auprès d'Allemands vivant sur le territoire de l'ex RDA, 70 % des personnes pensent que "les étrangers viennent uniquement pour profiter des aides sociales", 30 % estiment que, "dans certaines circonstances, une dictature peut être le meilleur régime dans l'intérêt de la nation", 21 % considèrent qu'"Hitler serait vu comme un grand homme d'Etat s'il n'y avait pas eu l'extermination des juifs"⁶.

Désormais, l'extrême droite gouverne en Italie, Pologne et en Hongrie. Elle est associée à des gouvernements de droite en Suède, Finlande, en Lettonie, Slovaquie. En Espagne, le parti Vox est désormais l'allié de la droite traditionnelle. En Autriche, le FPÖ est en capacité de revenir au pouvoir. En France, Marine Le Pen est créditée de plus de 50% d'intentions de vote au second tour de l'élection présidentielle.

5

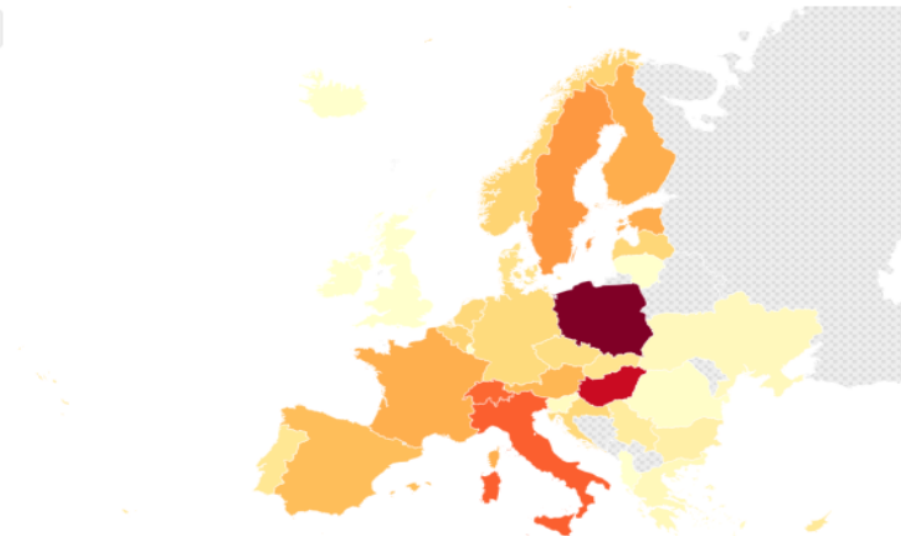
https://forum-midem.de/cms/data/fm/download/TUD_MIDEM_Jahresbericht2018_Excerpt_FINAL.pdf

6

<https://efbi.de/details/efbi-policy-paper-2023-2-autoritaere-dynamiken-und-die-unzufriedenheit-mit-der-demokratie.html>

Pourcentage des votes pour l'extrême droite en Europe, législatives 2022

0.12%  44.56%



Source: [RTBF](#), Sites officiels de chaque pays • Sont affichés les résultats des dernières législatives en date du 28 septembre 2022
Sont exprimés les résultats du dernier ou seul tour d'élection.

Source : RTBF 2022

La montée des partis de droite populiste ou d'extrême droite représente une menace pour la démocratie. Selon le rapport "Migrations et populismes" du MIDEM 2022⁷ : "les populistes de droite en particulier s'attaquent à d'importants éléments constitutifs de la démocratie libérale et représentative : l'indépendance du pouvoir judiciaire, la liberté de la presse, les droits fondamentaux et les droits humains. Les formes institutionnelles de décision politique intermédiaire et d'élaboration des politiques – comme les parlements, mais aussi les partis et les associations de la société civile – deviennent également le point de mire des critiques et de l'hostilité des populistes. En outre, leurs conceptions de la politique et du droit ainsi que leurs actions en tant que membres du gouvernement franchissent souvent le seuil de l'autoritarisme et mettent les démocraties sous pression".

La régime illibéral de Viktor Orbán, au pouvoir depuis 2010, constitue le meilleur symbole de cet illibéralisme européen. S'il a bien été élu, Orbán remet en cause la séparation des pouvoirs et le respect des droits – ceux de la presse, des homosexuels, des roms, des migrants, des femmes (loi sur l'avortement). Le même illibéralisme existe chez le PiS polonais, arrivé au pouvoir en 2015. Outre les attaques sur les droits, le PiS a largement renforcé le pouvoir exécutif et réduit celui de la justice.

⁷

https://forum-midem.de/cms/data/fm/download/TUD_MIDEM_Jahresbericht2018_Excerpt_FINAL.pdf

En outre, la Hongrie et la Pologne sont animées par une idée commune : ne pas perdre leur "identité" de "pays chrétiens blancs". Cette approche "culturaliste" et communautariste s'oppose fondamentalement à l'universalisme des droits.

1.3 Le Sud global face aux démocraties libérales

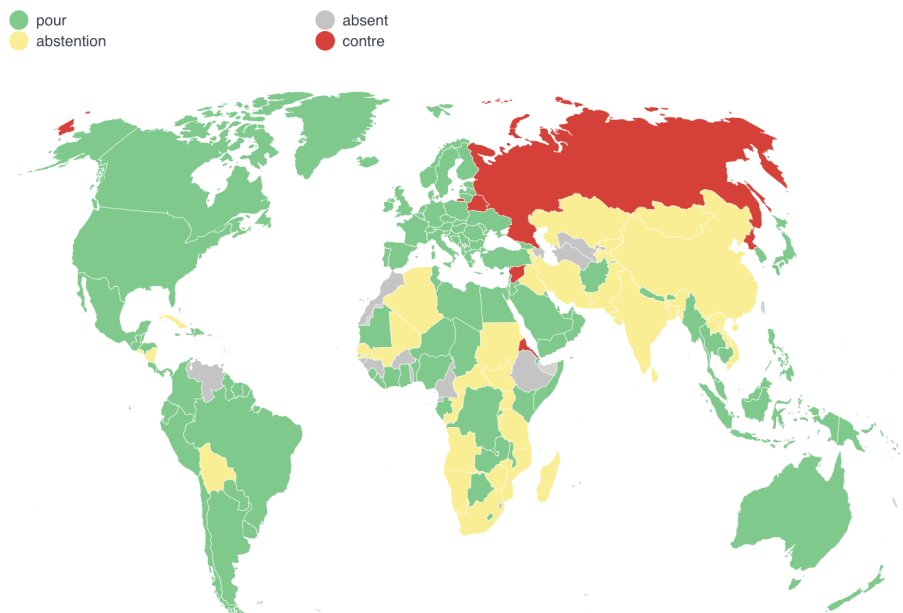
La perte d'influence des démocraties libérales s'est manifestée de façon éclatante à travers plusieurs épisodes de confrontation entre une partie du Sud global et les pays dits "occidentaux" (Etats-Unis et Canada, Europe, Australie, Japon, etc.).

Ainsi, un nombre significatif d'États africains et asiatiques **se sont abstenus ou ont voté contre la résolution de l'ONU condamnant l'invasion Russe en Ukraine**. En Amérique Latine, la plupart des pays ont voté en faveur de la position occidentale mais, dans les médias, de nombreux dirigeants de gauche, tels le brésilien Lula, ont refusé de condamner la Russie.

Lors d'un second vote à l'Onu, le 23 février 2023, les proportions de vote n'ont pas fondamentalement changé. Deux pays supplémentaires ont défendu la Russie (le Mali et le Nicaragua) alors qu'ils s'étaient abstenus en 2022.

On peut interpréter l'invasion Russe en Ukraine à l'aune de cette dynamique générale : l'occident n'est plus hégémonique. Il sera désormais contesté, y compris par les armes.

Vote des pays lors d'une résolution à l'ONU condamnant la guerre en Ukraine, mars 2022.



Source : ONU

Quelques semaines après ce vote, en mars 2023, Xi Jinping a rendu visite à Vladimir Poutine à Moscou pour lui assurer son soutien, quelques jours après l'émission d'un mandat d'arrêt international contre le dirigeant russe par la Cour Pénale Internationale. Ce rapprochement Chine–Russie, entamé dans les années 2000, représente un danger majeur pour les occidentaux. Les échanges commerciaux des deux pays ont atteint le record de 190 milliards de dollars en 2022 (en hausse de 30% par rapport à 2021). La fourniture d'énergie à la Chine offre désormais un débouché majeur à la Russie.

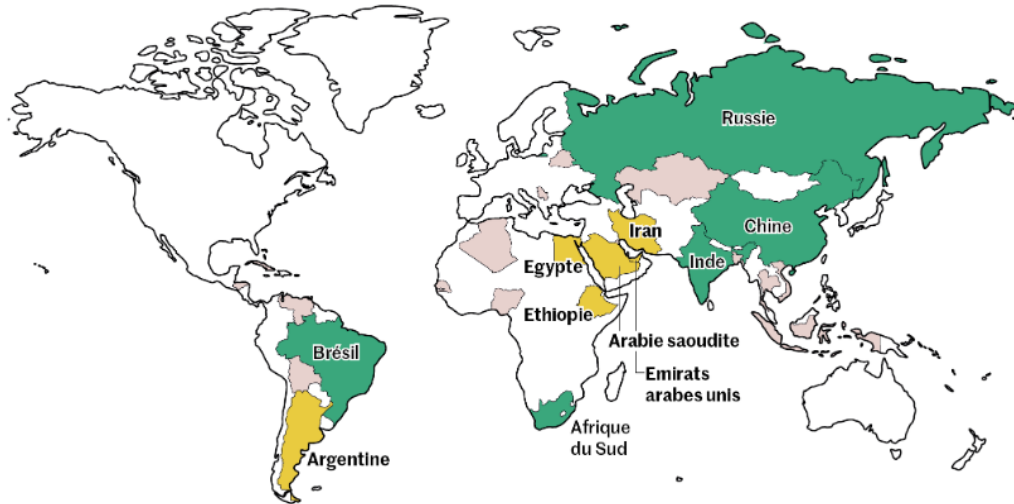
L'alliance sino-russe s'inscrit dans un agenda offensif vis-à-vis de l'occident. Lors de sa visite à Poutine au Kremlin en mars 2023, Xi Jinping a ainsi déclaré : « en ce moment, il se produit des changements comme nous n'en avons pas connu depuis 100 ans. Et nous sommes ceux qui, ensemble, sont à l'origine de ces changements ».

Pour l'américain Rush Doshi, auteur de *The Long Game : China's Grand Strategy to Displace American Order*, la Chine vise clairement une forme de domination sur l'occident. Si la conquête économique et commerciale est déjà avancée, reste à savoir si une expansion territoriale, à Taïwan ou en Asie, aura lieu.

En juin 2023, la réunion des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à Johannesburg a confirmé l'alliance de grands pays du Sud (autocratiques ou illibéraux pour la plupart d'entre eux) et leur soutien à Vladimir Poutine. En août 2023, six nouveaux pays ont intégré les Brics : l'Iran, l'Argentine, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et l'Éthiopie. Le Kazakhstan, le Nigeria, le Sénégal, la Thaïlande, l'Algérie ont manifesté leur souhait de les rejoindre. Xi Jinping a prédit un "avenir radieux pour les Brics" et Vladimir Poutine s'est félicité de l'importance croissante du club qui produit un quart du PIB mondial et regroupe 46% de la population du globe.

Les BRICS en 2023

- Etats se réunissant depuis 2011
- Etats acceptés comme nouveaux membres des BRICS en août 2023 et qui en seront membres de facto à partir de janvier 2024
- Autres Etats demandant officiellement à intégrer les BRICS



Source : Le Monde / AFP

Au sein du Sud global, de nombreuses positions coexistent et il serait exagéré d'imaginer un front anti-occidental uni. De nombreux gouvernements revendiquent leur liberté de choix sous le concept de "multi-alignement". Ce terme fait référence à des choix d'alliances de circonstances. Ainsi la Turquie d'Erdogan, membre de l'OTAN, n'hésite pas à dialoguer avec Moscou. L'Arabie Saoudite, ancien grand allié des Etats-Unis a passé un accord pétrolier avec la Russie. L'Inde, qui s'est abstenue lors du vote à l'Onu, achète toujours la moitié de ses armes à Moscou et profite largement des ressources énergétiques russes. La Malaisie, les Philippines et le Viêt Nam participent à des programmes américains mais aussi au programme chinois les Nouvelles routes de la soie.

1.4 L'universalisme en déroute

La perte d'influence politique de l'occident va de pair avec une contestation de plus en plus forte de ses valeurs. Nombre de pays du Sud reprochent le "deux poids deux mesures" qui prévaut souvent en matière de respect des droits humains ou de droit commercial.

Aux reproches traditionnels contre l'Occident liés à la période coloniale, s'ajoutent les épisodes de la guerre en Irak, l'abandon de l'Afrique au moment de l'épidémie de Covid, ou encore le soutien systématique au gouvernement extrémiste israélien.

Le fait que les pays occidentaux ne soient pas nécessairement exemplaires, avec des violences policières répétées aux Etats-Unis ou en France, discrédite également les discours sur les droits. La Chine ou d'autres pays du Sud n'hésitent plus à renvoyer les occidentaux à leurs propres manquements lors de rencontres diplomatiques. Lorsque des personnalités de l'Union européenne critiquent Pékin pour ses atteintes aux droits humains au Xinjiang, la Chine n'hésite plus à les sanctionner. Ainsi, en 2021, le personnel de l'ambassade de Lituanie a été renvoyé de Chine suite à l'ouverture d'un bureau diplomatique taiwanais à Vilnius.

Sur un plan idéologique, ce sont les valeurs occidentales qui sont attaquées. Un schéma anti-universaliste est désormais revendiqué par un certain nombre d'Etats et de groupes culturels. **“Aux langages des droits, ils opposent le langage des cultures. À l'histoire de l'universalisme, ils convoquent celle des particularismes. À l'approche centrée sur l'homme, ils décentrent le débat vers l'identité”** explique Laurence Burgogue-Larsen⁸. “Que ce soit dans les pays développés, émergents ou en développement, des intellectuels dénoncent les excès de l'Occident dans sa volonté d'imposer, coûte que coûte, sa vision au reste du monde. L'universalisme est jugé indifférent aux particularismes culturels et l'inflation des droits individuels perçue comme une décadence insupportable”.

En Asie, certains gouvernements, dont celui de la Chine, mettent en avant une culture fondée sur la communauté mais aussi sur l'autorité face à l'individualisme occidental.

L'Arabie saoudite, au sein de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), a produit une Déclaration sur les droits de l'homme en islam (1990), concurrente de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les droits fondamentaux et les libertés publiques sont considérés comme faisant "partie intégrante de la foi islamique".

En 2006, sous la houlette du métropolite Kirill, proche de Vladimir Poutine, l'Église orthodoxe a adopté une Déclaration des droits et de la dignité de l'homme, véritable alternative à la Déclaration universelle de 1948. Elle s'oppose notamment à l'individualisme décadent promu par l'occident. L'État russe comme l'Église orthodoxe revendiquent une vision traditionnelle des rapports entre les hommes et les femmes, une exclusion des homosexuels et une liberté d'expression limitée.

Les discours contestant l'universalisme ont toujours existé mais désormais, ils sont portés par des groupes ou des États beaucoup plus influents.

8

<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/281995-droits-de-lhomme-une-remise-en-caus-e-croissante-dans-le-monde>

2. Puissance économique des autocraties

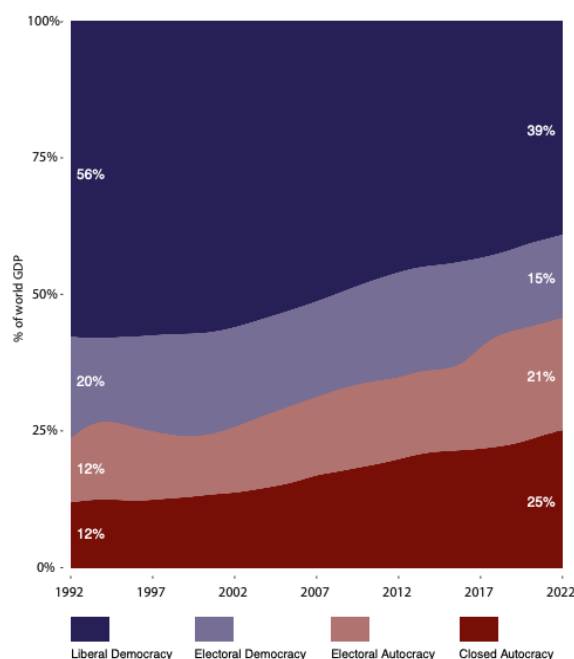
L'état des démocraties et des autocraties dans le monde doit être analysé à l'aune des évolutions économiques récentes. Après 40 ans de libéralisation du marché mondial, la perte de puissance des démocraties est spectaculaire.

2.1 Le grand basculement

Les chiffres donnant la mesure de l'évolution du poids économique des autocraties et celui des démocraties sont vertigineux. Désormais, les autocraties représentent 46 % du PIB mondial : c'est le double de leur poids au début des années 90. Les démocraties libérales, elles, ne représentent plus que 39% du PIB mondial, contre 56% dans les années 90⁹.

Parts de PIB mondial pour les démocraties et les autocraties (1992–2022)

FIGURE 19: SHARE OF WORLD GDP, BY REGIME TYPE 1992–2022



Source V-Dem

Après quelques décennies de mondialisation, l'équilibre du pouvoir économique est sur le point de basculer, avec des conséquences politiques évidentes. "Le poids économique croissant des autocraties peut poser des risques pour la sécurité

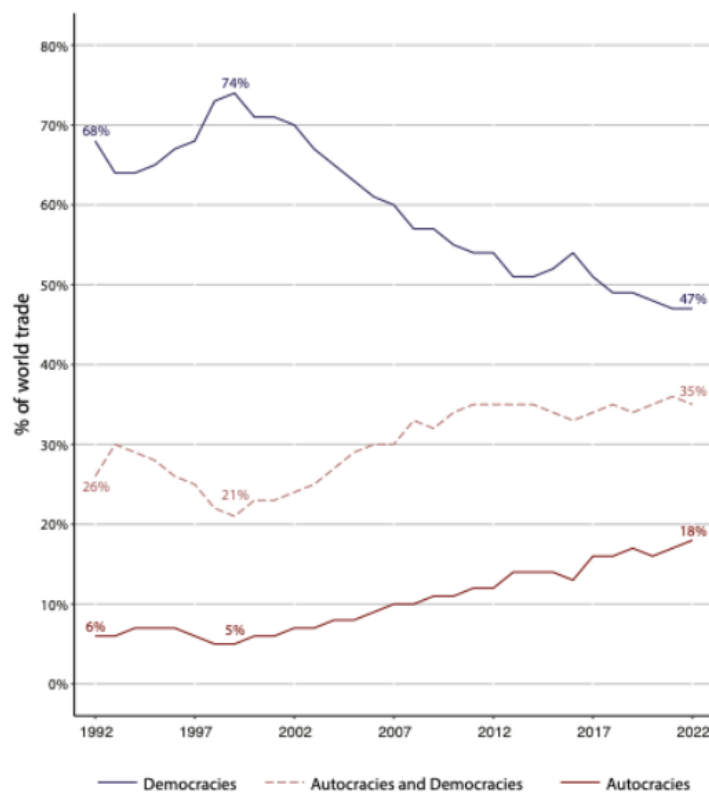
⁹ V-Dem, rapport 2022

https://v-dem.net/documents/29/V-dem_democracyreport2023_lowres.pdf

mondiale des démocraties. L'affaiblissement du pouvoir économique des démocraties peut également compromettre leur capacité à défendre les droits de l'homme et les libertés démocratiques dans le monde " avertit V-Dem dans son rapport 2022.

Le processus de mondialisation libérale a rendu les démocraties très dépendantes des autocraties au plan économique. En revanche, ces dernières sont de plus en plus indépendantes. La part relative des échanges entre autocraties a triplé depuis 1992 et représente aujourd'hui près de 18 % du commerce mondial. Leur part dans le commerce mondial est passée de 19% en 1999 à 35 % en 2022 (figure 20). Dans le même temps, les échanges entre démocraties sont passés de 74% à 47 %.

Partage du commerce mondial entre démocraties, régimes hybrides et autocraties, 1992-2022



source V-Dem

La seconde économie du monde est désormais pilotée par un régime autocratique : la part de la Chine dans le PIB mondial est passée de 4 % en 1992 à 18 % en 2022, non loin des États-Unis.

D'autres régimes autoritaires sont en pleine expansion économique, ainsi, le Vietnam (qui a quadruplé sa part du PIB mondial en 30 ans), ou le Qatar (qui a plus

que doublé sa part). Des autocraties comme l'Angola, l'Égypte, la Malaisie, le Pakistan se développent substantiellement. L'Inde, qui a basculé du côté des régimes illibéraux, représente désormais 7% du PIB mondial, la Turquie est passée de 1 à 2%. Le Bangladesh, le Nigeria, les Philippines font également partie des autocraties en forte croissance.

Par ailleurs, les autocraties ou régimes hybrides contrôlent désormais de nombreuses chaînes de valeur mondiales. Ainsi le Vietnam pour l'approvisionnement manufacturier ; la Russie, les autocraties du Moyen-Orient, l'Angola et le Venezuela pour les énergies fossiles ; la Chine, la République démocratique du Congo et la Russie pour les minéraux stratégiques.

2.2 La Chine, autocratie la plus puissante de l'histoire

La délocalisation massive de l'industrie et des capitaux occidentaux, voulue et acceptée par les grandes nations développées a permis une montée en puissance fulgurante de la Chine.

“Avec un recul historique, même sur plusieurs millénaires, on peut dire que la Chine est l'État autoritaire le plus puissant de l'histoire de l'humanité. C'est vrai si l'on observe la combinaison de sa puissance militaire, économique, financière, commerciale, humaine, démographique” explique un spécialiste de la Chine en poste à Bruxelles.

La Chine est le principal acteur du grand basculement en cours. Sa part dans le commerce mondial atteint aujourd'hui près de 15 %. Au moment des premières réformes économiques, en 1978, cette part était inférieure à 1 %. Depuis 2015 les Investissements Directs Étrangers chinois ont dépassé 10 % des flux mondiaux comme le rappelle Mathieu Duchâtel dans *Géopolitique de la Chine*.

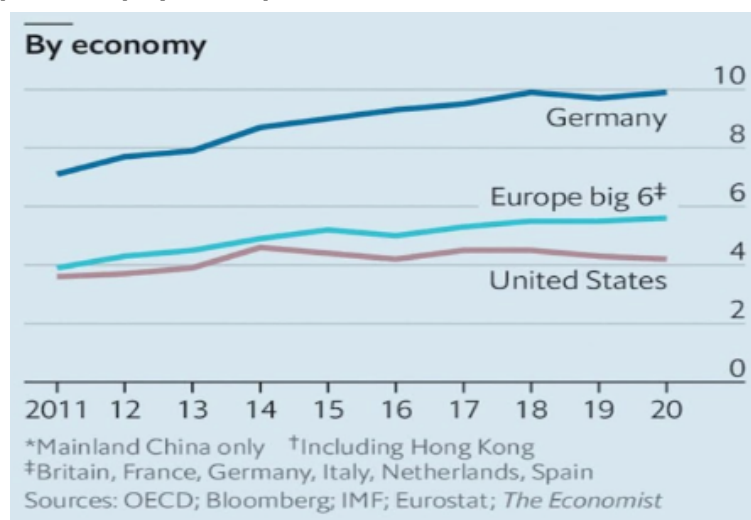
Enfin, ce pays affirme désormais son autonomie puisque la part de ses importations est passée de 28 points de PIB autour de 2004–2006 à 17 points de PIB en 2019 (Banque mondiale). Depuis 2015, le plan « Made in China 2025 » vise un objectif d'indépendance pour les technologies stratégiques.

Sur les 15 premiers ports de marchandise dans le monde, 8 étaient chinois en 2016 (Lloyd's List). Actuellement, 90% du commerce mondial se fait par voie maritime et la part chinoise représente $\frac{1}{3}$ du total des volumes transportés. "L'intérêt pour la Chine est que des acteurs chinois investissent dans des ports pour en influencer plus facilement leur stratégie en termes de destinations et de fréquence de desserte" explique Marie Krpata¹⁰.

Troisième destination des exportations européennes, après les Etats-Unis et le Royaume-Uni, la Chine est le premier partenaire de l'UE pour les importations (22 %), loin devant les Etats-Unis (11 %). Le déficit commercial de l'UE vis-à-vis de la Chine est d'ailleurs passé de 165 à 395 milliards d'euros entre 2019 et 2022.

La nation la plus dépendante de la Chine n'est autre que l'Allemagne, locomotive de l'économie européenne. Les échanges sont particulièrement importants pour le matériel informatique, électronique, optique, électrique, les machines, le textile, la chimie et l'automobile. **La plus grande entreprise allemande, Volkswagen, vend 40 % de ses véhicules sur un marché chinois.**

Exposition du risque (en % du PIB) à la Chine pour les pays européens et les Etats-Unis (2011-2020)



source, The Economist 2023

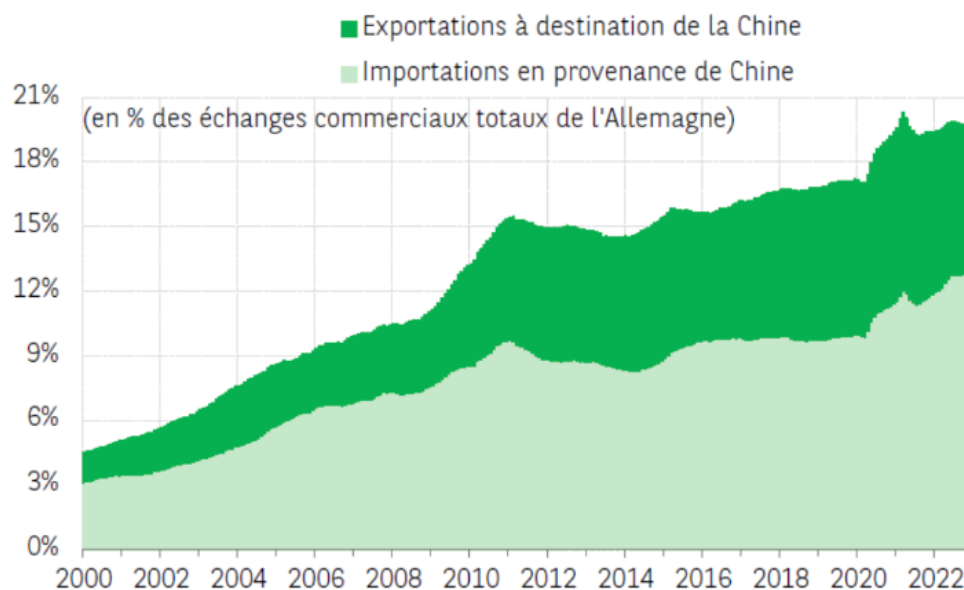
La banque Morgan Stanley estime que 8 % des revenus des entreprises européennes cotées proviennent de Chine (4 % pour les entreprises américaines).

¹⁰

<https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/leurope-faire-leconomie-dune-strategie-geologique-face-chine>

Selon le journal *The Economist*, **l'exposition totale des six grands pays européens (incluant la Grande-Bretagne) à la Chine a atteint presque 6 % de leur PIB (4% en 2011). L'Allemagne est un cas à part, avec un taux approchant 10%**. Les deux tiers de l'exposition des pays européens proviennent des ventes des filiales en Chine et non d'exportations européennes¹¹. Désormais, 28 % des emplois allemands reposent sur les exportations, un taux qui monte à 56 % dans le secteur manufacturier (ministère allemand de l'Économie, 2018).

Allemagne : poids de la Chine dans les échanges commerciaux (2000-2022)



source Destatis / BNP Paribas.

Le commerce global entre la Chine et l'UE a augmenté de 428 % entre 2002 et 2019. Ainsi, la nouvelle politique de "réduction des risques" avec la Chine annoncée par l'Europe représente un tournant majeur par rapport à la stratégie des décennies précédentes. Toute la question est de savoir si l'Europe – et en premier lieu l'Allemagne – est capable de réaliser ce tournant et à quel prix.

Au delà des enjeux financiers, on pourrait dire, avec François Godement¹², que la Chine est désormais en capacité d'utiliser les nombreuses dépendances économiques pour développer sa puissance politique. "L'Europe doit tirer les conséquences de la puissance de la Chine, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan militaire, financier et en termes de coercition potentielle dans de nombreux pays et régions tiers. Xi Jinping utilisera les leviers de l'interdépendance économique et les mettra au service de la puissance nationale. La Chine tente

¹¹

<https://www.economist.com/international/2023/05/15/europe-cant-decide-how-to-unplug-fr-from-china>

¹² <https://www.institutmontaigne.org/en/publications/rebooting-europes-china-strategy>

délibérément d'intégrer des pays plus petits et plus faibles par le biais d'accords unilatéraux afin de les rendre politiquement dépendants et d'en faire des États clients malléables. En un mot, **la Chine utilise désormais la mondialisation contre l'Occident**".

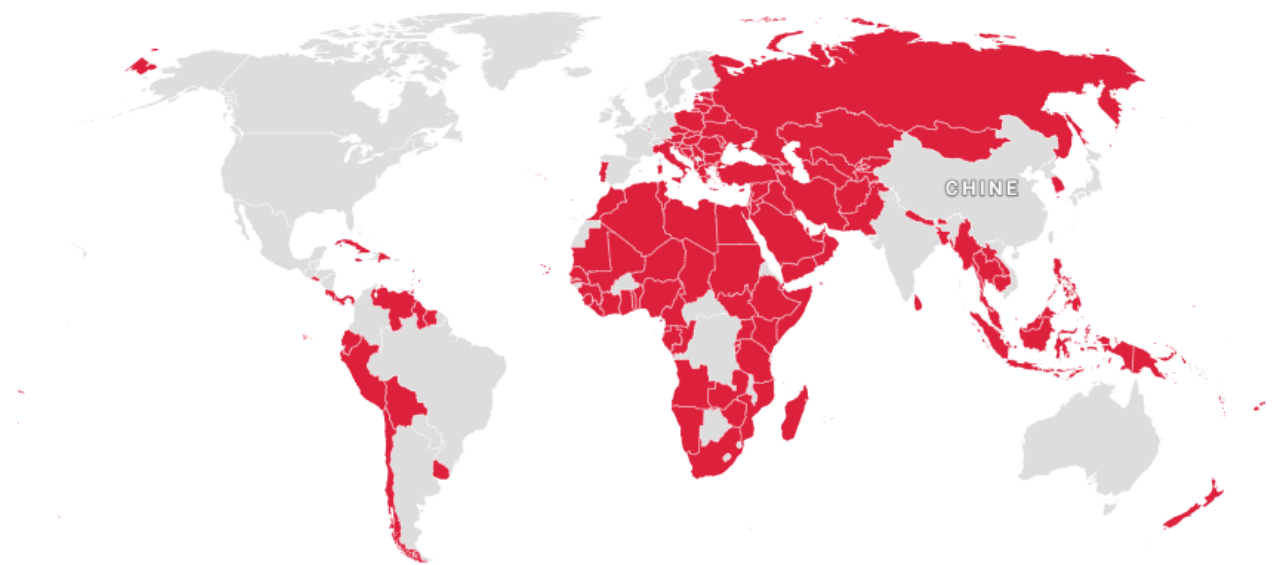
2.3 Le Sud sous influence chinoise

La montée en puissance économique de la Chine est essentielle pour comprendre le changement de positionnement diplomatique d'un certain nombre de pays du Sud, asiatiques, africains ou latino-américains.

Depuis dix ans déjà, la Chine met en œuvre sa stratégie géopolitique à travers le programme des "nouvelles routes de la soie" (2013). Pour Pékin, il s'agit, ni plus ni moins, d'une alternative à la mondialisation « à l'américaine ». Dix ans après son lancement, Belt and Road Initiative (BRI) concernerait 155 pays dont la quasi-totalité des nations d'Afrique et d'Asie (hormis quelques exceptions notables dont l'Inde, le Japon ou Israël). **Elles représente un total de près de 1000 milliards d'euros d'investissements selon les estimations du China Global Investment Tracker**¹³.

Une forte proportion de ces investissements sont des prêts financiers et des prestations de service. A titre d'exemple, pour la seule année 2019, les investissements directs chinois dans le cadre de la BRI se sont élevés à 2,4 milliards d'euros et les prestations de service ont représenté 44 milliards de dollars. Les Nouvelles routes de la soie ont permis à la Chine de contrôler des ports en Grèce et au Pakistan, des plateformes de transport au Kenya et au Sri Lanka, comme de nombreuses activités industrielles en Afrique et en Amérique latine.

Pays participants aux Nouvelles routes de la soie en 2023



Source : Le Grand continent, Belt and road portal.

¹³ <https://www.aei.org/china-global-investment-tracker/>

La Chine est désormais le plus grand créancier de la planète : elle détient un stock de la dette estimé entre 500 milliards et 1 000 milliards de dollars. De nombreux pays du Sud sont ses débiteurs, avec – revers de la médaille – de nombreuses difficultés de remboursement.

Certains pays sont engagés à hauteur de plus de 10 % de leur PIB, comme la Zambie qui a fait défaut sur 17 milliards de dollars de dette. Le programme du FMI pour secourir l'économie zambienne est bloqué car un tiers de sa dette est dû à la Chine. Une étude analysant 100 contrats de prêts Chinois¹⁴ démontre leur opacité et la présence de clauses de non-divulgateurs de leurs termes ou de leur existence, rendant particulièrement difficiles les négociations pour une coordination des rééchelonnements.

L'impact de cette stratégie est bien sûr un gain d'influence majeure de la Chine sur les pays du Sud global. Le sondage Afrobaromètre 2021 montre que la Chine est généralement perçue de manière favorable en Afrique, malgré un léger recul. Dans les enquêtes, 60 % des répondants ont déclaré que l'influence de la Chine était positive (65 % en moyenne 5 ans auparavant). En moyenne, sur 34 pays africains, la Chine devance les États-Unis en tant que modèle de développement (33 % contre 22 %), suivie de l'Afrique du Sud (12 %) et des anciennes puissances coloniales (11 %)¹⁵.

Cette stratégie économique renforce également le poids de Pékin dans les instances internationales. "A chaque fois que la Chine investit une petite somme, achète ou vend, cela lui permet de fidéliser une clientèle dont elle va recueillir les dividendes aux Nations Unies – en termes de vote à l'Assemblée générale" explique le chercheur Thierry Pairault¹⁶. Ainsi **Pékin a récemment obtenu la direction de quatre agences onusiennes : l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation pour le développement industriel (Onudi) et l'Union internationale des télécommunications (UIT)".**

L'influence chinoise ne se manifeste pas uniquement sur des pays en développement de taille modeste. Depuis 2009 déjà, elle est le principal partenaire commercial du

¹⁴

<https://www.cgdev.org/publication/how-china-lends-rare-look-into-100-debt-contracts-foreign-governments>

¹⁵

<https://www.afrobarometer.org/publication/ad489-africans-welcome-chinas-influence-maintain-democratic-aspirations/>

¹⁶

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/26/entre-la-chine-et-l-afrique-la-relation-est-profondement-asymetrique_6103774_3212.html

Brésil. Près de 30% des exportations brésiliennes vont en Chine (contre 11 % aux États-Unis) et 22 % des importations brésiliennes viennent de Chine (18% pour les États-Unis). Cette alliance économique majeure n'est pas étrangère aux positions prises par le Président Lula contre "l'hégémonie américaine" lors de sa visite à Pékin en avril 2023.

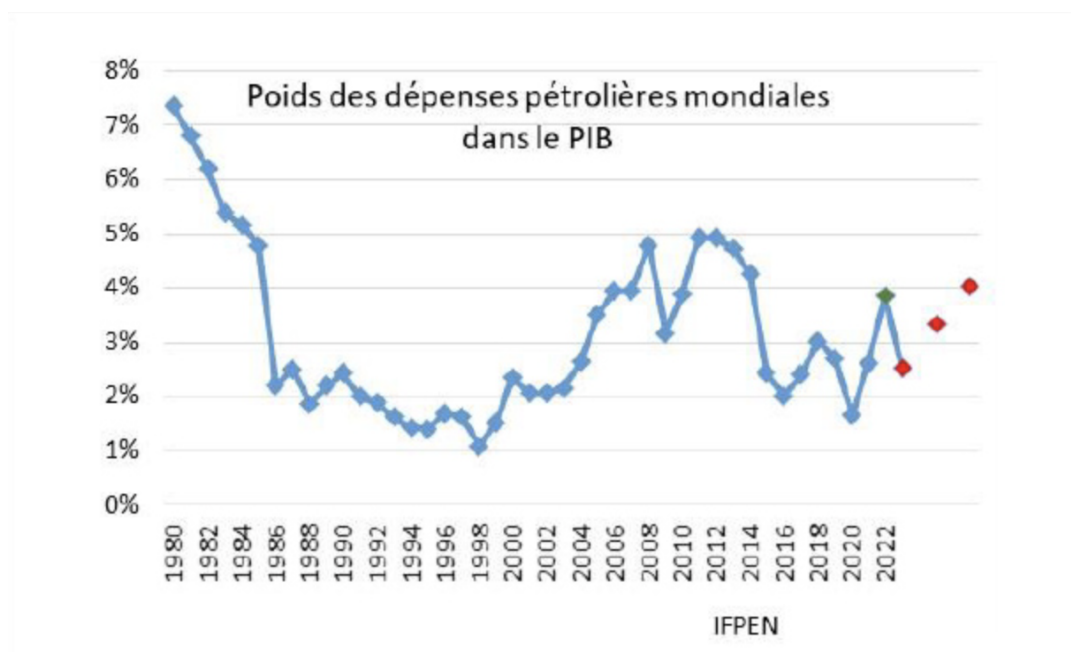
Par sa puissance économique et sa stratégie diplomatico-commerciale, la Chine a clairement les moyens de contester l'hégémonie américaine et occidentale.

Une nouvelle ère historique est donc entamée, avec une incertitude majeure sur la forme que prendra la confrontation des nouveaux blocs en présence.

2.4 Puissance des autocraties fossiles

Outre la montée en puissance de la Chine, la croissance tendancielle des nations productrices d'énergies fossiles, très forte à partir des années 2000, joue également un rôle important dans l'évolution des équilibres entre démocraties occidentales et autocraties.

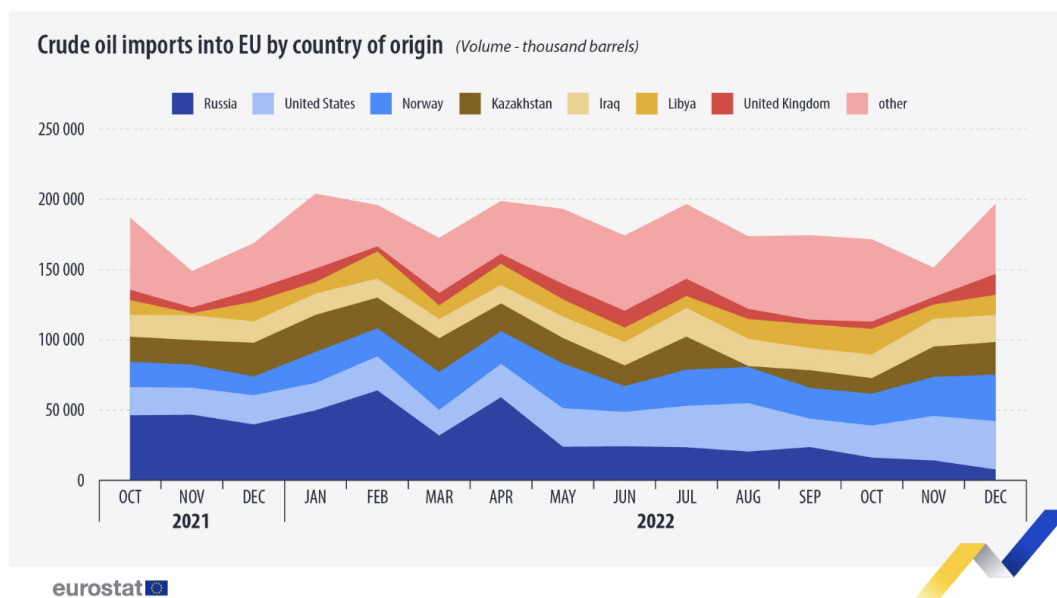
Malgré le déclin annoncé de la ressource pétrolière, son économie, comme celle des autres énergies fossiles, restent prépondérantes dans les dépenses mondiales, comme l'indique le tableau ci-dessous. Elles représentaient 4000 milliards de dollars en 2021 (soit 4% du PIB mondial). Cette manne considérable est principalement captée par des régimes autocratiques - à l'exception des États-Unis dont la production double celle de l'Arabie Saoudite et de la Russie à partir de 2018.



source : IFP¹⁷

L'Europe, pour sa part, est extrêmement dépendante d'importations d'énergies fossiles. Son taux de dépendance énergétique de l'UE était de 57 % en 2020. Concernant l'Allemagne, ce taux monte à 63%.

Importations de pétrole brut en fonction des pays d'origine en 2022

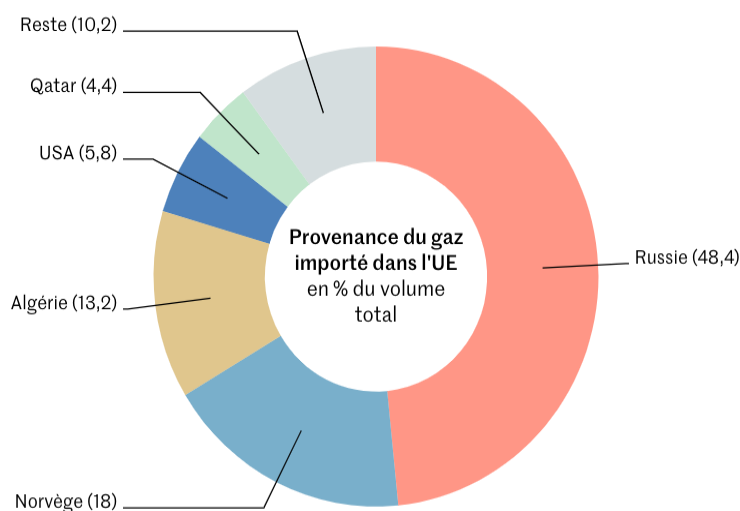


Avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, la dépendance énergétique à la Russie était donc considérable : il s'agissait du principal fournisseur de pétrole brut, de gaz naturel et de combustibles fossiles solides de l'UE. Au premier semestre 2021, l'UE a importé de Russie près de 50 % de sa consommation totale de gaz et 25 % de son pétrole.

17

<https://www.ifpenergiesnouvelles.fr/article/prix-du-petrole-economie-geopolitique-et-transit-ion-energetique-brent-juillet-2022-112-b-juin-1229-b>

Importations de gaz par l'UE, premier semestre 2021

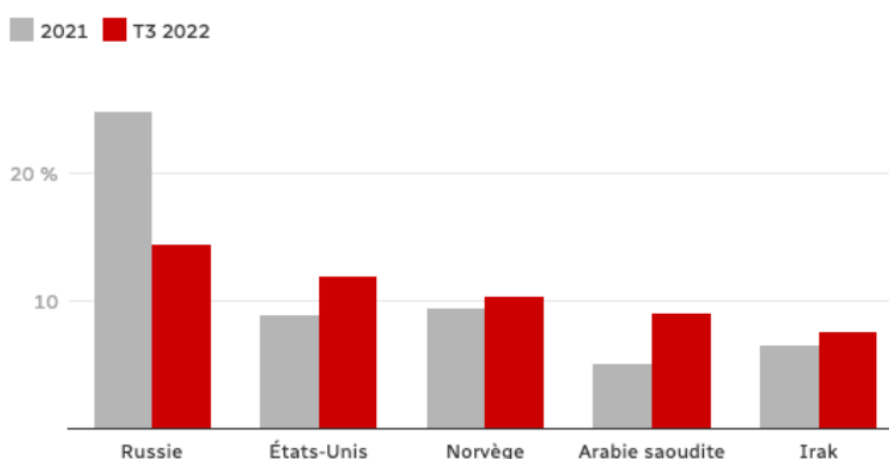


source Le Monde / Eurostat 2022

La Russie a utilisé son énergie comme arme de guerre contre l'Union Européenne à partir de 2021, révélant de façon éclatante les risques considérables liés à ces approvisionnements. Les arrêts de livraison ont provoqué des craintes de pénuries et une très forte poussée inflationniste.

Incapable de trouver des solutions alternatives rapidement, l'Europe a poursuivi ses achats d'énergie russe après l'invasion, finançant directement la campagne militaires de Poutine. Entre février 2022 et septembre 2023¹⁸ l'UE a dépensé 163 milliards d'euros en achats d'énergies fossiles à la Russie.

Provenance des importations de pétrole européennes (2021 et 2022)



La valeur restante est importée d'autres pays dont le Kazakhstan, la Libye et le Nigeria.

source Eurostat

¹⁸ <https://energyandcleanair.org/financing-putins-war/>

Si les volumes d'importation de gaz se sont effondrés à partir de l'invasion, **les importations de GNL en provenance de Russie ont, elles, considérablement augmenté.** En 2023, la Russie est restée le premier exportateur de pétrole vers l'UE.

Les risques liés à cette dépendance, qui place l'Europe dans une position politique extrêmement problématique, auraient pu être anticipés. Rappelons que l'Allemagne a poursuivi et renforcé son commerce énergétique avec la Russie après l'invasion de la Crimée en 2014 à travers le projet Nord Stream 2.

Outre la Russie, l'importation d'énergies fossiles en provenance d'autocraties comme le Kazakhstan, la Libye, l'Algérie ou les pays du Golfe est également problématique.

Si l'achat d'énergies fossiles russes a permis la guerre de Vladimir Poutine en Europe, il ne semble pas absurde de faire le lien avec d'autres tentatives de déstabilisations, celles des mouvements islamistes régulièrement soupçonnés d'être soutenus financièrement par des Etats pétroliers du Golfe ou du Moyen-Orient.

Relevons enfin la dépendance de la France, de la Finlande, de la Hongrie et de la Bulgarie, pays nucléarisés en Europe, concernant l'uranium en provenance de Russie, du Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Cette dernière n'est pas fondamentalement remise en cause par les pays concernés et par l'Union européenne. Comme l'écrit Greenpeace dans le rapport "La Russie plaque tournante du commerce d'uranium"¹⁹ : "les sanctions internationales suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie ne concernent toujours pas Rosatom, qui a largement pu poursuivre ses exportations de combustible nucléaire et d'autres biens liés au secteur de l'énergie nucléaire".

La Russie a exporté plus d'un milliard de dollars de biens et de matériaux liés à l'industrie nucléaire depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, y compris vers des pays de l'Union européenne et de l'OTAN, en lien avec les entreprises françaises EDF, Orano et Framatome précise l'ONG. La France a presque triplé ses importations d'uranium enrichi en provenance de Russie entre 2021 et 2022. En 2022, 43 % de l'uranium naturel importé en France provenait du Kazakhstan et d'Ouzbékistan, et son transport passait essentiellement par la Russie.

Cette dépendance de l'Union Européenne aux autocraties productrices d'énergies fossiles et de combustible nucléaire est un vecteur continu d'enrichissement de ces

¹⁹

https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2023/05/Greenpeace-Rapport-La-Russie-plaque-tournante-du-commerce-d'uranium-mars-2023-1-1.pdf?_ga=2.165181695.193344420.1687427549-1434847251.1686830008

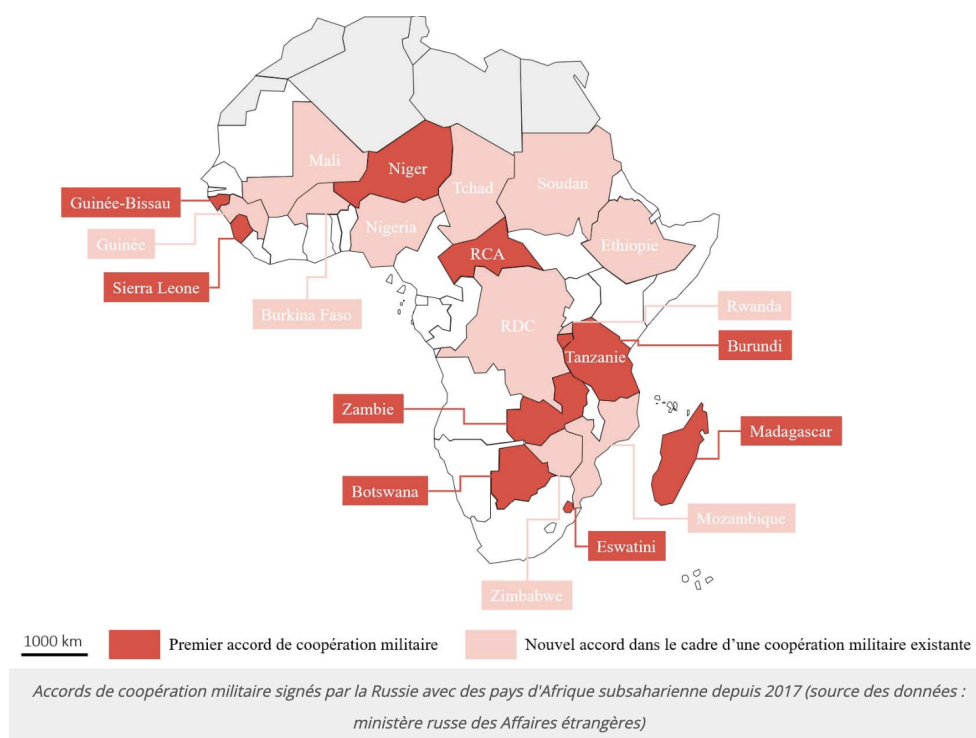
dernières au détriment des pays de l'Union. Mais il est aussi une source d'affaiblissement politique majeure dans les relations que peuvent entretenir les pays de l'Union avec ces autocraties.

2.5 Afrique : une influence russe croissante

La Russie, influente en Afrique à l'époque soviétique, cherche depuis la fin des années 2000 à renouer avec le continent via des accords de coopération et des projets dans les domaines militaire, minier et nucléaire civil. Elle vise une coopération sécuritaire, propose des accords de défense comme le déploiement de sociétés privées qui interviennent sur le terrain militaire et médiatique. Une formule qui séduit des régimes peu démocratiques qui souhaitent se maintenir au pouvoir.

Depuis 2017, la Russie a signé des accords de coopération militaire avec 20 pays d'Afrique subsaharienne. **Les échanges commerciaux entre la Russie et les pays d'Afrique sont passés de 5 à près de 15 milliards de dollars entre 2010 et 2017.**

Accords de coopération Russie / Afrique depuis 2017



source: Fondation pour la recherche stratégique

En République centrafricaine, à Madagascar, au Sahel, la Russie a mis en place des campagnes d'information visant à discréditer les pays occidentaux, notamment la France. **Les « usines à trolls » du Groupe Wagner ont mené et gagné une guerre**

d'influence anti occidentale sur les réseaux sociaux. "Exportant un modèle d'influence médiatique ayant déjà fait ses preuves en Russie, elle n'hésite pas à recycler certains thèmes de prédilection tels que l'attachement aux valeurs traditionnelles et la représentation de l'Occident comme décadent" explique Pauline Tchoubar²⁰. "Au Soudan, la Russie aurait fait circuler des fausses informations accusant Israël d'être à l'origine des manifestations contre le gouvernement, ou montrant des attaques de mosquées ou d'hôpitaux prétendument perpétrés par les manifestants".

Le 28 juillet 2023, le Sommet Russie-Afrique a réuni 17 chefs d'État africains (ils étaient 45 à Sotchi en 2019). La présence de nombreuses délégations africaines a montré la résilience des relations russo-africaines malgré la guerre en Ukraine.

Il semble évident que l'influence du groupe Wagner a joué un rôle dans le départ des troupes européennes au Sahel, attisant un sentiment de rejet des anciennes puissances coloniales, notamment de la France. "La France est le seul ancien pays colonisateur à avoir maintenu pendant des décennies des bases militaires permanentes et mené une cinquantaine d'opérations. L'interventionnisme militaire, rendu possible par des accords signés peu après les indépendances, est une caractéristique majeure de la politique de la France qui suscite aujourd'hui la réprobation sur le continent" explique Alain Antil²¹. **La succession des coups d'Etats en Afrique - Mali, Guinée, Burkina Faso, Niger et Gabon fin août 2023, font craindre une multiplication des coups d'Etat sur le continent africain.** Le Cameroun et le Congo-Brazzaville, Madagascar et le Sénégal, le Tchad, la RCA pourraient, demain, être concernés.

20

<https://www.frstrategie.org/publications/notes/nouvelle-strategie-russe-afrique-subsaheienne-nouveaux-moyens-nouveaux-acteurs-2019>

21

ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/coups-detat-afrique-putschistes-promettent-une-deuxieme-independance

3. Libéralisme et gouvernement du vide

Le recul économique et idéologique des démocraties ces dernières décennies nous amène à nous interroger sur le projet libéral ayant conduit et justifié la mondialisation. Quel a été son rôle dans l'affaiblissement des démocraties ?

3.1 Les promesses non tenues du “doux commerce”

L'essai de Francis Fukuyama paru en 1992 *La fin de l'histoire et le dernier homme* a sans doute représenté le paroxysme de l'optimisme libéral. Conseiller de Ronald Reagan, l'auteur y annonçait « l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale de tout gouvernement humain ». Après la chute du mur de Berlin et la fin du communisme, l'aspiration des nations vers une unité et la démocratie libérale – associée au libéralisme économique – devait s'imposer comme la forme incontournable de gouvernement. La même année, le traité de Maastricht devait également faire de l'Union européenne le laboratoire d'un espace multiculturel gouverné par le droit et le marché. Le rêve d'Adam Smith, où l'intérêt de chacun conduit à un ordre social pacifié, était en passe de devenir réalité. « La dépersonnalisation du lien social est la grande idée libérale. Cette vision dessine une sorte d'utopie économique où le marché abolirait le politique », reprend Rosanvallon

Mais l'histoire ne s'est pas déroulée selon le scénario de Fukuyama. **L'idée que le “doux commerce” allait pacifier les nations s'est révélée fausse. Après 40 ans de mondialisation libérale portée par les démocraties occidentales, les autocraties se sont considérablement renforcées, d'un point de vue politique et économique.** La Chine, entrée à l'OMC en 2001, s'est progressivement repliée sur un régime toujours plus autocratique. La Russie attaque un pays européen. Une confrontation entre les Etats-Unis et la Chine au sujet de Taïwan n'est plus à exclure.

Après la crise de 2008, puis avec l'épidémie de Covid-19 et l'inflation provoquée par l'invasion Russe, le récit de la mondialisation heureuse des années 80 et 90 a été largement discrédité. Le marché global a fait la preuve de multiples vulnérabilités : il n'a pas su répondre aux besoins de fournitures médicales pendant la pandémie et les vaccins ont été accaparés par les pays les plus riches. Le commerce mondialisé n'a pas protégé les nations contre les pénuries énergétiques et alimentaires en 2022.

J.M Keynes, dans un texte de 1933²², réfutait déjà l'idée que la libéralisation des économies mondiales soit un bon outil de construction de la paix et de la

²² <https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2006-3-page-7.htm>

prospérité. "Concentrer ses efforts sur la conquête de marchés étrangers, introduire dans les structures économiques d'un pays les ressources et l'influence de capitalistes étrangers et dépendre étroitement des politiques des autres pour sa propre vie économique n'est pas une garantie pour la paix entre les nations. L'expérience et la prévoyance nous permettraient même d'affirmer le contraire", écrit l'économiste. "Les idées, le savoir, la science, l'hospitalité, le voyage, doivent par nature être internationaux. Mais produisons chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible, et surtout faisons en sorte que la finance soit nationale".

On peut également se référer à la célèbre analyse de **Karl Polanyi de 1944, dans *La Grande Transformation. Ce dernier explique la montée des fascismes et du nazisme par la domination du marché libéralisé sur les démocraties.*** « Permettre au mécanisme du marché d'être le seul directeur du destin des êtres humains et de leur environnement naturel entraînerait la démolition de la société ». Polanyi explique d'ailleurs l'écroulement de l'économie internationale des années 30 par l'extension croissante des marchés et par l'insuffisance des régulations. Il considère que la solution fasciste est une réponse à "l'impasse du capitalisme libéral" passant par "l'extirpation de toutes les institutions démocratiques". Le marché peut affaiblir la démocratie à tel point que Polanyi le considère comme la « fabrique du diable ».

Des décennies après Keynes et Polanyi, on peut s'étonner que l'idée associant mécaniquement libéralisation du commerce, paix et démocratisation ait tenu aussi longtemps. Avec l'accélération de cette libéralisation dans les années 1980 puis 2000, on pourrait conclure à un manque de perspicacité des nations occidentales qui ont permis et orchestré le grand départ de leurs capitaux et de leurs industries vers la Chine. Les théories libérales justifiant la mondialisation n'ont pas correctement évalué le coût économique et politique du processus.

Notons, avec Dani Rodrik²³, que la Chine, grande gagnante de la mondialisation, n'a pas du tout adopté l'approche américaine ou européenne de libéralisation extrême de son économie : "elle a suivi une stratégie très prudente qui combinait des politiques industrielles étendues avec une libéralisation sélective et tardive des importations et des contrôles de capitaux".

Au fond, ce choix du libéralisme n'est compréhensible que du point de vue de grands acteurs privés (soutenus par les Etats dominant les échanges) qui y ont trouvé leur intérêt, s'embarassant peu des conséquences politiques de leurs actes. Dani Rodrik explique bien la logique d'intérêts privés qui se dissimule derrière les réglementations justifiées par les théories économiques libérales : "les accords commerciaux signés au cours des 30 dernières années ne visaient pas tant à

²³ Dani Rodrik, *Straight talks on trade.*

supprimer les restrictions transfrontalières au commerce et à l'investissement qu'à établir des normes réglementaires, des règles en matière de santé et de sécurité, d'investissement, de banque et de finance, de propriété intellectuelle, de travail, d'environnement et de nombreuses autres questions qui relevaient auparavant de la politique intérieure. Ces règles n'étaient pas neutres. Elles avaient tendance à privilégier les intérêts des grandes entreprises politiquement connectées, telles que les banques internationales, les sociétés pharmaceutiques et les multinationales. Les gouvernements ont été poussés à libérer les flux de capitaux, tandis que la main-d'œuvre est restée bloquée derrière les frontières. Le changement climatique et la santé publique ont été négligés, en partie parce que l'agenda de l'hyper-mondialisation les a évincés, mais aussi parce que la création de biens publics dans l'un ou l'autre domaine aurait nui aux intérêts des entreprises”.

Désormais perdants d'une mondialisation, les Etats-Unis sanctionnent les produits en provenance du Xinjiang et n'hésitent pas à revenir sur les règles de libre circulation des marchandises et capitaux qu'ils avaient eux-mêmes promues.

Une critique de la mondialisation libérale est désormais formulée par une partie des élites américaines, comme en témoigne la doctrine formulée par Jake Sullivan en avril 2023. Conseiller principal et inspirateur de la politique du président Joe Biden, Sullivan propose un tournant majeur dans la vision des marchés, de l'Etat et du libre échange, en proposant un “Nouveau consensus de Washington” (nous y reviendrons dans le chapitre III).

“Une grande partie de la politique économique internationale des dernières décennies reposait sur le principe que l'intégration économique rendrait les nations plus responsables et plus ouvertes, et que l'ordre mondial serait plus pacifique et plus coopératif – que le fait d'intégrer des pays dans l'ordre fondé sur des règles les inciterait à adhérer à ces règles. Ce n'est pas ce qui s'est passé” déclare-t-il. “L'intégration économique n'a pas empêché la Chine d'étendre ses ambitions militaires dans la région, ni la Russie d'envahir ses voisins démocratiques. Aucun des deux pays n'est devenu plus responsable ou plus coopératif. Et le fait d'ignorer les dépendances économiques qui s'étaient accumulées au cours des décennies de libéralisation était devenu vraiment périlleux”.

Sullivan poursuit son analyse en considérant l'impact de la mondialisation sur les économies occidentales : “nos politiques économiques nationales n'ont pas tenu compte des conséquences de nos politiques économiques internationales. Par exemple, ce que l'on appelle le “choc chinois”, qui a frappé de plein fouet des pans entiers de notre industrie manufacturière nationale – avec des conséquences importantes et durables – n'a pas été suffisamment anticipé et n'a pas fait l'objet d'une réponse adéquate au fur et à mesure de son déroulement. La vision de

l'investissement public qui avait dynamisé le projet américain dans les années d'après-guerre – et en fait pendant une grande partie de notre histoire – s'était estompée. Elle avait cédé la place à un ensemble d'idées qui prônent la réduction des impôts et la déréglementation, la privatisation au détriment de l'action publique et la libéralisation des échanges comme une fin en soi. Toutes ces politiques reposaient sur un postulat : les marchés allouent toujours le capital de manière productive et efficace, quoi que fassent nos concurrents, quelle que soit l'ampleur de nos défis communs et quel que soit le nombre de garde-fous que nous ayons abattus. Personne – et certainement pas moi – ne remet en cause le pouvoir des marchés. Mais au nom de l'efficacité d'un marché simplifié à l'extrême, des chaînes d'approvisionnement entières de biens stratégiques, ainsi que les industries et les emplois qui les fabriquaient, ont été transférées à l'étranger. Le postulat selon lequel une libéralisation profonde du commerce aiderait l'Amérique à exporter des biens, et non des emplois et des capacités, a été une promesse faite mais non tenue".

La conclusion du conseiller du président américain est sans appel, concernant le lien direct entre mondialisation et dévitalisation des démocraties : "ces dynamiques ont ébranlé les fondements socio-économiques sur lesquels repose toute démocratie forte et résistante".

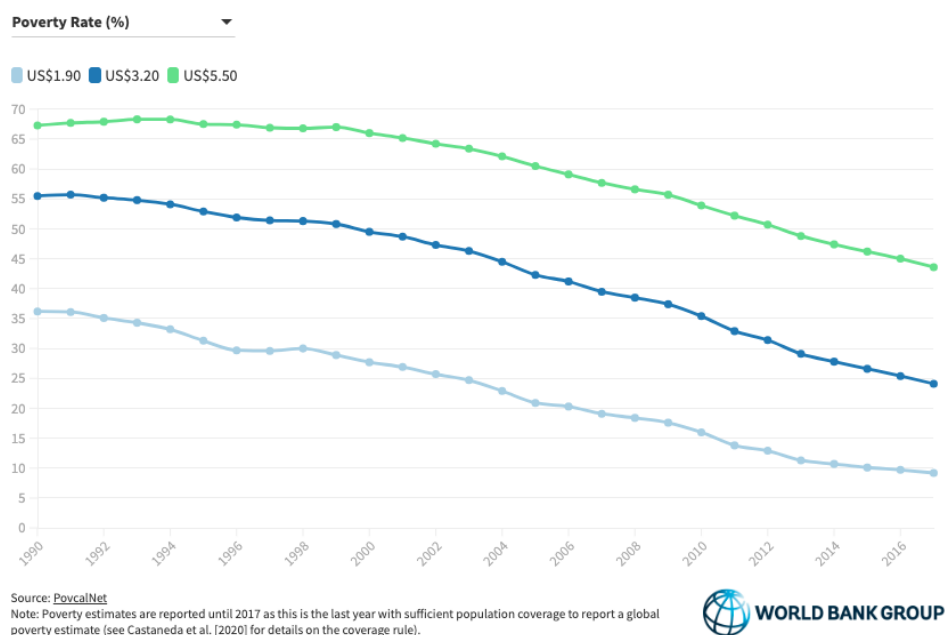
3.2 Une baisse de la pauvreté en trompe l'oeil

Avant d'analyser le lien entre libéralisme économique mondialisé et crise démocratique, revenons sur les points mis en avant par les défenseurs de la mondialisation libérale.

L'argument principal en faveur de la mondialisation est celui du rattrapage des pays en développement et d'une richesse mieux partagée parmi les nations. Ainsi, selon la Banque Mondiale, depuis 1990, "plus d'un milliard de personnes sont sorties de la pauvreté grâce à une croissance économique soutenue par de meilleures pratiques commerciales".

Le graphe ci-dessous montre que la pauvreté baisse effectivement avec la mondialisation des années 2000. Pourtant, elle demeure extrêmement importante : près de la moitié de la population mondiale vit en dessous du seuil de 5,50 dollars, un quart en dessous du seuil de pauvreté de 3,20 dollars, et un dixième en dessous du seuil d'extrême pauvreté de 1,90 dollar.

Pourcentage du taux de pauvreté à 1,90\$, 3,20\$ et 5,50\$ (1990-2016)

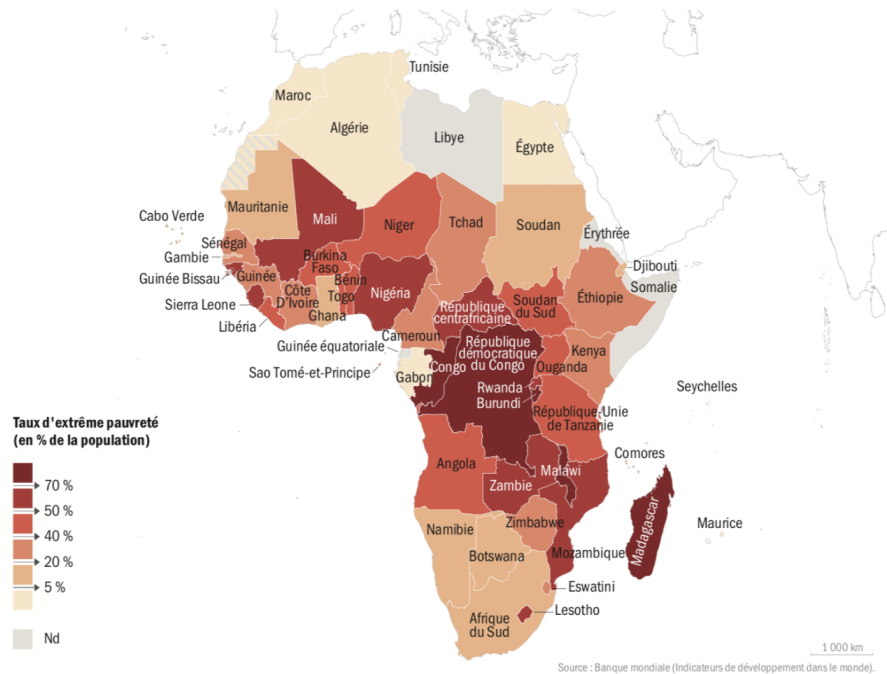


Source : Banque Mondiale

Par ailleurs, ces chiffres globaux cachent d'importantes disparités. La Chine a été la première bénéficiaire de cette mondialisation or son poids dans la démographie mondiale biaise quelque peu l'interprétation des données globales.

La Chine, la Malaisie, le Vietnam, le Cambodge, les Philippines, l'Indonésie, l'Inde ont certes profité d'une insertion dans les chaînes de valeur mondiale par des investissements directs étrangers, faisant émerger une classe moyenne. Mais l'Afrique (carte ci-dessous) n'a pas décollé. Elle représentait moins de 1% des exportations mondiales en 2014 et 60% des individus en situation de pauvreté.

Taux d'extrême pauvreté en Afrique



Une situation contrastée à l'échelle du continent

Source AFD / Banque Mondiale ²⁴

Soulignons par ailleurs qu'en 2020 (hors graphe ci-dessus), la pandémie de Covid a fait basculer près de 70 millions de personnes dans l'extrême pauvreté selon la Banque Mondiale. C'est la plus forte augmentation depuis 1990.

Le rapport World Wealth and Income Database (WID) 2022 rédigé par Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, montre également que la libéralisation du marché mondial n'a pas réduit la concentration extrême des richesses dans le monde. Actuellement, 1% de la population détient 38% de la richesse mondiale et 50% de la population (la plus pauvre) détient 2% de cette richesse.

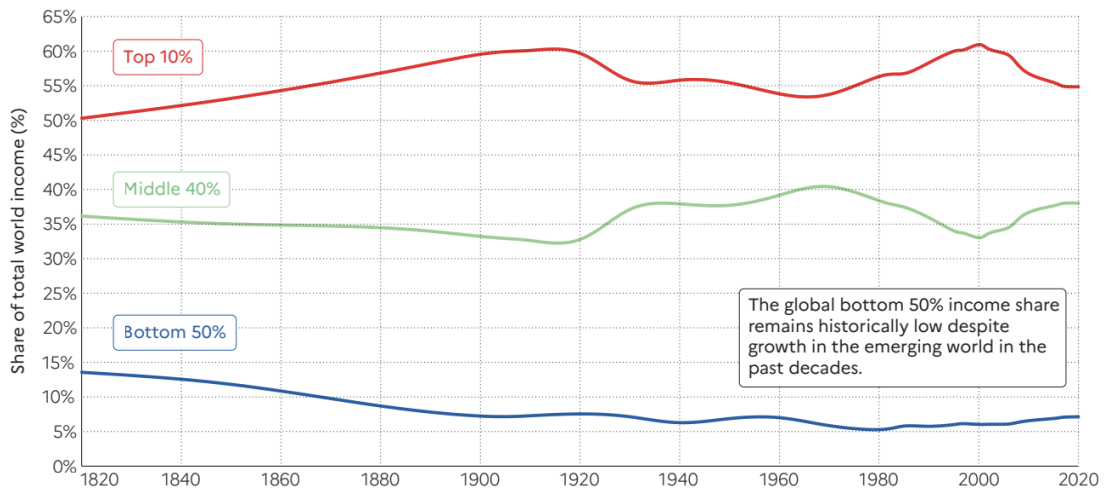
Sur le long terme, on constate même un pic historique d'inégalités entre 1980 et 2000, équivalent à celui atteint avant la première guerre mondiale. La classe moyenne mondiale a reculé à partir des années 70 puis s'est à nouveau développée dans les années 2000 mais les 50% les plus modestes n'ont globalement pas progressé entre 1900 et 2020.

²⁴

<https://www.afd.fr/fr/actualites/atlas-de-lafrique-afd-au-fil-des-annees-lextrême-pauvreté-se-concentre-en-afrique>

Inégalités de revenu dans le monde entre 1820 et 2020

Figure 7 Global income inequality, 1820-2020



source WID 2022

On peut conclure de ces différentes études que la promotion d'un marché mondial sans entraves, a contribué à l'accroissement des inégalités, entre les nations, et au sein des nations, malgré une diminution globale de la pauvreté.

3.3 Des flux financiers qui freinent le développement

Une autre façon d'analyser l'impact de la mondialisation sur le développement des nations consiste à analyser l'allocation des richesses mondiales. Selon la théorie économique dominante, cette dernière devait se répartir pour servir la croissance globale et permettre le développement des pays du Sud. Elle devait également permettre une meilleure répartition des risques financiers mais aussi d'éviter les crises.

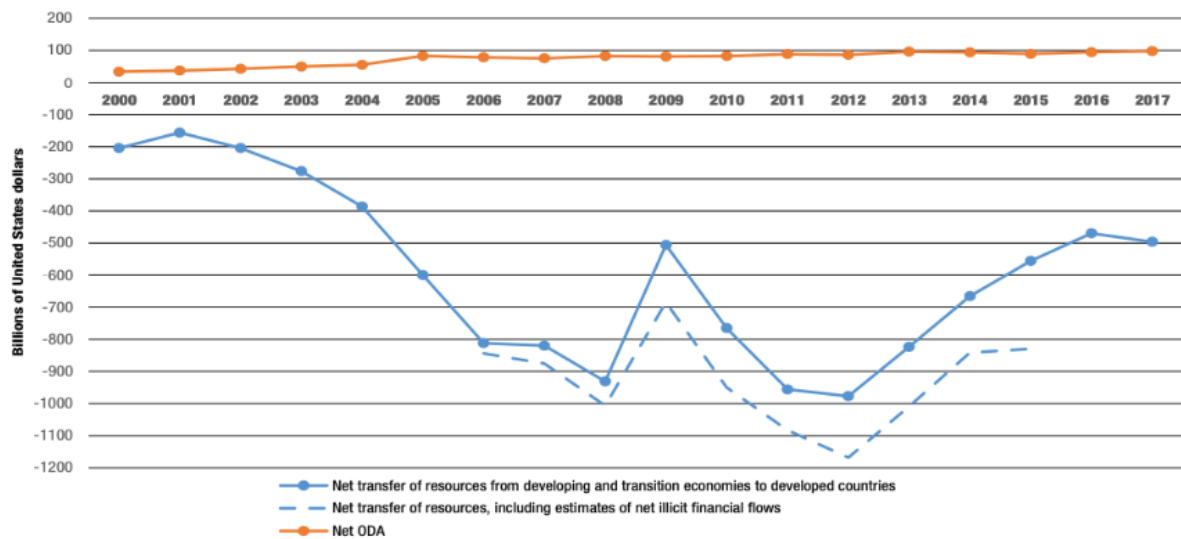
Or, là encore, le bilan est totalement contradictoire avec les pronostics. Les économistes Ayhan Kose et Shang-Jin Wei, pourtant missionnés par le FMI²⁵, arrivent d'ailleurs à cette conclusion : "la mondialisation financière n'a pas donné les résultats escomptés en matière de partage international du risque".

Raghuram Rajan, économiste en chef du FMI, a même admis que les pays en développement avaient exporté plus de capitaux au Nord qu'ils n'en avaient reçu.

²⁵ <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2007/03/pdf/kose.pdf>

Une récente étude de la CNUCED²⁶ estime qu'entre 2000 et 2017, les transferts nets de ressources financières des pays en développement vers les économies développées²⁷ ont augmenté régulièrement et ont culminé à 977 milliards de dollars en 2012. Si l'on inclut les flux financiers illicites, ces chiffres augmentent considérablement et dépassent de loin les flux nets d'APD vers les pays en développement.

Transferts nets de ressources des pays en développement vers les pays développés 2000-2017



Source : CNUCED / OCDE

Le graphique ci-dessus illustre les transferts nets de ressources agrégés de 134 pays en développement vers les pays développés entre 2000 et 2017, avec et sans les flux financiers illicites nets, ainsi que, séparément, l'Aide Publique au Développement nette. Il montre qu'il existe un transfert clair et persistant de ressources financières des pays en développement vers les pays développés avec un pic de près de 1000 milliards de dollars en 2012.

La CNUCED explique que les prêts des PVD génèrent des intérêts et des dettes libellées en devises étrangères qui les rendent dépendants de variations monétaires et, finalement, les paiements d'intérêts et de transferts de bénéfices l'emportent sur les revenus.

²⁶ https://unctad.org/system/files/official-document/presspb2020d2_en.pdf

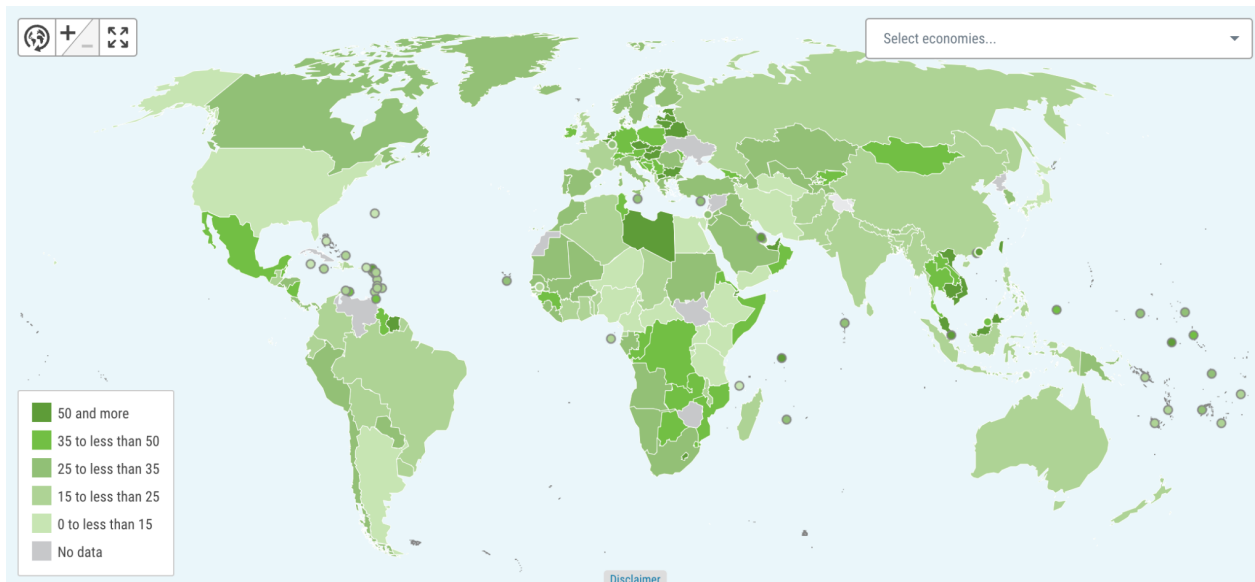
²⁷ différence entre les entrées nettes de capitaux et les paiements nets de revenus aux capitaux étrangers, incluant les variations nettes des réserves internationales

3.4 Des économies occidentales fragilisées

Du côté des nations occidentales, le bilan de la libéralisation de l'économie mondiale est loin d'être positif. Certes, les entreprises multinationales ont profité à plein de l'ouverture des marchés du sud. Les consommateurs ont également bénéficié de prix bas grâce à une main d'œuvre étrangère bon marché (en France, dans les années 2000, les ménages auraient gagné 1 000 euros de pouvoir d'achat annuel grâce aux importations de Chine²⁸). Les Etats des nations développées ont également tiré parti de financements de marchés à des taux très privilégiés. Pour autant, les impacts négatifs de l'ouverture des économies ont été multiples, notamment sur le chômage et sur l'emploi. Ces conséquences n'ont jamais été anticipées par les économistes libéraux, qui d'ailleurs, continuent à les nier.

Tout d'abord, notons le changement fondamental que représente l'ouverture inédite des économies occidentales à travers la mondialisation. A l'échelle de la France – qui est bien moindre que celle de l'Allemagne – le taux d'ouverture de l'économie ²⁹ passe de 20% dans les années 1980 à 32 % en 2019. Entre 2005 et 2019, le poids dans le PIB des stocks des IDE (investissements directs étrangers) en France a doublé, tout comme celui des IDE français à l'étranger.

Taux d'ouverture des économies rapportée au PIB en 2021



Note: This index measures the importance of international trade in goods relative to the domestic economic output of an economy. Exports are given equal weight to imports.

source : CNUCED³⁰

²⁸ <https://www.cae-eco.fr/staticfiles/pdf/cae-note064v2.pdf>

²⁹ le taux d'ouverture d'une économie est la proportion des importations et exportations dans le PIB

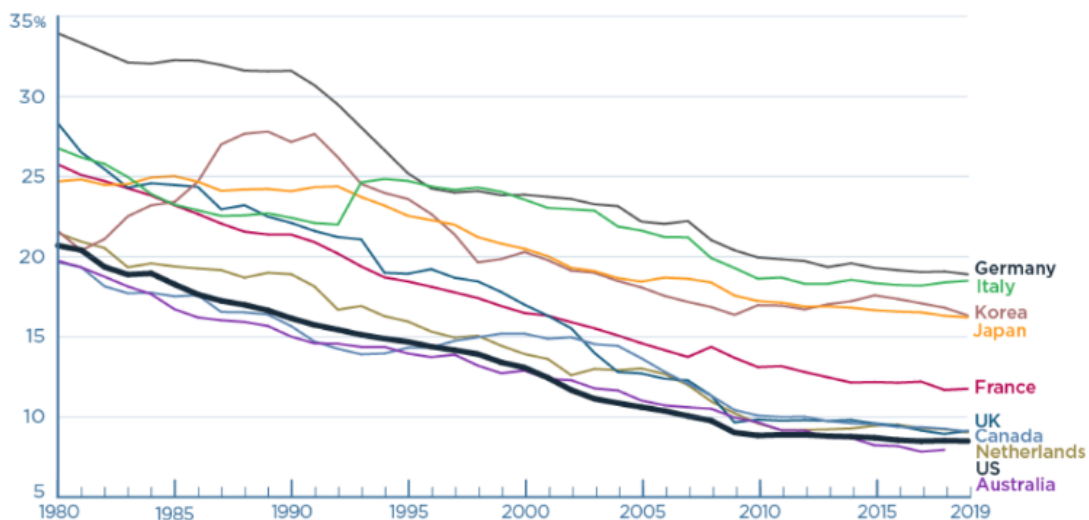
³⁰ <https://hbs.unctad.org/trade-indicators/>

Quelles sont donc les conséquences de cette ouverture des économies et de la libération des capitaux sur l'ensemble du globe ?

Dès les années 2000 Paul Krugman, prix Nobel d'économie, écrit que "le commerce international a tendance à détériorer la situation des travailleurs peu qualifiés aux États-Unis, non seulement de manière temporaire, mais aussi de manière durable". En 2014, Robert E. Scott et Will Kimball de l'Economic Policy Institute³¹ estiment que l'entrée de la Chine dans l'OMC a entraîné la perte de trois millions d'emplois aux États-Unis. Selon le même think tank³², le bilan de l'Aléna entre 1993 et 2002 a entraîné la disparition d'un million d'emplois. En 2016, la publication de « China shock », par les économistes David H. Autor, David Dorn et Gordon H. Hanson confirme le lien entre la disparition de dizaines de milliers d'emplois industriels aux États Unis et la concurrence chinoise³³.

Dans l'hexagone, un rapport de la Banque de France³⁴ de 2017 conclut que " la concurrence des importations chinoises explique environ 13 % de la baisse de l'emploi dans le secteur manufacturier français au cours de la période 2001-2007 (environ 100 000 emplois)". Mais la destruction de ces emplois aurait à son tour entraîné la destruction de 190 000 emplois dans le secteur non commercial.

Emploi manufacturier dans les pays développés 1980-2019



Source, Peterson Institute for International Economics 2021

³¹ experts de l'Economic Policy Institute

³² https://www.epi.org/publication/webfeatures_snapshots_archive_12102003/

³³ https://www.nber.org/system/files/working_papers/w21906/w21906.pdf

³⁴

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/working-paper_603_2016.pdf

Il a été constaté que la compétition internationale, les délocalisations et les changements dans la stratégie des grandes entreprises (développement à l'étranger, financement par le marché, exigences de rentabilité accrues, liquidation des secteurs les moins profitables) ont un impact considérable sur l'industrie.

En France, l'emploi manufacturier passe de 25 à 12% entre 1980 et 2019. Aux Etats-Unis, il passe de 20 % à 10%, en Allemagne de 35 à 20%.

Les conséquences sur le chômage sont encore discutées par les spécialistes. Il semble que le développement des emplois de services, censés compenser la perte d'emplois industriels selon la théorie, n'a jamais eu lieu, installant durablement les nations occidentales dans un régime de chômage de masse. En France, le chômage a baissé depuis 2015, passant de 10 à 7% en 2023 selon l'INSEE mais, ces chiffres ne prennent pas en compte les emplois précaires et des emplois aidés³⁵. Aujourd'hui, on considère que 30 % de la population française active est touchée par une contrainte (chômage, sous-emploi ou halo du chômage).

La conséquence est le creusement de nouvelles formes d'inégalités à l'intérieur des nations occidentales : "inégalités entre le capital et le travail, les travailleurs qualifiés et non qualifiés, les employeurs et les employés, les professionnels mobiles à l'échelle mondiale et les producteurs locaux, les industries/régions disposant d'un avantage comparatif et celles qui n'en ont pas, les villes et les campagnes, les cosmopolites et les communautariens, les élites et les gens ordinaires" écrit Dani Rodrik³⁶.

3.5 Libéralisation des marchés, affaiblissement des Etats

L'autre conséquence majeure de la mondialisation est la transformation des rapports de forces entre les différents acteurs économiques et les Etats. Au moment où les économies s'ouvrent sur le monde, une concurrence beaucoup plus forte se met en place pour attirer les capitaux. Etats et entreprises sont soumis à des contraintes nouvelles imposées par les marchés financiers.

Comme l'explique Michel Aglietta³⁷, un bouleversement majeur a lieu dans les années 70 : **"on est passé d'un système régulé par les gouvernements avec le contrôle des mouvements de capitaux à un système mû par les marchés et des flux**

³⁵ Entre 1990 et 2018, la part des Contrats à Durée Déterminée a augmenté de 60% et celle des emplois précaires de 50%

³⁶

https://drodrik.scholar.harvard.edu/files/dani-rodrik/files/populism_and_the_economics_of_globalization.pdf

³⁷ http://www2.cepii.fr/PDF_PUB/em/2000/em2000-05.pdf

internationaux de capitaux... Sous les règles de Bretton Woods, les contraintes de balances courantes étaient strictes, car les déficits étaient financés par les réserves officielles de change sous condition de changes fixes. Dans le système actuel, où les déficits sont financés par le crédit international des banques et des marchés de titres, les contraintes passent par les jugements des investisseurs financiers sur la soutenabilité des dettes extérieures”.

Dans ce contexte, les nations ouvrant leurs économies doivent jouer le jeu de la compétition internationale et structurent l'essentiel de leur politique économique en fonction de cette exigence. La compétitivité, la conquête de marchés extérieurs et l'attractivité du territoire pour les capitaux et entreprises sont les raisons qui conduisent à choisir la baisse du coût du travail, l'allègement des cotisations sociales ou la diminution de l'imposition sur les bénéfices des entreprises. **Les conséquences sont de moindres rentrées fiscales, une dette qui augmente, des services publics qui disparaissent et un État qui perd de son pouvoir face aux acteurs privés.**

Si l'on prend un seul exemple dans le cadre français, les allègements de « charges » des entreprises, ont représenté 60 milliards d'euros annuels³⁸ de manque à gagner pour les finances publiques.

Toujours en France, **l'investissement public a été divisé par 6 depuis 1990³⁹. L'école, les hôpitaux, la justice, la police, l'administration sont exsangues après des années de sous dotation. Les entreprises contrôlées majoritairement par l'Etat sont passées de 2600 en 1995 à 1800.**

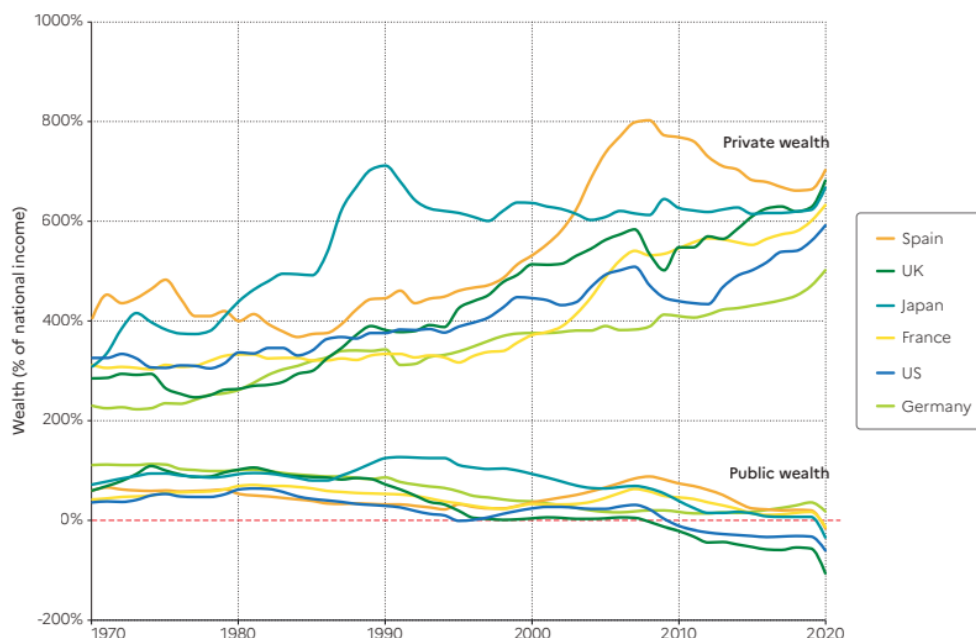
Plus largement, la mondialisation a correspondu à une intense période d'appauvrissement des Etats, comme le montre le tableau ci-dessous, comparant la richesse publique et la richesse privée en % du PNB.

³⁸ CAE, 2019

³⁹ <https://www.alternatives-economiques.fr/7-peches-capitaux-de-france-liberale/00107264>

Richesse privée et richesse publique dans les pays développés 1970–2020

Figure 8 The rise of private wealth and the decline of public wealth in rich countries, 1970-2020



Interpretation: In the UK, public wealth dropped from 60% of national income to -106% between 1970 and 2020. Public wealth is the sum of all financial and non-financial assets, net of debts, held by governments. **Sources and series:** wir2022.wid.world/methodology, Bauluz et al. (2021) and updates.

Source : Wid 2022

Ce graphique nous montre qu'à la fin des années 1970, la part du capital public (les actifs moins les dettes) dans le capital national tournait autour de 15 % en France et aux États-Unis, autour de 25 % en Allemagne et au Royaume-Uni. Cette richesse publique décline puis devient négative à partir de 2018.

“Au cours des 40 dernières années, les pays se sont considérablement enrichis, mais leurs gouvernements se sont considérablement appauvris. La part de la richesse détenue par les acteurs publics est proche de zéro ou négative dans les pays riches, ce qui signifie que la totalité de la richesse est entre les mains du secteur privé... Une tendance amplifiée par l'épidémie de Covid-19, puisque les gouvernements ont emprunté l'équivalent de 10 à 20 % du PIB, essentiellement auprès du secteur privé” expliquent Chancel et Piketty.

La mondialisation libérale a donc opéré une révolution majeure à l'échelle historique : celle d'un transfert d'une partie des richesses et du pouvoir d'organisation des Etats vers les marchés financiers et les entreprises

multinationales. Libres de leurs mouvements, ces dernières peuvent désormais mettre les Etats en concurrence et localiser leurs bénéfices dans des paradis fiscaux.

3.6 Des démocraties vidées de leur substance

La libéralisation des sociétés opérée pendant la mondialisation est le principal moteur du déclin des démocraties.

Dans *Globalists, the End of Empire and the Birth of Neoliberalism*, Quinn Slobodian revient sur les origines du projet néolibéral des années 30. Son enquête débute en Autriche dans les années 1920, alors que les empires se dissolvent, que le nationalisme, le socialisme menacent le système économique mondial. **Des intellectuels autrichiens appelaient alors à une nouvelle façon d'organiser le monde. Loin de se débarrasser de l'État régulateur, ils voulaient le mettre au service de leur grand projet de protection du capitalisme à l'échelle mondiale. Ce projet a fonctionné au-delà de leurs espérances. Il s'agissait de renverser la relation de l'Etat aux marchés, la norme supérieure, fondamentale devenant celle du marché.**

Le politiste anglais Peter Mair développe une idée complémentaire dans *Governing the Void* : "à la fin des années 70 et au début des années 80, la capacité nationale à contrôler l'environnement économique était déjà en déclin, la fin de l'âge d'or ayant été signalée par l'effondrement du système de taux de change fixes de Bretton Woods et par la première grande crise des prix du pétrole. A cette époque, les gouvernements perdaient non seulement leur capacité à façonner l'économie, mais aussi leur désir de le faire".

À travers la libéralisation mondiale des années 80, s'est donc jouée une révolution économique, politique et sociale majeure : une dévitalisation générale des démocraties à l'échelle du globe. Comme le dit Peter Mair, les démocraties soumises à la domination du marché ont été vidées de leur substance, elles ne sont plus que le "gouvernement du vide".

Dans ce contexte, on peut comprendre le désintérêt des citoyens pour le vote dans la mesure où **l'État démocratique libéral limite considérablement les choix politiques.** Le problème actuel est que les structures démocratiques formelles fonctionnent comme auparavant mais dans un contexte totalement transformé, où le pouvoir s'est déplacé.

C'est également ce qu'exprime le politiste américain J.G. Ruggie⁴⁰ : "l'expansion et l'intégration des marchés mondiaux des capitaux dans les années 1990 ont érodé les instruments traditionnels de la politique économique tout en créant des défis politiques entièrement nouveaux que ni les gouvernements ni les acteurs du marché ne comprennent encore parfaitement, et encore moins ne peuvent gérer pleinement". Il en résulte une immense confusion pour les citoyens des démocraties libérales, confusion renforcée par le fait que **l'un des principaux espaces de pouvoir – celui des marchés financiers – particulièrement opaque, échappe totalement à l'entendement commun.**

Puisque la libéralisation a, en quelque sorte, installé l'idée que le monde pouvait se passer de la politique et désactivé l'effort de délibération collective, il n'est pas étonnant que les démocraties, en proie au doute, fragilisées, semblent faiblement armées pour résister aux dynamiques illibérales.

Concluons en suivant le philosophe Etienne Balibar⁴¹ qui décrit notre époque comme une période de pertes de repères généralisée. D'après lui, "le temps des prophéties de « fin de l'histoire » par généralisation d'un régime comme celui que codifie le constitutionnalisme américain semble bel et bien passé... Bien loin de conduire à la constitution progressive de langages et d'institutions communes, « globales » ou « transnationales », qui permettraient d'en anticiper la régulation, la mondialisation a détruit les cadres culturels et politiques, les édifices de souveraineté et de pouvoir qui modèrent la « guerre de chacun contre chacun »... Espérant une utopie globale, l'humanité a découvert son envers nihiliste, celui d'une "dystopie globale".

Ainsi le libéralisme économique, poussé à son paroxysme, dévitalise la dimension politique de chaque nation démocratique comme il rend inopérant toute structure cosmopolitique ou universelle. **Face à des problèmes globaux tels que le développement économique ou le réchauffement climatique, l'humanité est donc dépourvue, et condamnée à l'être, par le paradigme du marché confiant des leviers de décision essentiels aux opérateurs privés.**

40

https://scholar.harvard.edu/files/john-ruggie/files/globalization_and_the_embedded_liberalism_compromise.pdf

⁴¹ Cosmopolitiques, Editions de La Découverte, 2022.

3.7. Comprendre les mécanismes de l'illibéralisme

3.7.1 Néolibéralisme et illibéralisme

Les effets du libéralisme économique sur les démocraties sont quantitatifs (perte de richesses en faveur des autocraties) et qualitatifs (dévitalisation des fonctions politiques). Mais peut-on analyser précisément l'impact du libéralisme économique sur la montée en puissance des populismes illibéraux ?

Un certain nombre d'études expérimentales tentent précisément de répondre à cette question. On peut notamment citer l'économiste du MIT David Autor,⁴² qui a analysé l'opinion et les résultats des élections législatives et présidentielles entre 2000 et 2016 aux USA. Ses travaux montrent que les circonscriptions électorales exposées au commerce et à la concurrence de la Chine présentent une polarisation idéologique croissante.

L'économiste américain Dani Rodrik⁴³ a montré que, lorsqu'on libéralise les échanges entre un pays développé et un autre qui l'est moins, la situation des moins qualifiés du premier pays se dégrade. Les effets négatifs de la libéralisation commerciale sur les populations les moins qualifiées des pays développés nourrit en retour les revendications populistes.

Une étude publiée par Cambridge University Press en avril 2023⁴⁴ analyse le lien entre politiques d'austérité et montée du vote extrême. L'étude porte sur une analyse macroéconomique de 166 élections au sein des démocraties libérales depuis 1980. Elle montre que les mesures d'austérité augmentent à la fois l'abstention électorale et les votes en faveur des partis non traditionnels.

⁴² <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/aer.20170011>

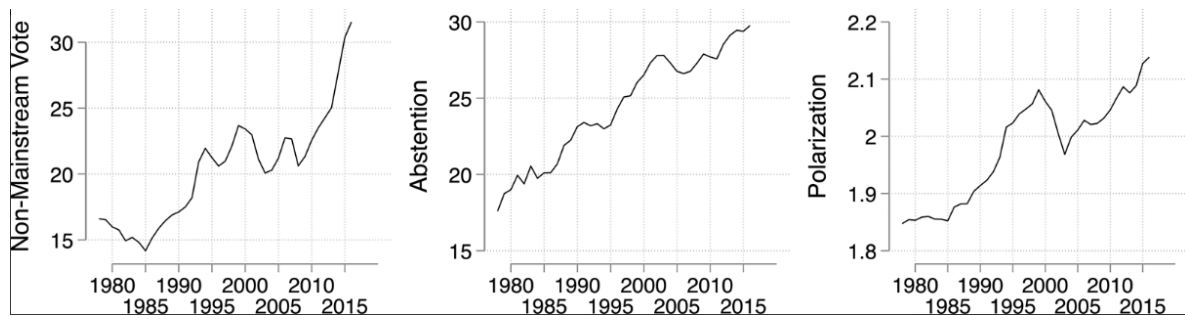
⁴³

https://drodrik.scholar.harvard.edu/files/dani-rodrik/files/populism_and_the_economics_of_globalization.pdf

⁴⁴

<https://www.cambridge.org/core/journals/british-journal-of-political-science/article/does-austerity-cause-polarization/5A92279ABBEE623D38E438848B03C060>

Vote extrême, abstention et polarisation des votes (1980–2015)



Source : Cambridge University Press 2023.

En moyenne, la part de voix des partis non traditionnels a doublé entre les années 1980 et 2015 avec une forte poussée à partir de 2009. L'abstention a également augmenté régulièrement, passant de moins de 20 % à près de 30 %.

“ Un programme d'assainissement médian, qui vise à réduire le déficit budgétaire de 1,9 % du PIB, provoque une augmentation des votes en faveur des partis non traditionnels de 1,3 point de pourcentage en moyenne. Un train de mesures qui vise à réduire le déficit budgétaire de 4,1 % provoque une augmentation des votes en faveur des partis non traditionnels de 2,9 points de pourcentage” expliquent les auteurs de l'étude (cf courbes ci-dessus).

3.7.2 Migrations et illibéralisme

Si politiques d'austérité et de libéralisation favorisent une montée des votes extrêmes, il est intéressant de constater qu'il n'existe pas de lien mécanique entre migration et montée de l'extrême droite populiste.

Ainsi, en Europe, le rejet de la migration est le plus fort dans les pays où la proportion d'étrangers est la plus faible – Europe centrale, orientale et Allemagne de l'Est – pays héritiers du communisme, devenus libéraux en quelques années et qui sont également parmi les plus pauvres d'Europe.

Concernant la France, l'analyse d'Hervé le Bras signale également la “géographie inversée” entre la présence d'immigrés et le vote d'extrême droite. Ce vote est particulièrement important dans les petites communes et les régions rurales ou périphériques, zones de faible dynamisme économique et de moindre présence de l'Etat. “La population des étrangers et celle des électeurs RN sont assez éloignées l'une de l'autre, presque étrangères. Le rejet le plus fort de l'étranger ou de l'immigré est le fait de ceux qui le rencontrent et le fréquentent le moins ou plus exactement de ceux qui le croisent épisodiquement. Les médias et beaucoup de politiques entretiennent une vision inquiétante des immigrés qui est d'autant mieux reçue

qu'elle est plus difficilement vérifiable. Il est beaucoup plus dur de rectifier ces représentations de l'immigré que de modifier sur le terrain les conditions de vie en commun".

Phénomène complexe, la montée des populismes d'extrême droite est difficilement explicable par une seule cause ou dans une généralité universelle, il dépend d'histoires nationales ou régionales souvent différentes. Mais si ce dernier mobilise autour du rejet de l'immigration et d'une crainte de remplacement des identités dominantes, il semble que ces objets ne soient pas à l'origine de la dynamique populiste. A l'inverse, de nombreuses études tendent à montrer que la fragilisation et la relégation économique et sociale de certains territoires ou populations prépare le terrain de cette dynamique.

Un point de vue historique complète d'ailleurs cette analyse. Ainsi dans *Le Creuset français*, Gérard Noiriel montre que les moments de fort rejet des étrangers se situent lors de ralentissements économiques et de transformations sociales majeures : les années 1880, 1930 et 1980. Cette périodicité semble confirmer les théories anthropologiques du "bouc émissaire"⁴⁵. Un bouc émissaire a une fonction sociale bien précise : celle d'endosser la responsabilité d'une crise sociale en déchargeant les groupes impliqués dans cette crise de leur responsabilité.

On pourrait conclure que la présence ou l'augmentation de migrants ou d'étrangers dans un pays est la vitrine mais certainement pas le facteur premier de la mobilisation de courants identitaires ou nationalistes.

3.7.3 Réseaux sociaux et illibéralisme

L'essor des plateformes numériques joue certainement un rôle important dans la montée des populismes de droite. Il a permis à des groupes politiques d'abord marginaux d'accéder à un moyen de communication de grande envergure.

Comme l'explique le rapport *The disinformation machine*⁴⁶, il existe des arguments plausibles pour relier la montée des néo-nationalistes aux États-Unis et en Europe à ce nouveau phénomène". La facilité à créer des faux comptes, la valorisation des messages clivants par les algorithmes, l'impunité dans la propagation des fausses informations créent un outil adapté pour les groupes minoritaires en quête d'audience.

⁴⁵ *Le bouc émissaire*, René Girard.

⁴⁶ <https://www.investigate-europe.eu/themes/investigations/the-disinformation-machine>

Une enquête⁴⁷ portant sur 46 millions de messages en Europe (Facebook, Instagram, YouTube, Twitter, forums) montre le poids des partis d'extrême droite sur les réseaux sociaux. Ainsi, dès 2019, l'AFD, avait un impact supérieur (35 % des mentions) à tous les autres partis allemands sur les réseaux sociaux. En Espagne, Vox, avant même d'avoir obtenu des sièges dans des parlements régionaux, était également en tête (42 %). En Italie, c'est le parti d'extrême droite Lega qui était en tête (45 %), devant le Mouvement 5 étoiles (36 %).

Zeynep Tüfekçi⁴⁸ a étudié les relations entre la stratégie commerciale de YouTube et certains mouvements radicaux. Les utilisateurs demeurant connectés plus longtemps sur les contenus les plus radicaux, Youtube peut les exposer à plus grande quantité de contenus publicitaires et, par là même, générer plus de revenus. "Compte tenu de son milliard d'utilisateurs, YouTube est peut-être l'un des plus puissants instruments de radicalisation du XXIe siècle" explique la sociologue.

3.7.2 Corruption par les autocraties et populismes

Ajoutons que la propagande et la corruption organisées par les régimes autocratiques jouent probablement une part importante dans la progression du populisme d'extrême droite. De nombreux exemples ont été révélés concernant le financement de partis d'extrême droite européenne par des autocraties. Selon la CIA, la Russie aurait versé au moins 300 millions de dollars à des partis politiques et des candidats depuis 2014 afin de "saper la démocratie dans une vingtaine de pays d'Europe". Le parti de l'Italien **Matteo Salvini** est particulièrement concerné, tout comme le RN de **Marine Le Pen** en France. Les exemples des campagnes de désinformation orchestrées par la Russie en Europe et aux Etats-Unis sont si nombreux qu'on peut les considérer comme une nouvelle forme de guerre de grande envergure. De la même manière, les cas de corruption ou de liens troubles avec la Russie, au plus haut niveau des États, sont tout simplement sidérants. **Gerhard Schroeder** : soutien sans faille du projet de gazoduc Northstream avec la Russie pendant son mandat de chancelier fédéral allemand est devenu président du conseil d'administration de Gazprom en 2022. **François Fillon**, premier ministre français devenu membre du conseil d'administration des entreprises Sibur (pétrochimie) et Zarubezhneft (hydrocarbures) liées à l'Etat Russe. **Donald Trump** a été soupçonné de nombreux liens avec Poutine, puis élu en 2017 après une campagne où la Russie a massivement interféré dans le processus électoral. En août 2023,

⁴⁷

<https://www.investigate-europe.eu/en/posts/far-right-groups-shout-the-loudest-on-social-media>

⁴⁸ <https://www.nytimes.com/2018/03/10/opinion/sunday/youtube-politics-radical.html>

Nicolas Sarkozy, ancien Président de la République française, a repris, de façon extrêmement surprenante, une ligne argumentative proche de celle de Moscou⁴⁹ concernant la guerre en Ukraine. Or, depuis 2021, le parquet national financier a ouvert une enquête pour trafic d'influence et blanchiment de crime ou délit suite à un des paiements importants d'une société proche du Kremlin à Nicolas Sarkozy..

Ces soupçons de corruption de la part des plus hauts dirigeants occidentaux – sans qu'aucune sanction ne soit prise à leur égard – signale un état de grande faiblesse et d'impuissance de nos démocraties.

49

<https://www.lefigaro.fr/politique/nicolas-sarkozy-nous-avons-besoin-des-russes-et-ils-ont-besoin-de-nous-20230816>

4. Conclusion

Si de nombreux facteurs complexes entrent en ligne de compte, l'intense **libéralisation de l'économie mondiale, à partir des années 80, semble jouer un rôle déterminant dans l'affaiblissement des démocraties occidentales et le renforcement des autocraties. Elle a permis un transfert de puissance économique et politique vers la Chine, vers un certain nombre de pays producteurs d'énergie, et vers des acteurs privés "mercenaires" qui n'obéissent qu'à la règle de la valeur marchande.**

Désormais, le projet universel de développement fondé sur le libre commerce et les droits humains semble épuisé. Les démocraties ont perdu de l'influence, et les projets communautaires, nationalistes ou identitaires fleurissent. Les régimes qui ont fait la force des nations occidentales semblent assaillis de toute part, de l'intérieur et de l'extérieur. On ne compte plus le nombre de démocraties qui glissent vers des formes d'illibéralisme. Les Etats-Unis de Trump ont clairement franchi le cap, mais nombre de nations européennes, sans être nécessairement gouvernées par l'extrême droite, n'hésitent plus à attaquer certaines libertés fondamentales.

Le monde semble au seuil d'une nouvelle ère, avec, en perspective, la possibilité d'effondrement des démocraties et de leur idéal, ouvrant la porte d'un monde illibéral, autoritaire et identitaire. Cette dystopie n'est plus une fiction, elle est de l'ordre du possible. Les risques encourus devraient raisonnablement nous conduire à questionner et à réviser les fondations de nos édifices démocratiques, en un sursaut vital. Si les normes économiques et commerciales s'imposent finalement sur toutes les autres normes à travers la culture libérale, il est temps de tourner la page de cette idéologie aux conséquences funestes.

Ce plaidoyer pour une nouvelle politique (cf partie III) semble d'autant plus nécessaire qu'une crise environnementale majeure est en cours, se superposant, en quelque sorte, à la crise des démocraties. A vrai dire, ces deux crises sont profondément liées. L'effondrement de la biodiversité et le réchauffement du climat trouvent leurs fondements dans une quête économique sans limite. En retour, la crise écologique provoque un choc violent sur l'ensemble de l'organisation sociale. Par là même, il est susceptible de mener la crise démocratique à son paroxysme.

II. POLITIQUES DE L'EFFONDREMENT ÉCOLOGIQUE

Depuis une dizaine d'années, la question climatique est passée au premier plan des préoccupations dans l'opinion mondiale⁵⁰. Avec l'apparition d'effets visibles et très spectaculaires du réchauffement (canicules, inondations, méga-feux...), la couverture médiatique du sujet a changé d'échelle. Une grande partie de l'humanité sait désormais que le réchauffement de notre atmosphère est une menace majeure pour les sociétés humaines.

Face à cet enjeu, inédit à l'échelle de l'histoire, le monde semble incapable d'agir. Le réchauffement et ses conséquences sont pourtant connus des scientifiques, des grandes entreprises pétrolières et des gouvernements depuis au moins 50 ans (l'âge du célèbre rapport Meadows). Il faut attendre 2015, avec la Cop 21, pour que l'ensemble des nations s'unissent et décident de se fixer un objectif – limiter le réchauffement à 1,5 degrés. Huit ans plus tard, le bilan est calamiteux : **non seulement les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas, mais elles augmentent toujours.**

Comment interpréter cet échec ? Quelle est la part de responsabilité des démocraties occidentales et celle des grandes autocraties contemporaines ?

Notre analyse des politiques de transition nous amènera à conclure que la grille de lecture distinguant démocraties et régimes autocratiques (ou illibéraux) est pertinente pour comprendre les blocages actuels.

Alors que l'humanité s'approche d'un point de non retour, il est désormais primordial de distinguer les pays qui agissent en faveur du climat et ceux qui jouent contre le climat. Alors qu'aucun grand pays ne peut prétendre à l'exemplarité en la matière, le risque est grand de ne pas bien faire la part des choses, de ne pas hiérarchiser les priorités et de négliger l'attention prêtée aux principaux risques.

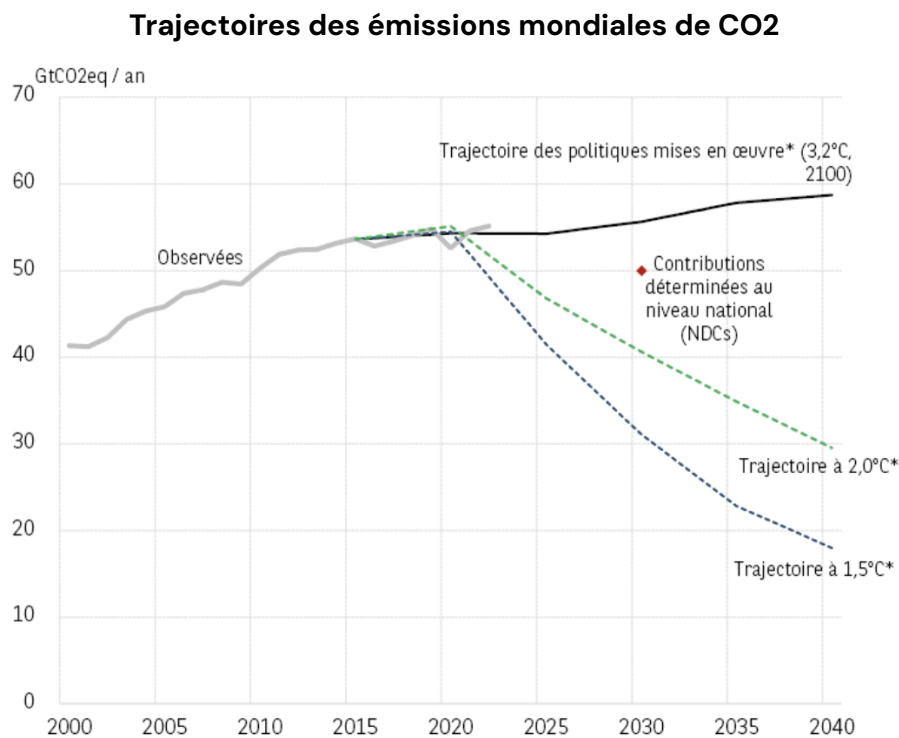
⁵⁰ https://www.edf.fr/sites/groupe/files/2023-05/obscoop2022_resultatscomplets_fr.pdf

Notre analyse portera également une attention spécifique à la problématique des énergies décarbonées. Piliers de la transition écologique, elles représentent un motif légitime d'espoir climatique et une promesse d'autonomie pour les nations, aujourd'hui dépendantes d'une poignée de régimes autocratiques ou illibéraux producteurs d'énergies fossiles. **Or, la perspective de la grande électrification du monde génère une nouvelle problématique, apparemment insoluble. En effet, cette dernière passe par une extraction massive de minerais dont l'exploitation est très largement contrôlée par la Chine. Ainsi, la solution potentielle au problème climatique semble aller dans le sens d'un nouvel affaiblissement des démocraties et d'un renforcement stratégique de la principale puissance autocratique.**

Effondrement climatique et effondrement démocratique sont donc pris dans un entrelacs de relations paradoxales et complexes qui rendent toute stratégie globale particulièrement ardue. Démêler ces fils pour choisir les bons leviers d'actions s'avère indispensable.

1. Une inaction qui conduit à 3 degrés de réchauffement

Selon le rapport du Giec 2022, si les pays tiennent les engagements de l'Accord de Paris, notre planète se situe sur une trajectoire de 2,5 degrés de réchauffement à l'échéance 2100 (courbes ci-dessous). En considérant que les pays ne tiendront probablement pas leurs engagements, et compte tenu des politiques mises en œuvre, on peut attendre un monde plus chaud d'au moins 3 degrés. Le scénario du pire est donc en vue, avec des risques vitaux pour l'humanité, compte tenu des effets en cascade politiques et sociales que pourrait provoquer le réchauffement (cf chapitre 4.5).



source Giec 2022

Le monde s'est déjà réchauffé de un degré par rapport au niveau de référence préindustriel et, selon le Giec, les émissions auraient dû atteindre un pic "entre 2020 et au plus tard avant 2025" pour rester dans une trajectoire de réchauffement de 1,5 °C".

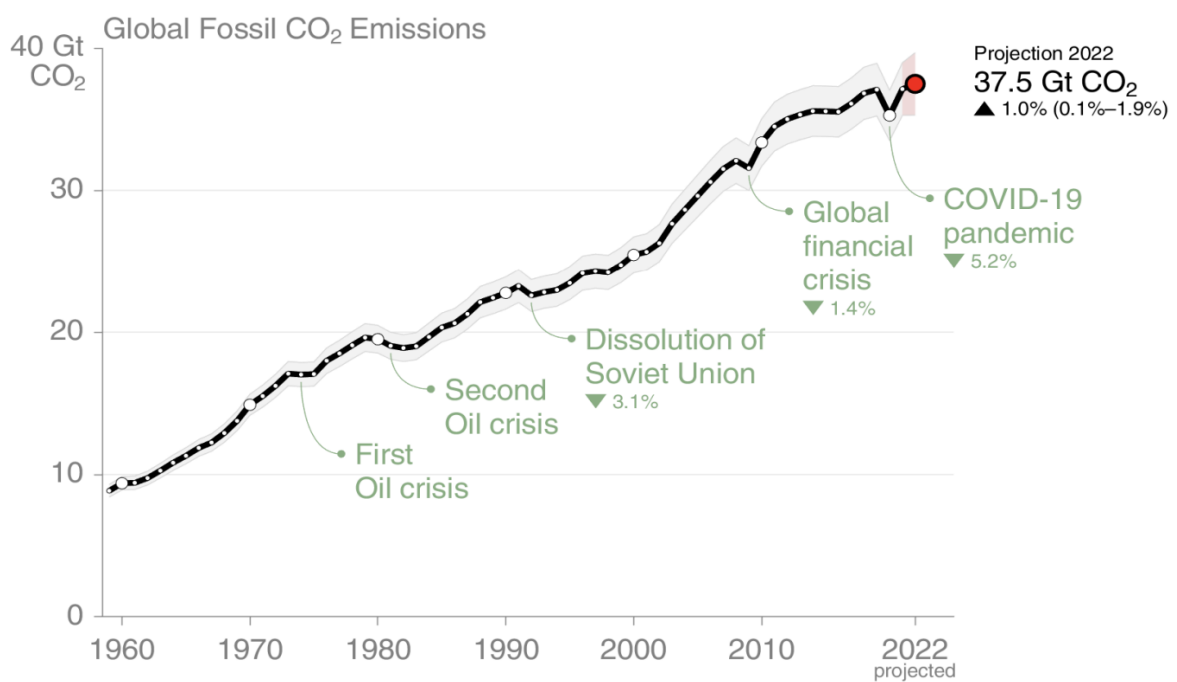
D'ores et déjà, des chaleurs extrêmes avoisinant 50 degrés frappent le monde. L'année 2023 sera probablement la plus chaude depuis le début de l'humanité.

«L'effondrement climatique a commencé », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres⁵¹.

L'évolution historique des émissions (courbe ci-dessous) nous montre que le fameux "pic d'émissions" n'a jamais été atteint. Au contraire, la croissance des émissions est assez constante depuis les années 60, en dehors d'épisodes de crise (en 2008 et en 2020) marqués par un fort ralentissement de la croissance économique. **Après l'épidémie de Covid, les émissions mondiales sont réparties en flèche et, dans l'immédiat, aucune certitude n'est possible sur l'échéance du pic d'émissions.**

Selon l'AIE, 36,8 gigatonnes de CO₂ liées aux énergies fossiles ont été émises en 2022 (+0,9 % par rapport à 2021) : un nouveau record dans l'histoire de l'humanité.

Émissions mondiales de CO₂ liées aux énergies fossiles, 1960–2022



(NB: les chiffres 2022 ci-dessus sont des prévisions, à ne pas prendre en compte)

⁵¹ <https://news.un.org/fr/story/2023/09/1138262>

2. Destruction accélérée des écosystèmes : un réveil plus que tardif

Les actions multilatérales concernant la biodiversité sont particulièrement faibles. Depuis 1992 la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) a donné un cadre pour organiser l'action commune sur ce sujet beaucoup moins médiatisé que celui du climat. **Il a fallu attendre décembre 2022 et la COP15 sur la Diversité Biologique pour qu'un premier plan stratégique global (Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal) soit adopté.** Si cet accord est historique, il est non contraignant, et assez peu détaillé dans ses modalités d'application. En d'autres termes, si le chemin global est enfin défini, l'action mondiale pour protéger les écosystèmes n'a pas même commencé.

La disparition des espèces est désormais bien connue : un million d'entre elles, sur un total estimé à 8 millions, est menacé d'extinction. Entre 1970 et 2018, la taille des populations de vertébrés sauvages a décliné de 69% ⁵². Selon certains chercheurs, il s'agirait de la sixième extinction de masse de l'histoire de notre planète, les précédentes ayant détruit entre 60% et 95% des espèces, avec des impacts sur les écosystèmes pendant des millions d'années.

L'effondrement de la biodiversité a des conséquences sur l'agriculture, la santé humaine, ou encore le dérèglement climatique – puisque la destruction des puits de carbones (forêts, océans) accélèrent le réchauffement climatique. **L'objectif de réduction des émissions de CO2 sera d'autant plus dur à tenir que les océans ou les forêts, qui en absorbent 50%, perdent leur potentiel d'absorption du carbone.** Entre 2020 et 2021, le changement climatique aurait déjà réduit la capacité des puits océaniques de 4 % et celle des puits terrestres de 17 %.

L'océan absorbe environ 30 % des émissions dues aux activités humaines mais perd également de son efficacité en raison du réchauffement climatique.

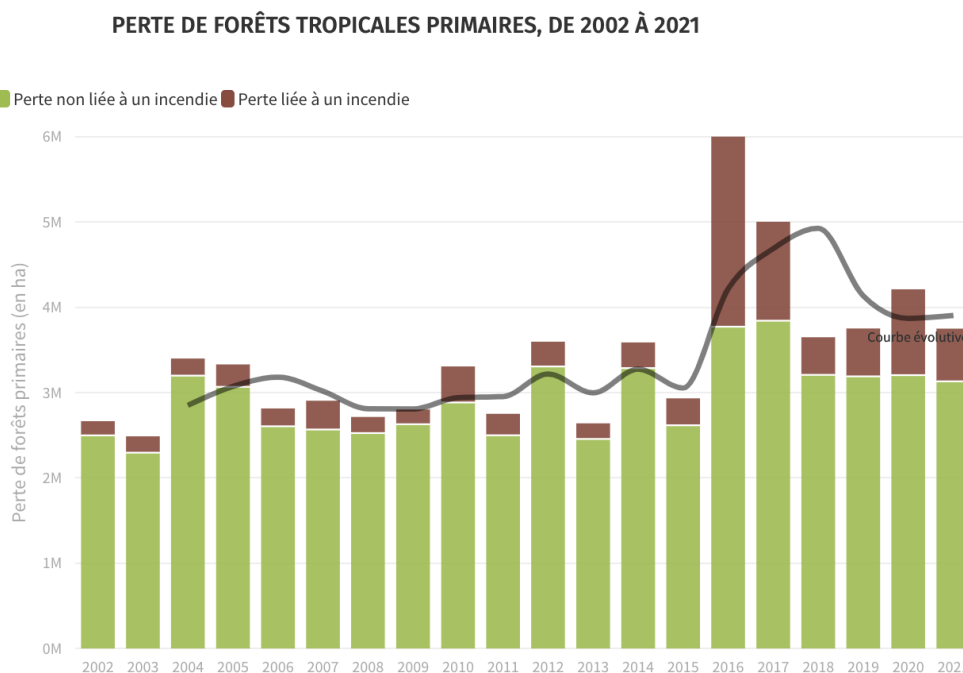
Concernant l'autre grand puits de carbone, la forêt, il se réduit à une vitesse record sous l'action des humains. Entre 2001 et 2022, 12 % de la couverture arborée mondiale (459 millions d'hectares) a été détruite. On considère que la

52

https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2022-10/LPR%202022%20VFINAL_Page_pageBD.pdf

déforestation contribue à 10% des émissions de CO2 mondiale, en seconde place devant celles des énergies fossiles.

La menace la plus grave concerne les forêts primaires humides où se produit 96 % de la déforestation et de la destruction permanente du couvert forestier par les hommes. **Entre 2002 et 2022, la superficie totale de ces forêts a diminué de 7 %.** Pour la seule année 2021, la perte de forêts primaires tropicales a entraîné 2.5 giga tonnes d'émissions de dioxyde de carbone, soit l'équivalent d'une année des émissions de combustibles fossiles en Inde.



Source : Global Forest Watch⁵³ / Université du Maryland

Les incendies liés au réchauffement climatique et aux vagues de chaleur extrêmes détruisent désormais deux fois plus de forêt qu'il y a 20 ans⁵⁴. Les forêts boréales – principalement celles de Russie – ont connu une perte de couvert arboré sans précédent en 2021 du fait des incendies.

Les objectifs mondiaux de “zéro déforestation” signés par 141 pays à Glasgow en 2021 sont un premier signe positif – mais très tardif – puisque les Etats se sont engagés à « arrêter et à inverser la déforestation et la dégradation des sols d'ici 2030 ». Pour que cette promesse se concrétise, il faudrait une baisse constante de la

53

<https://www.globalforestwatch.org/blog/fr/data-and-research/donnees-mondiales-sur-la-per-te-de-couvert-arbore-2021/>

54

https://www.wri.org/insights/global-trends-forest-fires?utm_campaign=trecoverslossfires2022

perte de forêts chaque année pendant le reste de la décennie. Or cette baisse n'a pas commencé, malgré quelques exceptions comme l'Indonésie et la Malaisie, le Gabon et les Guyanes qui ont mis en place des politiques volontaristes – signe que rien n'est irréversible.

Notons, une évolution positive au Brésil suite à l'élection de Lula en octobre 2022. Alors que, sous le gouvernement Bolsonaro, grand allié de l'agro-industrie, la déforestation annuelle moyenne en Amazonie avait bondi de 75,5% par rapport à la décennie précédente, le gouvernement Lula s'est engagé à lutter contre les pratiques destructrices. Les premiers résultats positifs viennent d'être mesurés : entre janvier et juin 2023, la déforestation a chuté de 33,6 % par rapport à la même période en 2022⁵⁵.

55

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/07/bresil-la-deforestation-de-l-amazonie-a-baisse-d-un-tiers-au-premier-semester_6180886_3210.html

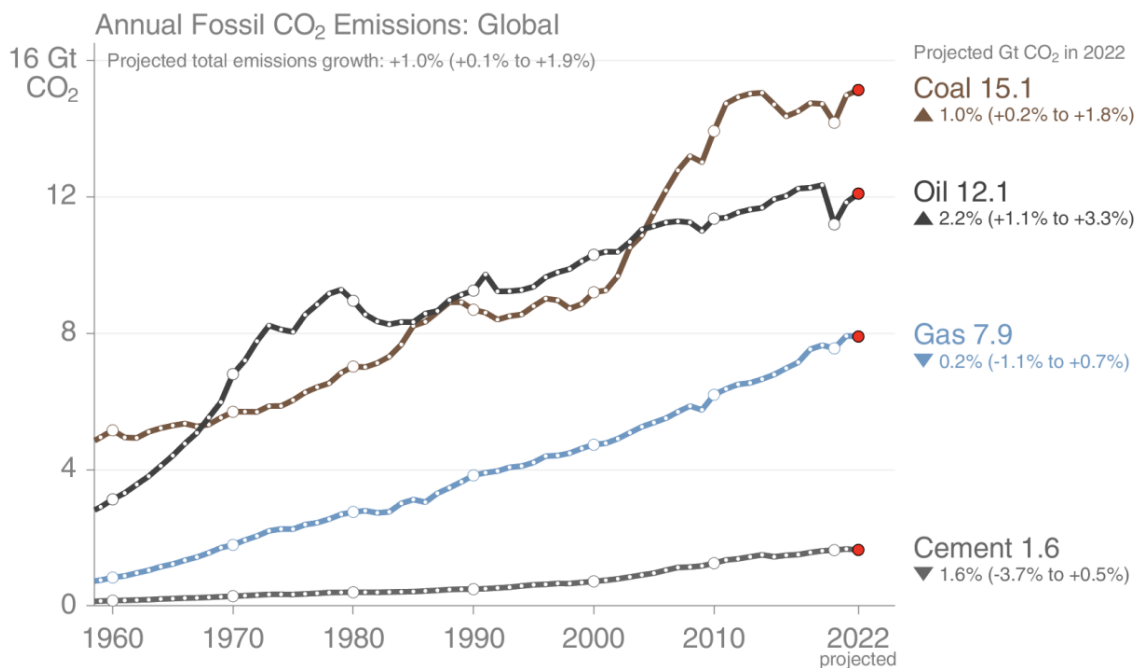
3. Démocraties et autocraties dans la transition énergétique

3.1 Les énergies fossiles poursuivent leur croissance

La principale cause du réchauffement climatique est l'utilisation d'énergies fossiles dans le monde (elles représentent plus de 80 % des émissions). Or cette dernière ne diminue pas, loin de là : elle est toujours plus importante et atteint des records historiques.

Sous l'effet de la crise énergétique déclenchée par la guerre en Ukraine, les énergies fossiles se sont vendues à des prix exorbitants et ont été largement plébiscitées par les investisseurs privés en quête de profits. Elles ont également été soutenues par les Etats - au Nord comme au Sud - cherchant à sécuriser leurs approvisionnements face aux risques de pénuries.

Émissions mondiales de CO₂ par types d'énergies fossiles



source : Global Carbon Project

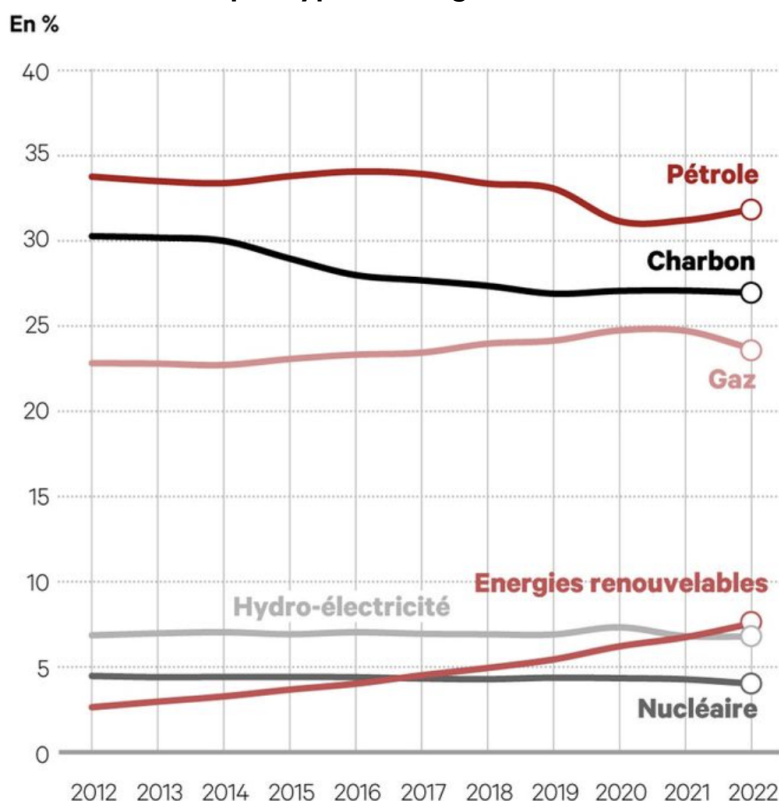
Après une forte chute de la croissance et de la demande lors de l'épidémie de Covid, les émissions 2022 connurent une forte hausse⁵⁶ dues au charbon (avec un

⁵⁶ chiffres de l'IEA 2023

record historique) et au pétrole. Cette croissance du charbon est liée à la demande en Chine (+1 %) et en Inde (+4 %).

La répartition de la demande par type d'énergie (courbes ci-dessous), montre que la part des fossiles reste globalement stable et ne diminue pas depuis 2012 : elle représente environ 80% de la consommation (en additionnant pétrole, charbon et gaz).

Consommation par type d'énergies, monde, 2012-2022

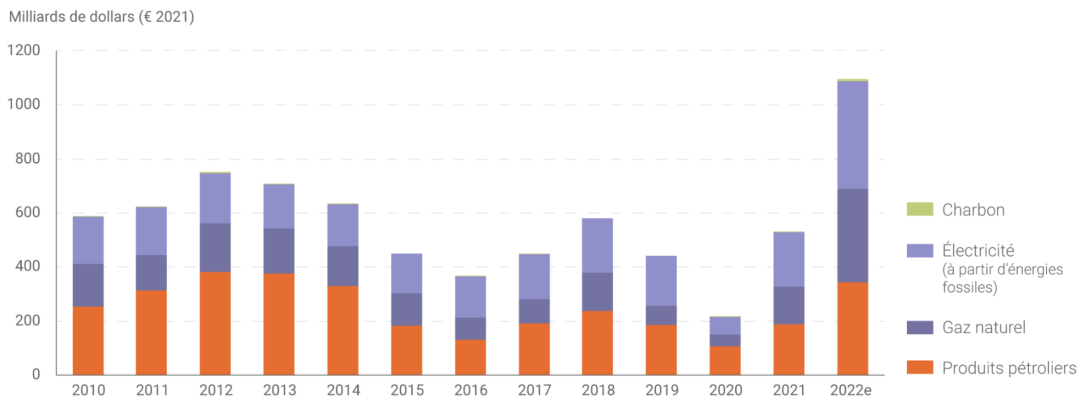


Source : Energy Institute

Une véritable dynamique est en revanche enclenchée sur le marché des énergies renouvelables, mais elles ne représentent que 15% de la consommation totale de l'énergie mondiale. D'ailleurs, les renouvelables ne font que s'additionner à une consommation d'énergies carbonées en augmentation.

Or le soutien des États en faveur des énergies fossiles (graphe ci-dessous) ne s'est jamais tari, avec un record historique au-delà des 1000 milliards de dollars en 2022.

Monde Évolution des subventions à la consommation d'énergies fossiles



source IEA 2023

Au regard de ces données, on peut conclure que le processus de transition énergétique, dont le cœur est la sortie progressive des énergies fossiles, n'a toujours pas commencé.

Selon l'AIE, la transition vers l'électrification du monde est bien engagée et le pic des énergies fossiles devrait être atteint avant 2030⁵⁷. Mais qui peut assurer avec certitude que la crise énergétique de 2022 sera la dernière du genre ? Qui peut garantir qu'un renchérissement des énergies fossiles ne sera pas un vecteur de leur croissance dans les années à venir ? Les investissements dans les nouveaux puits de pétrole, les centrales à charbon, n'ont jamais été aussi importants. Ils engagent les pays dans des années d'exploitation. L'AIE a fait des erreurs de prévision par le passé et une certaine prudence s'impose. Notons que l'AIE prévoit une reprise massive des investissements dans les combustibles fossiles en 2023 : c'est le double des niveaux annoncés dans son scénario de référence. Les investissements dans le charbon, eux, devraient être six fois plus importants que ceux du scénario de référence. On peut également mentionner l'Opep⁵⁸ : selon l'organisation, la demande de pétrole augmentera de plus de 16% d'ici à 2045.

3.2 Bilan des grands pollueurs mondiaux

Pour comprendre plus finement les raisons de l'échec politique global de l'action climatique, une analyse de l'action des grands pays émetteurs est indispensable.

⁵⁷ <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2023>

⁵⁸ https://www.opec.org/opec_web/en/publications/337.htm

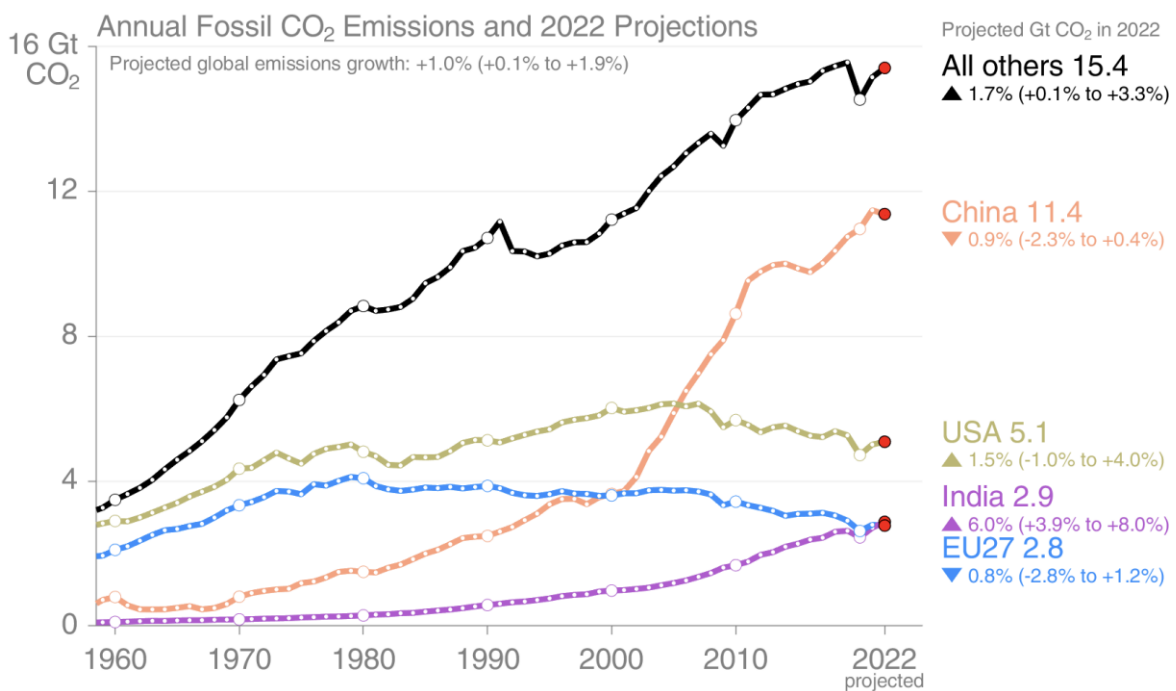
En 2022⁵⁹ la Chine confirme, de très loin, sa place de premier émetteur mondial de CO₂ fossile (31 % du total), devant les Etats-Unis (13 %), l'Inde (7,5 %) et l'Union européenne (UE, 7 %).

Pour l'année 2022 la plus forte hausse d'émissions provient de la production d'électricité et de chaleur (+ 1,8 %). La hausse de la demande d'électricité est notamment liée aux vagues de chaleur et à l'utilisation de climatisation⁶⁰.

Depuis les années 60, les Etats-Unis et l'Europe sont sur une courbe descendante – depuis les années 80 pour l'Europe et depuis 2008 pour les Etats-Unis.

En revanche, la Chine, l'Inde et le reste du monde sont sur une forte courbe ascendante. La très forte croissance de la Chine débute dans les années 2000 avec l'explosion de la mondialisation.

Evolution des émissions de CO₂ fossiles, principaux pays, 1960–2022



Source : Global Carbon Project⁶¹

59

<https://iea.blob.core.windows.net/assets/3c8fa115-35c4-4474-b237-1b00424c8844/CO2Emissionsin2022.pdf>

⁶⁰ L'usage de climatiseurs est un enjeu critique : il représente plus de 10% de la consommation mondiale d'électricité, avec une très forte croissance. La Chine est désormais équipée à 60%

⁶¹ https://www.globalcarbonproject.org/carbonbudget/22/files/GCP_CarbonBudget_2022.pdf

Entre 2000 et 2018, les émissions Européennes et Nord américaines ont diminué de 6 % et les émissions chinoises ont augmenté de 175%.

Un écart spectaculaire qui doit tout de même être relativisé puisqu'entre 2000 et 2010, la Chine a exportée 27% de ses émissions⁶² à l'étranger (elles sont donc comptabilisées en Chine mais les productions sont consommées hors de ses frontières – essentiellement en Europe et aux Etats-Unis).

3.3 La Chine, au coeur de la catastrophe

La Chine joue le premier rôle dans la dynamique actuelle d'émissions et sa gouvernance sera cruciale pour résoudre le problème climatique mondial, or, la trajectoire empruntée est extrêmement préoccupante.

La Chine ne peut plus être considérée comme un pays en développement à proprement parler. Si une majorité de sa population reste pauvre, 3 à 400 millions de personnes (soit la population Nord américaine) appartiennent à la classe moyenne avec un niveau d'émissions par tête comparable à celui des États-Unis. Malgré les discours gouvernementaux toujours habillés de marxisme-léninisme, les aspirations de la société chinoise – en termes de consommation et de modes de vie – se rapprochent largement du modèle américain.

Relevons que les chinois sont particulièrement préoccupés par la question environnementale (plus que la moyenne des citoyens de 30 pays testés par une enquête internationale⁶³). **De façon paradoxale, les citoyens chinois (comme les indiens et les saoudiens) interrogés estiment que leur nation est l'une des plus actives sur le plan environnemental (tableau ci-dessous).** Pourtant, en 2016, 98 % de la population chinoise respirait un air qui ne correspondait pas aux normes de l'OMS.

Les dirigeants chinois reconnaissent la gravité du changement climatique et se sont fixé des objectifs relativement ambitieux. **Xi Jinping a annoncé que la Chine visait un pic d'émission d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici 2060⁶⁴.** Pourtant, **compte tenu de la trajectoire de ses émissions, des choix récents en termes de développement d'infrastructures, et d'une opposition systématique à toute**

NB Les chiffres 2022 du Global Project sont des projections. Les chiffres consolidés de l'AIE sont donnés dans les paragraphes suivants.

⁶²

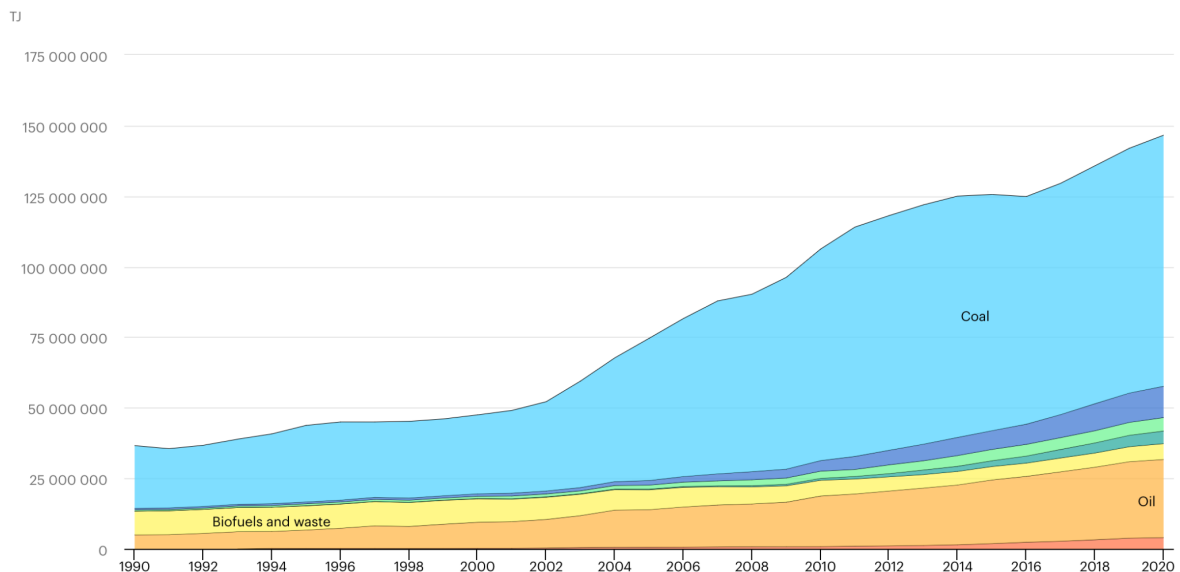
<https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2017/04/Les-e%CC%81missions-importe%CC%81es-le-passager-clandestin-du-commerce-mondial-.pdf>

⁶³ https://www.edf.fr/sites/groupe/files/2023-05/obscop2022_resultatscomplets_fr.pdf

⁶⁴ Assemblée générale des Nations unies le 21 septembre 2020

ambition pendant les négociations multilatérales, la Chine de Xi Jinping n'apparaît plus comme un partenaire fiable.

Approvisionnement total en énergie (en Térajoules), Chine, 1990–2020



source : IEA

Depuis plus de 20 ans, le pays investit massivement dans le charbon et, après un plateau entre 2011 et 2016, sa consommation s'est encore accélérée suite à la pandémie de Covid-19. Les pénuries d'électricité de l'été 2021 liées aux vagues de chaleur (60% des ménages sont équipés d'air conditionné en Chine⁶⁵) et la guerre russo-ukrainienne ont poussé Pékin à produire 60% de son électricité grâce au charbon. Outre les besoins des particuliers, la production d'acier, d'aluminium, de ciment et la construction en général (30 % du PIB) expliquent la forte demande en énergie.

Plus de la moitié de la consommation mondiale de charbon est déjà chinoise or, un nombre record de constructions de nouvelles centrales à charbon ont été décidées en 2022. Au total, 106 gigawatts (GW) de nouveaux projets ont été approuvés (l'équivalent de deux grandes centrales par semaine). La Chine a également soutenu la construction de nombreuses centrales à charbon – par exemple au Pakistan – dans le cadre des Nouvelles routes de la soie alors les banques occidentales freinent désormais le financement de ces projets.

Pour le chercheur Eric Armando⁶⁶, le choix du charbon est largement politique : "jouant sa survie, le Parti ne lésine pas sur les dépenses et a besoin de mobiliser une énergie considérable pour faire fonctionner des industries très consommatrices

⁶⁵ <https://www.iea.org/reports/the-future-of-cooling>

⁶⁶ <https://geopolitique.eu/articles/comprendre-les-routes-de-la-soie-de-lenergie/>

(cimenteries, aciéries, verreries...) visant à produire de la croissance, d'où la multiplication de projets d'infrastructure démesurés et souvent irrationnels".

Pour l'ONG Greenpeace, des solutions alternatives au charbon existent pourtant en Chine : transfert d'énergie d'une région à l'autre, stockage de l'énergie, connectivité inter-réseaux, plateformes de gestion et mesures de contrôle de la charge par l'utilisateur.

Certes, le pays est certes le premier producteur mondial d'énergie renouvelable et met en avant ses efforts en la matière. Selon l'administration chinoise, l'éolien, le solaire, l'hydraulique et le nucléaire devraient couvrir 33% de la demande d'électricité du pays d'ici 2025, contre 28 % en 2020. Ces objectifs seront-ils tenus ? Malgré les promesses de l'Etat chinois, les projets d'ENR se heurtent à des difficultés d'accès aux terrains non négligeables

Pour Climate Action Tracker, qui évalue les plans et réalisations des Etats,⁶⁷ "les émissions de la Chine restent très élevées et rien ne laisse présager des réductions substantielles avant l'échéance de 2030. Les prévisions relatives à la demande d'énergie et d'électricité continuent d'augmenter, prolongeant la dépendance de la Chine à l'égard des combustibles fossiles, malgré les progrès substantiels réalisés dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'utilisation finale". **Le CAT classe la Chine dans la catégorie "insuffisant" pour ses engagements nationaux inscrits dans le cadre des COP (NDC Target).**

Outre la réduction de la dépendance aux fossiles, le développement des renouvelables, la décarbonation des secteurs les plus émetteurs (ciment, acier et métaux), les ONG recommandent désormais un plus fort contrôle de la demande d'énergie. Cette dernière devrait augmenter de plus de 12 % en 2030 par rapport aux niveaux de 2021. Or, la Chine, malgré son régime autoritaire et centralisé, semble éprouver des difficultés à influencer sur la demande d'électricité des consommateurs et des entreprises. En décembre 2020, le gouvernement central tentait d'imposer un plafonnement de la production d'acier mais n'a pas réussi à le réaliser sur le terrain.

Le bilan que l'on peut tirer de cette analyse est que Xi Jinping ne semble ni capable ni réellement prêt à mener son pays sur la voie d'une transition responsable.

"Paradoxalement, le respect des promesses climatiques chinoises ne viendra peut être pas de la politique de son État autoritaire mais d'une décroissance démographique du pays prévue à partir de 2030, conséquence lointaine de la

⁶⁷ <https://climateactiontracker.org/countries/china/>

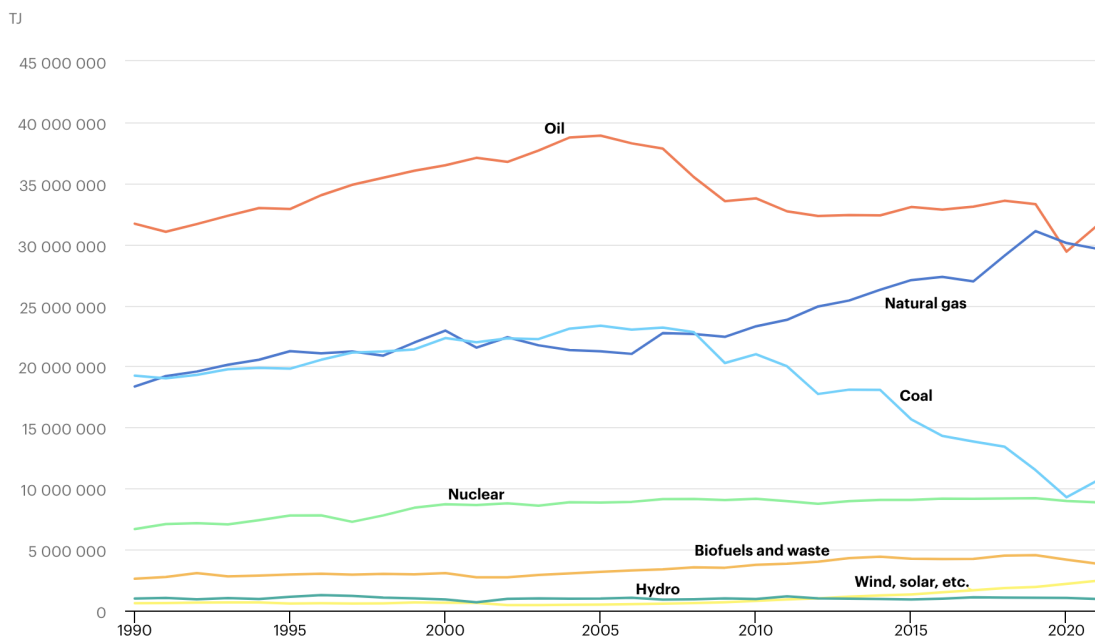
politique de l'enfant unique" explique François Gemenne⁶⁸. Selon les estimations, la Chine devrait compter moins d'un milliard d'habitants dans la seconde moitié du XXIème siècle.

3.4 L'amérique enfin engagée dans la transition

Les Etats-Unis sont le second grand émetteur de CO2 mondial (13% du total) après la Chine. Après des années campées sur le principe d'un "mode de vie américain non négociable" (G.W. Bush), et un retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris décidé par Donald Trump, Joe Biden a annoncé le retour des Etats-Unis dans les négociations climat dès son arrivée au pouvoir en 2021. En novembre, son administration a soumis la stratégie nationale de long terme à la COP, engageant officiellement les États-Unis dans l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050.

En août 2022, la Loi sur la Réduction de l'Inflation (IRA) a marqué un tournant historique pour l'Amérique. Pour la première fois, les Etats-Unis se sont engagés concrètement en faveur du climat à travers un soutien massif de 369 milliards de dollars (un point de départ puisque certaines estimations avancent le chiffre de 1200 milliards à terme) dédié aux industries décarbonées. L'objectif prioritaire de l'administration est de parvenir à un secteur de l'électricité totalement décarboné d'ici à 2035.

Approvisionnement total en énergie, Etats-Unis, 1990-2020



source AIE

⁶⁸ François Gemenne, membre du Giec, Directeur de l'Observatoire Hugo. Entretien mené en septembre 2023.

La loi repose sur une batterie d'outils – crédits d'impôts, prêts, aides à des ONG ou des particuliers (pour l'achat de véhicules électriques, rénovation thermique des bâtiments). **Or les résultats sont déjà impressionnants : 83 % des nouveaux projets de production d'électricité en 2022 étaient renouvelables, avec une forte croissance de l'énergie solaire, de la production de voitures électriques et de batteries.** Une cinquantaine de projets miniers ou manufacturiers ont été lancés. Les ventes de voitures électriques ont progressé de 50 % au premier semestre 2023 (mais ne représentent que 7 % du total des ventes).

Selon le Climate Action Tracker⁶⁹, l'IRA place les émissions américaines sur une trajectoire de 26 à 42 % de réduction d'ici 2030 (en référence aux émissions de 2005), accentuant la tendance baissière constatée depuis 2008. Une estimation qui correspond globalement à celle de la Brookings Institution⁷⁰ (réduction de 32 à 42% des émissions).

L'IRA représente donc une étape importante mais insuffisante puisque l'objectif est une réduction de 50% à l'horizon 2030. Cette législation doit être complétée par d'autres mesures, dont certaines ont déjà été prises. Ainsi, en 2021, les États-Unis ont défini des normes plus contraignantes pour le secteur des transports, en matière d'économie de carburant et de plafonds d'émissions.

Relevons pourtant certains choix contradictoires avec les objectifs de l'IRA. Ainsi, pour répondre à la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine, les États-Unis ont libéré, chaque jour et pendant six mois, un million de barils de pétrole issus des réserves stratégiques. Le pays a également encouragé la production et exporté une quantité considérable de Gaz Naturel Liquéfié vers le reste du monde. Enfin, **Joe Biden n'a pas tenu sa promesse de campagne de mettre fin aux forages sur le territoire américain : il a autorisé un immense projet pétrolier dans le nord-est de l'Alaska.**

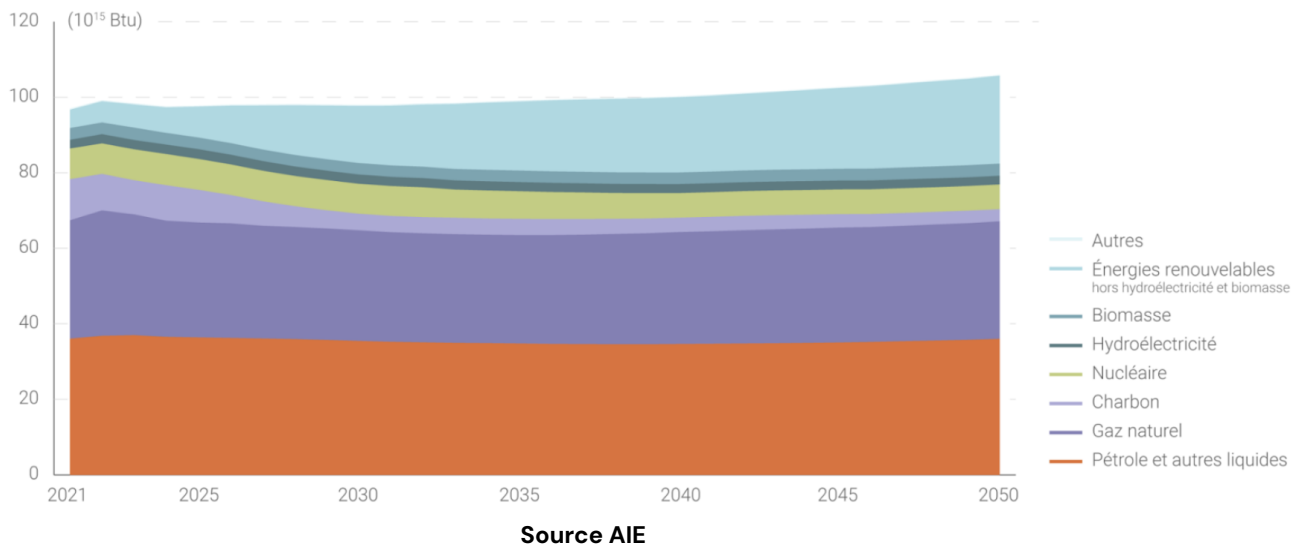
Selon le scénario de référence de l'AIE, d'ici à 2050, la consommation d'énergie primaire des États-Unis devrait augmenter en moyenne de 0,2% par an et les énergies fossiles devraient rester très dominantes avec 70% de la consommation (80% actuellement). On remarque (ci-dessous) que la croissance des énergies renouvelables ne se traduit pas par une diminution des énergies fossiles mais par une stabilisation de leur usage.

⁶⁹ <https://climateactiontracker.org/countries/usa/>

⁷⁰

https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2023/03/BPEA_Spring2023_Bistline-et-al_unembargoedUpdated.pdf

Scénario de la consommation d'énergie aux Etats-Unis (2021-2050)



En conclusion, on peut avancer qu'un pas important vient d'être réalisé par les Etats-Unis mais qu'il reste insuffisant pour assurer la réalisation des objectifs nationaux. **Le Carbon Action Tracker classe les Etats Unis dans la catégorie "presque suffisant" pour ses engagements nationaux inscrits dans le cadre des COP⁷¹.**

3.5 L'Inde sur une mauvaise pente

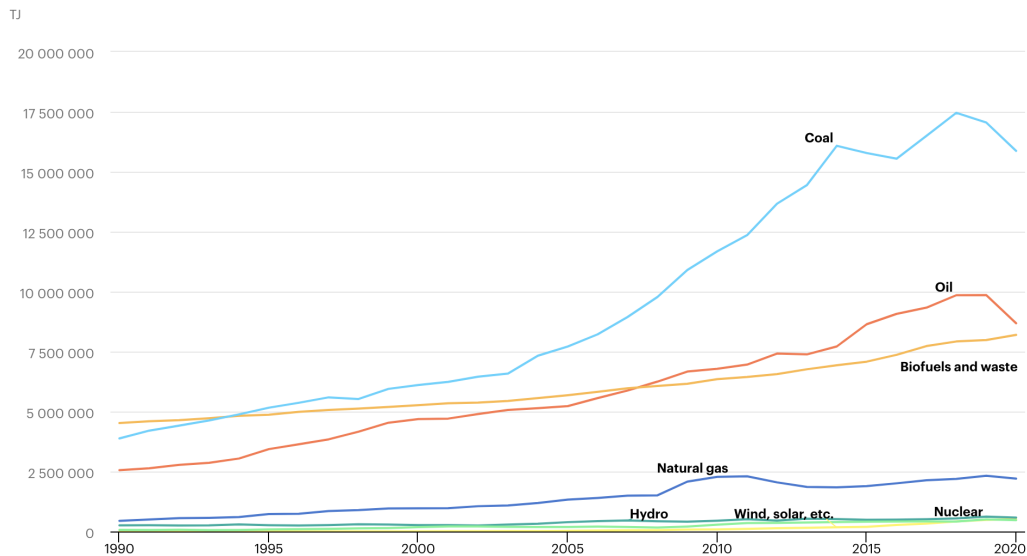
L'Inde représente désormais le 3ème pays émetteur du monde (7,5%), avec un enjeu crucial compte tenu de l'importance de sa population en forte croissance (1,4 milliards d'habitants, devant la Chine).

Le pays progresse du côté de la production d'énergies renouvelables, se classant au quatrième rang mondial en 2022. Les objectifs du plan d'action national climat indien ont été dépassés et, en 2020, les ENR représentaient 20% du mix électrique (essentiellement des biocarburants).

Pourtant, ces progrès restent très relatifs compte tenu de l'explosion du recours aux énergies carbonées. Ainsi, on observe une forte croissance de la demande en électricité (+ 55% en 2030 et + 150 % en 2040 dans le scénario de référence IEA). En 2021, cette électricité était produite à partir du charbon (75%) et de pétrole (25%). Un choix désastreux au plan environnemental qui rend le charbon responsable du tiers des émissions indiennes.

⁷¹ <https://climateactiontracker.org/countries/usa/>

Approvisionnement total en énergie par source, Inde 1990–2020



source IEA

La forte augmentation de la demande d'électricité carbonée est notamment liée aux vagues de chaleur et à d'importantes coupures d'électricité. En effet, le gouvernement utilise les centrales au charbon et au gaz pendant les mois d'été.

Le gouvernement de Narendra Modi souhaite encore renforcer la production de charbon et augmenter ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL). L'Inde vise d'ailleurs à devenir un exportateur net de charbon d'ici 2026.

Tout semble indiquer que l'ambition climatique indienne n'est pas au rendez-vous. Lors de la Cop 26, l'Inde s'est engagée à atteindre la neutralité carbone en 2070, mais elle n'a pas souhaité prendre d'engagements contraignants en matière de sortie du charbon ni même de réduction. **Le Carbon Action Tracker classe l'Inde dans la catégorie "insuffisant critique" pour ses engagements nationaux inscrits dans le cadre des COP⁷².**

3.6 L'Europe en bonne voie

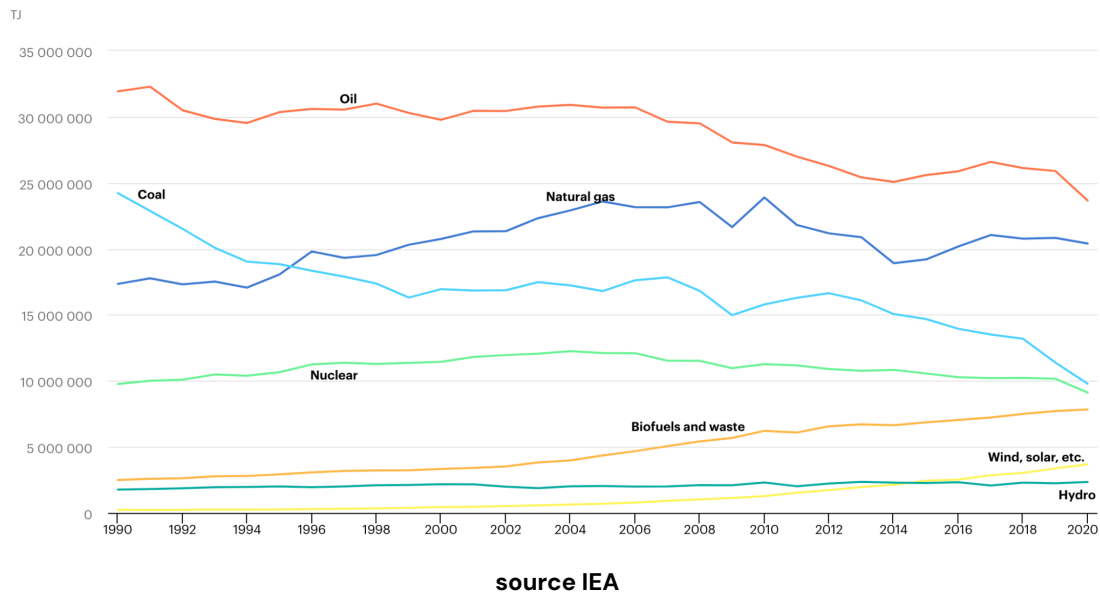
L'Europe, dont les émissions représentent 7% du total mondial, est l'entité politique la mieux notée par le Climate Action Tracker (CAT) avec une évaluation "presque suffisante" pour l'horizon de neutralité d'ici à 2050.

⁷² <https://climateactiontracker.org/countries/india/>

L'Europe a déjà réduit ses émissions de 25 % depuis vingt ans : un niveau équivalent à celui de l'Inde, représentant la moitié des Etats-Unis et le quart du bilan de la Chine.

A condition que les objectifs du Green Deal soient tenus, l'UE serait en capacité de réduire les émissions de 60 % (par rapport à 1990) d'ici 2030⁷³.

Approvisionnement total en énergie par sources, UE, 1990-2020



Les principales mesures du Green Deal sont liées à une extension du marché carbone, à une augmentation de la part de renouvelables (40% en 2030), à un objectif de réduction de la consommation finale d'énergie (- 11 % d'ici 2030), à une augmentation du puits de carbone (forêts) et à une obligation de reporting financier pour les plus grandes entreprises.

Reste une crainte majeure : l'approche européenne, fondée sur des normes contraignantes et une taxation du carbone, risque de pousser capitaux et industries vertes en direction des Etats-Unis où l'IRA subventionne généreusement les productions locales.

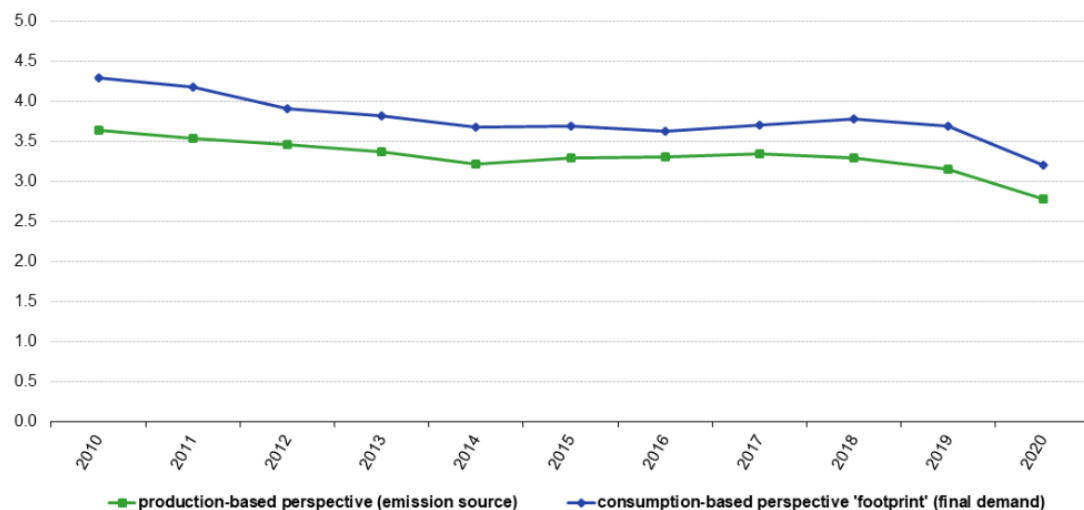
Relevons un autre point préoccupant : suite à la crise énergétique de 2020-21 de lourds investissements dans des terminaux GNL et gazoducs ont été engagés par les pays de l'UE..

⁷³ <https://climateactiontracker.org/countries/eu/>

Enfin précisons que la trajectoire de décroissance des émissions de l'Union Européenne est à relativiser puisqu'un tiers de l'empreinte carbone européenne⁷⁴ est importée⁷⁵. Dans le cas de l'Allemagne et de la France, les émissions importées représentent la moitié de l'empreinte carbone. Une politique de régulation de la consommation et des importations s'impose donc pour lutter contre les émissions importées.

Émissions carbonées de l'UE et empreinte carbone (2010-2020)

CO₂-emissions by perspective, EU 2010-2020, billion tonnes



Source : Eurostat

⁷⁴ L'empreinte carbone additionne les émissions liées à la production d'un pays, les émissions directes de la population et les importations auxquelles elle soustrait les exportations.

⁷⁵ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6474294>

4. Les raisons d'un échec politique

Ce bilan nous enseigne que des progrès ont été réalisés par les grandes nations démocratiques. En revanche, les grands pays autocratiques ou illibéraux sont actuellement engagés sur des trajectoires préoccupantes. Par ailleurs, aucune gouvernance globale efficace n'a réussi à s'imposer, malgré une trentaine de conférences multilatérales dédiées au climat. La fracture entre démocraties occidentales et autocraties explique en grande partie cet échec.

4.1 La rivalité sino-américaine, au coeur des COP

Depuis 1995, les COP (Conférence of the Parties) sont les outils multilatéraux dédiés au problème climatique dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Les premières Cop débouchent sur le protocole de Kyoto, un vaste mécanisme contraignant pour les Etats mais qui se révèle inopérant.

D'emblée, la rivalité sino-américaine est au centre du jeu. Lorsque Bill Clinton signe le protocole en 1998 (il ne sera pas ratifié), il exige que les grands pays en développement, dont la Chine, réduisent également leurs émissions, ce qu'ils refusent de faire. En 2002 Président George W. Bush décide de ne plus soutenir la démarche. Il justifie sa position en expliquant que « 80% de la population mondiale est exemptée, dont celle de la Chine et l'Inde ». Selon lui, le protocole "causerait un dommage sérieux à l'économie américaine".

La COP de Copenhague en 2009 est la première conférence pour laquelle la Chine accepte de jouer un rôle de premier plan. De nombreuses négociations bilatérales sont directement menées par les présidents Barack Obama et Hu Jintao. Mais Copenhague tourne à l'échec collectif, le Nord et le Sud campant sur leurs positions et exigeant plus de l'autre bloc. Les Chinois, soutenus par le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, refusent des engagements contraignants. Les Américains, eux, conditionnent leur engagement à celui du Sud.

La COP 21 de 2015 a représenté une avancée importante et un moment d'espoir . Les Etats-Unis et la Chine jouent alors un rôle actif pour que la négociation aboutisse. In fine, l'Accord de Paris aboutira à l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 °, mais sur la base de contributions volontaires des Etats.

Depuis, la dynamique s'est progressivement enrayée. Pendant la COP 27, malgré la création d'un fond sur les pertes et dommages, les pays en développement – Chine et Arabie Saoudite en tête – ont refusé une hausse de l'ambition, renvoyant la responsabilité aux pollueurs historiques occidentaux.

En décembre 2023, la COP 28 dressera un premier bilan de l'action. Or le résultat est déjà connu : aucun pays n'est aligné sur une trajectoire de réchauffement limitée à 1,5 degré. "Le chaos climatique avance au galop, mais l'action climatique, elle, est au point mort" résumait le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres.

Par ailleurs, la COP 28 sera présidée par le PDG de l'entreprise émiratie ADNOC, l'une des plus émettrices du monde. L'entreprise a prévu d'augmenter de 25 % sa production actuelle de pétrole pour atteindre 5 millions de barils par jour d'ici à 2027. Alors que les Etats pétroliers, tels que l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Emirats Arabes Unis, la Russie, le Venezuela, ont toujours freiné les ambitions des négociations, le symbole pourrait être fatal.

Notons, que d'un point de vue institutionnel, le système des COP, fondé sur l'unanimité des 195 pays, condamne à ne pas trancher les sujets les plus clivants.

Ainsi, les COP ont réalisé la prouesse de ne jamais aborder le principal problème du réchauffement climatique : la nécessité de programmer l'abandon des énergies fossiles. Comme l'explique Amy Dahan⁷⁶, "la Chine comme les États-Unis et les autres grands acteurs de la gouvernance multilatérale ont toujours œuvré pour que la question de l'extraction des énergies fossiles et des subventions qui leur sont accordées soit un impensé des négociations". **Comment prétendre résoudre un problème qui est occulté ?**

4.2 Politiques climatiques des démocraties et des autocraties

Alors que la fenêtre d'action climatique se rétrécit, alors que les COP suscitent de moins en moins d'espoir, il semble désormais essentiel de nommer clairement les responsabilités de chacun.

Les grands gouvernements autocratiques – Chine, Inde, Russie, Etats pétroliers – sont engagés dans des politiques irresponsables pour l'humanité et pour leurs populations (l'Inde et la Chine seront particulièrement touchées par le réchauffement climatique).

Notons que le G20 de Chennai en Inde, courant juillet 2023 a été marqué par une **nouvelle alliance entre la Chine et Arabie Saoudite pour défendre les énergies**

⁷⁶

<https://geopolitique.eu/articles/levolution-de-la-position-chinoise-dans-les-cop-et-sur-la-scene-geopolitique-climatique-mondiale/>

fossiles. Lors de ce sommet, la position du pouvoir chinois a été décrite comme particulièrement hostile à toute forme de négociation.

Or, l'évolution des émissions chinoises sera absolument déterminante pour limiter le réchauffement climatique. Réduire les émissions occidentales est indispensable, mais cette dernière ne suffira pas à résoudre le problème à l'échelle planétaire. Compte tenu de l'orientation choisie par le pouvoir chinois depuis 20, de l'évolution en flèche de la courbe nationale (qui représente déjà un tiers du CO2 fossile émis), la perspective sérieusement assombrie (cf partie III.2.4).

Cette analyse ne doit pas occulter les manquements des nations occidentales, qui, en la matière, sont loin d'être exemplaires. Si l'on considère les émissions historiques (depuis le début de l'ère industrielle il y a 170 ans), les Etats-Unis ont émis 20% du total historique mondial. La Chine est seconde de ce classement (11%), suivie par la Russie, le Brésil, l'Indonésie et l'Allemagne. **Par ailleurs, les citoyens américains ont un niveau d'émission deux fois plus élevé que celui de de la Chine** (en 2021 l'empreinte carbone par habitant la plus élevée est celle du Qatar avec 35 tonnes de CO2, les américains émettent 15 tonnes, les chinois 8 tonnes et les européens de l'UE 6 tonnes).

Quel serait le "bon" niveau d'émissions pour la Chine, les Etats-Unis, l'Inde ou l'Europe en prenant en compte des critères de "justice climatique" ? L'Accord de Paris envisage (article 4.3) des "responsabilités communes mais différenciées et les capacités respectives, à la lumière des différentes circonstances nationales". Pourtant, l'Accord ne définit aucun critère permettant de définir le "niveau équitable" de contribution nationale à l'effort mondial. Le jugement sur la qualité des engagements des nations (CDN) se révèle donc difficile. Plus largement, l'Accord de Paris définit un objectif global de 1,5° mais laisse à chaque Etat le choix de définir sa trajectoire et ses objectifs de décarbonation – sans aucun critère permettant de juger de la qualité des contributions.

Le Climate Action Tracker a mis en place une méthodologie permettant d'évaluer les contributions nationales en fonction de critères de justice tels que la responsabilité historique ou la capacité à agir ("fair share"⁷⁷). La Chine⁷⁸ obtient le classement "très insuffisant" pour ses objectifs nationaux comme pour ses objectifs pondérés de critères "fair share" ("très insuffisant" correspond à une trajectoire conduisant à un réchauffement inférieur à 4 °C au cours du 21e siècle). Les Etats-Unis⁷⁹ et l'Europe⁸⁰ sont classés "insuffisant" (réchauffement probable inférieur

⁷⁷ <https://climateactiontracker.org/methodology/cat-rating-methodology/fair-share/>

⁷⁸ <https://climateactiontracker.org/countries/china/>

⁷⁹ <https://climateactiontracker.org/countries/usa/>

⁸⁰ <https://climateactiontracker.org/countries/eu/>

à 3 °C) en “fair share”. Leur contribution non pondérée est “presque suffisante” (réchauffement inférieur à 2 degrés). L’Inde⁸¹ est en catégorie “insuffisant” pour le “fair share” et “insuffisant critique” pour sa contribution non pondérée (réchauffement supérieur à 4°).

Ainsi, selon le CAT, la Chine reste en tête du podium des grands pays pollueurs y compris en prenant en compte des critères de justice climatique.

Par ailleurs, les démocraties ne se sont pas données les moyens de débloquent les points de tension avec les nations du Sud. L’aide financière, promise par les pays occidentaux pour aider les pays les plus vulnérables à faire face au dérèglement climatique (100 milliards de dollars annuels attendus depuis 2020) n’a pas encore été honorée. Une somme, qui serait d’ailleurs loin d’être suffisante puisque **2000 milliards de dollars annuels seraient nécessaires selon l’économiste Nicholas Stern⁸².**

En 2021, le président américain Joe Biden s’était engagé à accroître le soutien des États-Unis aux pays en développement pour les aider face au changement climatique, avec un objectif de 11 milliards de dollars par an d’ici à 2024⁸³. Or les Républicains, grands défenseurs de leur industrie pétrolière et gazière, se sont opposés à ce financement au Congrès. Actuellement, les actions des États-Unis en faveur du climat dans un cadre bilatéral et multilatéral ne représentent qu’un milliard de dollars par an.

Le Sommet pour un Nouveau Pacte financier mondial, qui s’est tenu à Paris en juin 2023 fut une nouvelle déception. Il devait aboutir à une révision des mécanismes de financements climatiques Nord-Sud. Pourtant, il ne s’est soldé par aucune avancée majeure, entérinant simplement un “consensus” à propos de la nécessaire réforme des instruments financiers. Si le sommet a conclu à la nécessaire suspension (provisoire) des dettes du Sud, aucun accord n’a été trouvé sur le principe de leur effacement (définitif).

Aujourd’hui, le constat est sans appel : l’approche multilatérale est au point mort, pris dans une double impasse : celle de nations occidentales qui ne s’engagent pas réellement pour financer les pays en développement, et celle de grandes puissances autoritaires du Sud qui font le choix d’un développement carboné intensif suicidaire.

⁸¹ <https://climateactiontracker.org/countries/india/>

⁸²

<https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/publication/finance-for-climate-action-scaling-up-investment-for-climate-and-development/>

⁸³

<https://www.foreignaffairs.com/united-states/right-way-america-and-china-cooperate-climate>

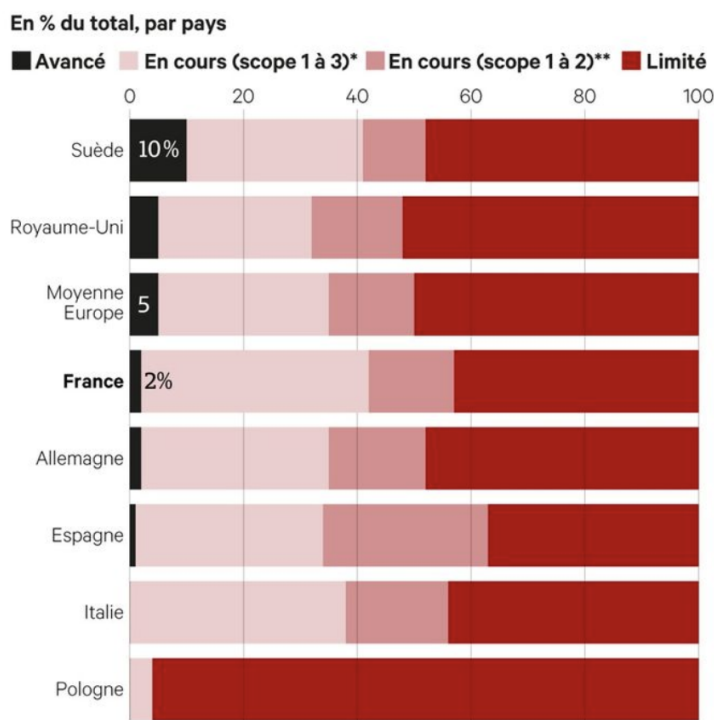
5. Une économie de la transition sans pilote ni assurance

5.1 Des entreprises déresponsabilisées par le politique

Lors de l'Accord de Paris, les Etats – démocratiques et autocratiques – ont refusé de se lier les mains à travers un cadre multilatéral imposant des obligations. **Ils ont également refusé de soumettre leurs grandes entreprises à des plans de décarbonation contraignants. La conséquence est une transition non pilotée, laissée au bon vouloir de chaque nation ou de chaque entreprise – sans aucune garantie de résultats.**

L'évaluation des engagements des grandes multinationales montre, là encore, que les promesses ne sont pas tenues. **Sur 18 600 entreprises (représentant la moitié de la capitalisation boursière mondiale) ayant transmis leurs plans de décarbonation au Carbon Disclosure Project (CDP), seules 0,4 % d'entre elles sont sur une trajectoire compatible avec l'accord de Paris.** En Europe, 5% des entreprises étudiées seraient sur la bonne voie.

État d'avancement des plans de transition des entreprises européennes



Source CDP

Les entreprises énergétiques sont – sans surprise – les plus émettrices, comme le montre le classement ci-dessous. L'étude "Carbon Majors" du Carbon Disclosure Project produite en 2017⁸⁴ signale que 100 producteurs actifs de combustibles fossiles sont responsables de 71 % des émissions industrielles de gaz à effet de serre depuis 1988.

Les entreprises les plus émettrices de CO2 dans le monde entre 1998 et 2015

Rang	Entreprise	Part dans les émissions industrielles totales de gaz à effet de serre
1	China (Coal)	14.32%
2	Saudi Arabian Oil	4.50%
3	Gazprom OAO	3.91%
4	National Iranian O	2.28%
5	ExxonMobil Corp	1.98%
6	Coal India	1.87%
7	Petroleos Mexican	1.87%
8	Russia (Coal)	1.86%
9	Royal Dutch Shell	1.67%
10	China National Pe	1.56%
11	BP PLC	1.53%
12	Chevron Corp	1.31%
13	Petroleos de Vene	1.23%
14	Abu Dhabi Nationa	1.20%
15	Poland Coal	1.16%
16	Peabody Energy C	1.15%
17	Sonatrach SPA	1.00%
18	Kuwait Petroleum	1.00%
19	Total SA	0.95%

Source : Sciences et avenir, Carbon Disclosure Project⁸⁵

Par ailleurs, les projets des entreprises énergétiques démontrent que, dans l'immédiat, aucun changement de cap n'est engagé. Les investissements dans de nouvelles infrastructures pétrolières et gazières approuvées⁸⁶ avant 2022 ou susceptibles d'être approuvées avant 2025 représentent 70 Gt d'émissions carbone, soit 17 % du budget carbone disponible pour limiter le réchauffement à 1,5 °C. **Pour chaque dollar dépensé pour le forage et l'exploration du pétrole et du gaz dans le monde, 4 centimes ont été consacrés aux énergies propres et à la capture du**

⁸⁴

<https://www.cdp.net/en/articles/media/new-report-shows-just-100-companies-are-source-of-over-70-of-emissions>

⁸⁵ La production de charbon en Chine a été agrégée en incluant divers acteurs comme Shenhua Group, Datong Coal Mine Group, China National Coal Group.

⁸⁶ <https://priceofoil.org/2022/11/16/investing-in-disaster/>

carbone en 2022. En Europe, les compagnies pétrolières et gazières ont consacré 92 % de leurs investissements au pétrole et au gaz.

Parmi les compagnies du continent européen, la française Total Energies est la major qui a approuvé le plus grand nombre de nouvelles extractions en 2022, suivie par Chevron et Shell. Notons que cette dernière s'est débarrassé d'un PDG visant le "net-zéro" en 2050 par des investissements dans des énergies peu carbonées. Son nouveau patron⁸⁷ a annoncé que sa production de pétrole resterait constante jusqu'en 2030 et que les dividendes seraient augmentés de 15 %. Autre exemple significatif, celui de BP, qui a également réduit ses ambitions climatiques. En 2020, l'entreprise promettait de baisser sa production de pétrole et de gaz de 40 % d'ici à 2030. En 2023⁸⁸, sous la pression des actionnaires, et de prix pétroliers très attractifs, cet objectif a été ramené à 25 %.

Cette expansion pétrolière et gazière ne se fait jamais sans l'aval et le soutien des Etats, profondément liés au secteur des énergies fossiles. Parmi eux, **les États-Unis et l'Arabie saoudite sont responsables de 50 % des futures émissions induites par les exploitations pétrolières et gazières approuvées en 2022.** Si le choix du royaume saoudien n'est pas étonnant, celui de l'Amérique de Joe Biden est pour le moins décevant – il montre bien que les Etats-Unis sont encore loin de privilégier la question environnementale sur leurs intérêts économiques.

Relevons enfin que le financement des combustibles fossiles par les 60 plus grandes banques mondiales – dont la plupart ont pris des engagements "net zero" – a atteint 5500 milliards de dollars au cours des sept années qui ont suivi l'adoption de l'Accord de Paris⁸⁹. La logique des banques, comme des entreprises, en dehors de toute considération politique ou sociétale, est donc économique : soutien aux énergies fossiles, qui sont, pour le moment, toujours très rentables.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, en provoquant inflation, craintes de pénurie, hausse des taux d'intérêt, a permis aux entreprises du secteur des combustibles fossiles d'engranger des bénéfiques records de 4 000 milliards de dollars.

Au final, le jeu des Etats, démocratiques et autocratiques, comme du monde économique privé semble clair : poursuivre l'exploitation des énergies fossiles tant

⁸⁷ <https://www.ft.com/content/93b5b140-0303-4b60-8c6f-c7d0d055dd30>

⁸⁸

https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/02/13/transition-bp-etait-pourtant-le-bon-el-eve-de-la-classe-petroliere_6161637_3234.html

⁸⁹

https://u6p9s9c8.rocketcdn.me/site/wp-content/uploads/2023/04/2023.04.13_Report_Banking-On-Climate-Chaos-2023.pdf

qu'elles sont rentables tout en montant en puissance sur les renouvelables qui représentent un nouveau marché lucratif.

5.2 L'électrification du monde minée par les matériaux critiques

En termes d'action pour le climat, la seule dynamique positive portée par le marché et les Etats se situe du côté des énergies décarbonées. Cette croissance est très forte, partout dans le monde. En 2022, la forte expansion des énergies renouvelables a limité le rebond des émissions lié à la demande en électricité. **Elles ont d'ailleurs assuré 90 % de la croissance de la production électrique.**

Les investissements dans le secteur des énergies renouvelables ont dépassé 1000 milliards de dollars en 2022 (546 milliards de dollars en Chine, 141 milliards de dollars aux Etats-Unis, 180 milliards de dollars pour l'UE), égalant, pour la première fois, les investissements dans le secteur des fossiles⁹⁰.

En 2023, 1 700 milliards de dollars pourraient être investis dans ce que l'AIE classe comme "technologies propres" (énergies renouvelables, les véhicules électriques, l'énergie nucléaire, les réseaux, le stockage, les carburants à faibles émissions, l'amélioration de l'efficacité et les pompes à chaleur) et 1 000 milliards de dollars dans les énergies fossiles⁹¹.

⁹⁰

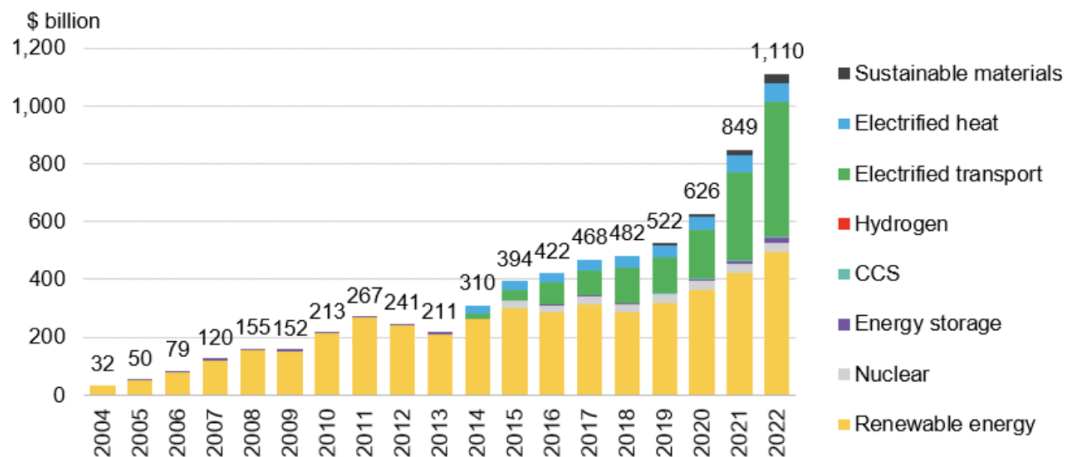
<https://about.bnef.com/blog/global-low-carbon-energy-technology-investment-surges-past-1-trillion-for-the-first-time/>

⁹¹

<https://www.iea.org/news/clean-energy-investment-is-extending-its-lead-over-fossil-fuels-booster-by-energy-security-strengths>

Investissement global dans la transition énergétique, par secteur (2004–2022)

Figure 1: Global investment in energy transition by sector



Source: BloombergNEF

Ce développement des renouvelables porte également un aspect négatif : il permet un “greenwashing” des Etats et des entreprises énergétiques qui poursuivent leurs investissements dans les énergies fossiles.

Contrairement à ce que l’on pourrait attendre, la croissance des renouvelables ne s’accompagne pas forcément d’une décroissance des fossiles. En fait, les deux énergies ont plutôt tendance à s’additionner (par exemple dans le scénario prédictif de l’IEA concernant les Etats-Unis – cf chapitre 4.3.4). Par ailleurs, cette croissance des renouvelables, aussi soutenue soit-elle, est très insuffisante pour prétendre remplacer les énergies carbonées. **Les investissements actuels (1000 milliards de dollars) devraient être trois fois plus importants pour atteindre la neutralité carbone en 2050** ⁹².

Enfin, la transition énergétique se heurte à un problème considérable de ressources et d’extraction des minerais, avec des conséquences environnementales, sociales et géopolitiques majeures.

Pour remplacer l’énergie fossile (80% de la consommation), d’immenses quantités de métaux – cuivre, nickel, manganèse, lithium, cobalt et terres rares seront nécessaires.

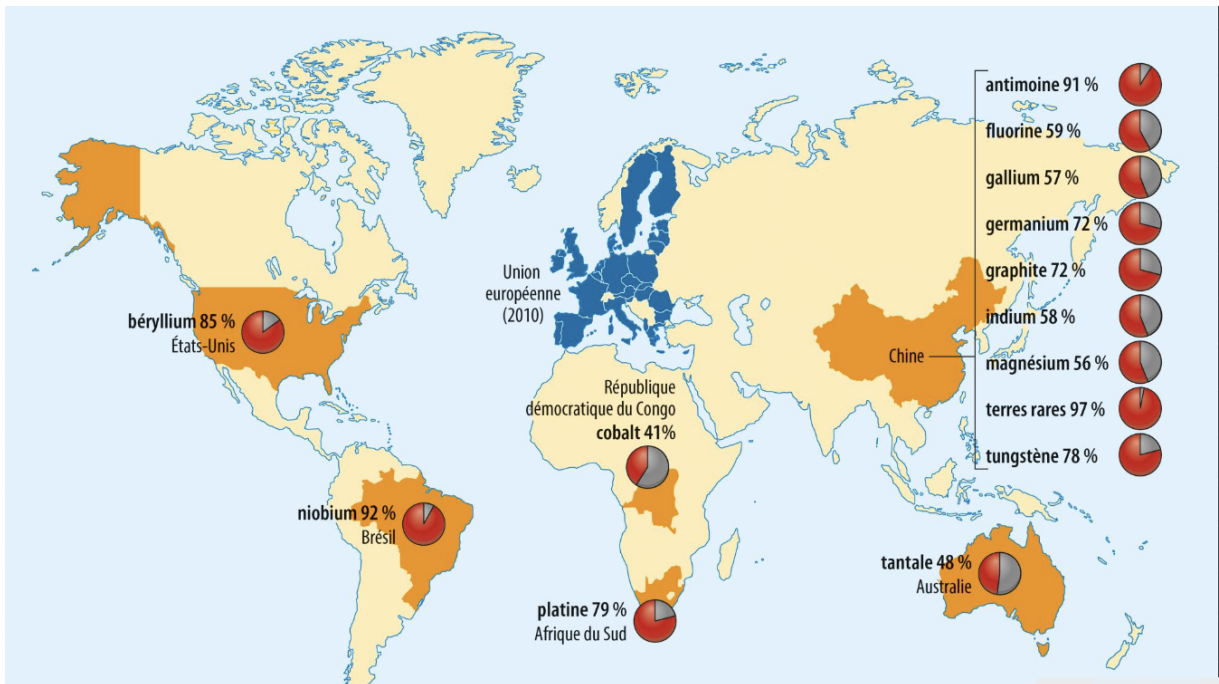
L’Agence internationale de l’énergie estime qu’une limitation du réchauffement à 2 degrés implique de multiplier par quatre l’usage de minéraux “critiques” employés par l’industrie des énergies renouvelables. Pour atteindre la neutralité

⁹²

<https://about.bnef.com/blog/global-low-carbon-energy-technology-investment-surges-past-1-trillion-for-the-first-time/>

carbone en 2050 cette quantité devrait être multipliée par 8. En Europe, la demande de lithium devrait croître dans des proportions considérables (+ 3535%), tout comme le cobalt (331%), le nickel (103%), le cuivre (35%) et l'aluminium (33%)⁹³. De la même manière, la demande en terres rares pour la fabrication des turbines des éoliennes et des parcs solaires devrait être multipliée par cinq d'ici 2030.

Métaux et minéraux rares considérés comme critiques par l'Union européenne (2019)



source : Encyclopedia Universalis

Cette révolution industrielle suscite une ruée sur les marchés d'extraction, principalement situés dans les pays du Sud. **La Chine exploite déjà 90% des terres rares, 70% du cobalt et 60% du lithium mondial (cf carte ci-dessus).** Elle fournit deux tiers des batteries et des panneaux solaires du monde. Compte tenu de l'explosion de la demande, Pékin est donc en position très favorable pour utiliser le marché des technologies vertes comme un nouveau levier d'influence géopolitique majeur.

Se pose également un grave problème d'impact social et environnemental. **L'industrie minière, souvent impliquée dans de nombreuses atteintes aux droits humains, est le premier générateur de déchets dans le monde.** Selon l'enquête de Horizon Advisory, les grandes entreprises solaires telles que GCL-Poly, East Hope Group, Daqo New Energy, Xinte Energy et Jinko Solar ont recours au travail forcé dans

⁹³ Transition verte et métaux critiques, Editions Syllepse, 2022

le Xinjiang⁹⁴. La région représenterait toujours 35 % de la production mondiale de polysilicium utile aux panneaux solaires, malgré les sanctions américaines à l'encontre des importations de cette région chinoise peuplée par la minorité ouïghour⁹⁵.

L'industrie minière est également responsable de 10 à 20% des émissions de gaz à effet de serre, et elle utilise de quantités astronomiques d'eau. Par ailleurs, de nombreux gisements de terres rares se situent dans des niches de biodiversité, notamment dans les forêts tropicales de Madagascar, d'Afrique centrale, d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine.

Enfin, **l'organisation du marché mondial de ces énergies renouvelables montre que prédominent toujours les relations inégalitaires entre pays riches (dont la Chine) et les pays en développement possédant des ressources.** Selon la Banque mondiale, la moitié des habitants d'Afrique n'ont toujours pas accès à l'électricité et le continent n'abrite que 1 % de la capacité solaire photovoltaïque installée dans le monde⁹⁶. Les investissements dans les énergies renouvelables en Afrique sont d'ailleurs en baisse (2,5 milliards d'euros en 2021) et ne représentent que 0,6 % des montants totaux.

On peut en conclure que si le développement des énergies vertes est indispensable pour sortir des énergies fossiles, son développement ne semble ni suffisant, ni satisfaisant.

Finalement, dans l'équation devant aboutir à une limitation du réchauffement à 1,5°, rien ne semble réellement en place : les énergies fossiles ne déclinent pas, les énergies renouvelables ne croissent pas assez vite et leur croissance pose des difficultés considérables. **Notons que l'outil le plus élémentaire de réduction des émissions est trop peu pris en compte dans les stratégies de transition : celui de la réduction de la consommation ou sobriété.**

⁹⁴

https://www.nytimes.com/2021/01/08/business/economy/china-solar-companies-forced-labor-xinjiang.html?te=1&nl=climate-forward&emc=edit_clim_20230801

⁹⁵

<https://www.shu.ac.uk/helena-kennedy-centre-international-justice/research-and-projects/all-projects/over-exposed>

⁹⁶

https://assets.bbhub.io/professional/sites/24/BNEF-Scaling-Up-Renewable-Energy-in-Africa-A-NetZero-Pathfinders-report_FINAL.pdf

6. La crise écologique : amplificateur de la crise démocratique ?

6.1 Le scénario le plus prévisible

Partons du principe que le monde se réchauffera d'environ 3 degrés d'ici 50 ans environ. A quoi ressembleront nos sociétés dans ce contexte ? Si l'on suit les scénarios du Giec, le SSP3⁹⁷ correspond à un réchauffement compris entre 2,5 et 3,5°. Il correspond au futur le plus probable si l'on considère les trajectoires actuelles. **La tendance prédominante est celle d'une dynamique illibérale et sécuritaire, avec une régression des politiques environnementales.**

Voici les grandes dynamiques sociétales décrites par les scientifiques du Giec dans ce scénario : **"la résurgence du nationalisme, les préoccupations en matière de compétitivité et de sécurité et les conflits régionaux poussent les pays à se concentrer de plus en plus sur les questions nationales ou, tout au plus, régionales...** Les pays se concentrent sur la réalisation des objectifs de sécurité énergétique et alimentaire dans leur propre région, au détriment d'un développement plus large... Le développement économique est lent, la consommation est à forte intensité matérielle et les inégalités persistent ou s'aggravent avec le temps. La croissance démographique est faible dans les pays industrialisés et forte dans les pays en développement. La faible priorité internationale accordée aux préoccupations environnementales entraîne une forte dégradation de l'environnement dans certaines régions."

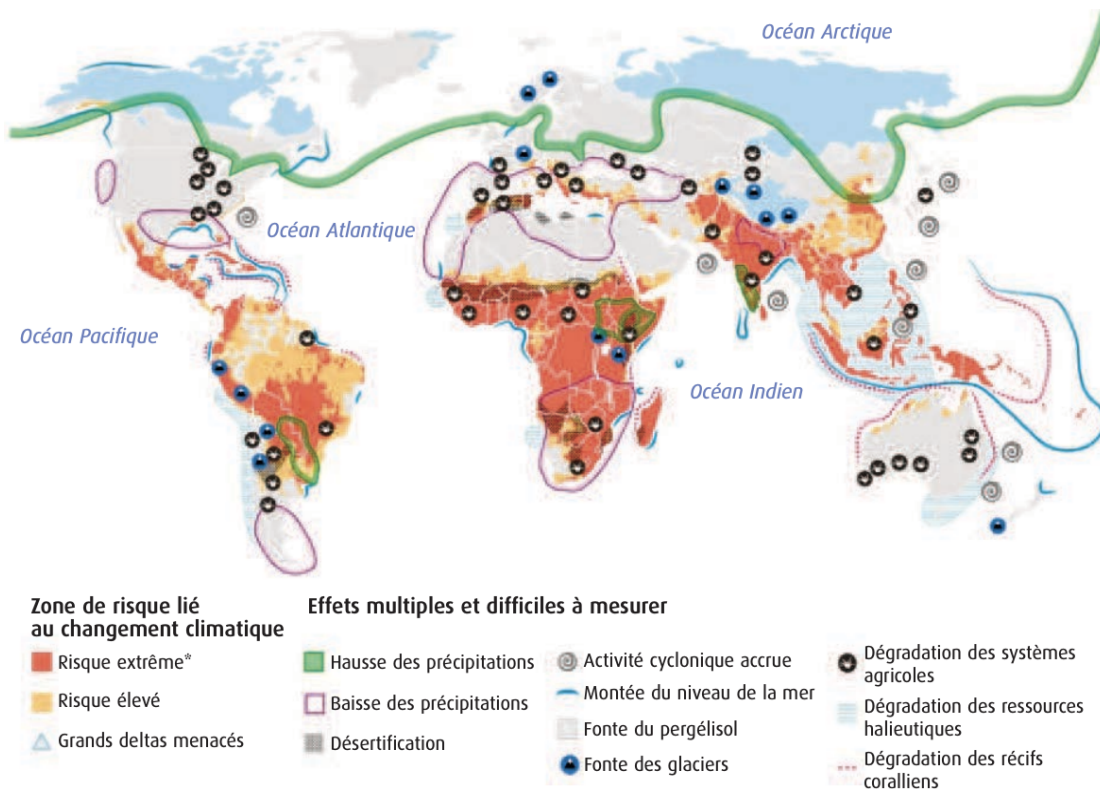
Il est frappant de constater que le monde décrit par le Giec, censé advenir dans 50 ans, ressemble déjà au monde actuel. Ce dernier se fracture, entre les nations et en leur sein, entre ceux qui ont accès au capital, aux technologies, ceux qui pourront s'adapter au réchauffement, et les autres, les plus nombreux, qui subiront de plein fouet la violence climatique et politique. **C'est donc un monde plus dur contre les plus fragiles, un monde qui abandonne les individus, les régions ou nations les plus vulnérables. Un monde plus autoritaire – illibéral ou autocratique. Si elle n'est pas contrée, cette tendance, déjà perceptible, sera potentiellement démultipliée par le réchauffement.**

⁹⁷ <https://www.ipcc.ch/assessment-report/ar6/>

6.2 Pays vulnérables : une démocratie impossible ?

En poursuivant cette hypothèse d'un réchauffement important, les modélisations indiquent que le monde entre les tropiques sera le plus violemment touché, avec des conséquences politiques évidentes. Les populations les plus menacées sont en Afrique, en Asie du Sud-Est, en Amérique du Sud et Centrale, et dans les îles du Pacifique. Dès aujourd'hui, certaines zones proches de l'Équateur sont devenues inhabitables.

Localisation des changements climatiques dans le monde, horizon 2030



*Selon l'indice *Climate Change Vulnerability*.

Source : DGRIS, Impacts du changement climatique sur les flux migratoires à l'horizon 2030.

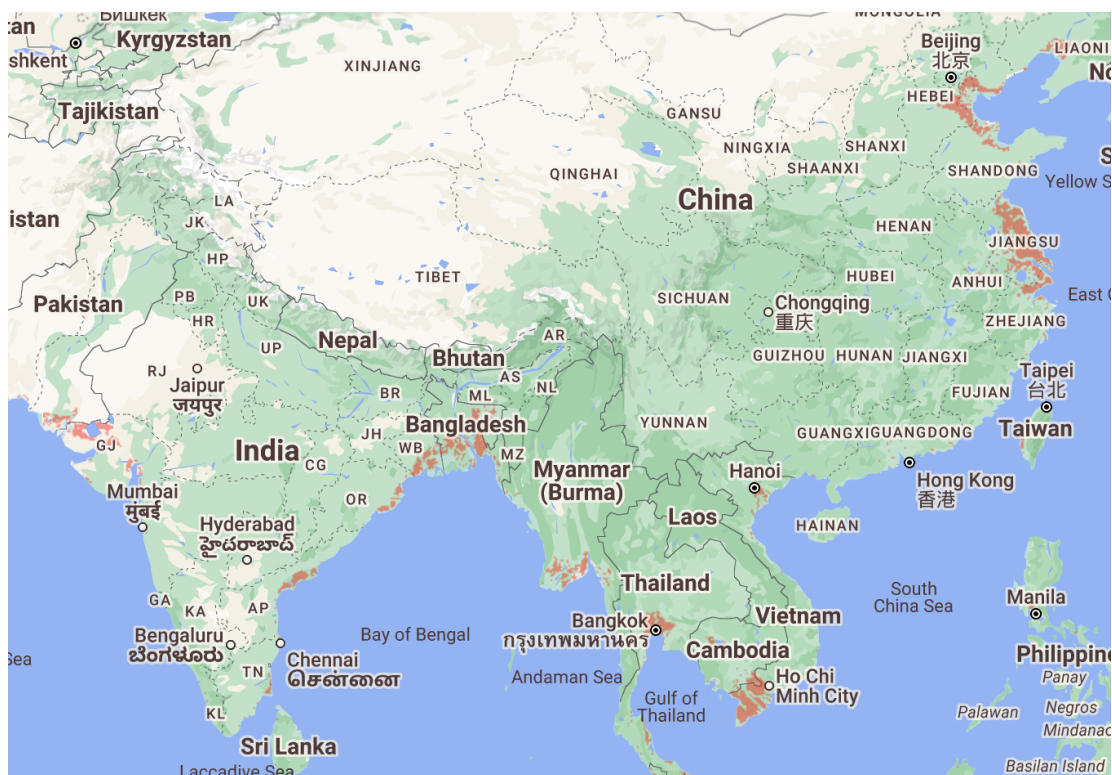
Une étude de la revue *Nature*⁹⁸ estime que 2 milliards de personnes seront confrontées à des températures extrêmes (égales ou supérieures à 29 °C en moyenne annuelle) dans un scénario de réchauffement de 2,7°. **Les principales victimes seront localisées en Inde, avec plus de 600 millions de personnes touchées, au Nigeria (300 millions) et en Indonésie (100 millions). Viennent ensuite les Philippines, le Pakistan, le Soudan et le Niger. Les auteurs estiment que le Burkina Faso ou le Mali seront presque entièrement inhabitables.**

⁹⁸ <https://www.nature.com/articles/s41893-023-01132-6>

La population mondiale devrait passer de 6 à 9 milliards d'habitants d'ici 2050 et cette croissance sera essentiellement située en Asie et en Afrique, avec une pression supplémentaire sur les ressources.

Les mégapoles qui devraient accueillir les 2/3 de la population humaine d'ici à 2050, risquent, pour nombre d'entre elles, de devenir invivables faute de mesures d'adaptation. Un réchauffement de 4 °C ferait monter le niveau des mers de 7 m à 10m. De quoi noyer des centaines de villes dont Shanghai, Hong Kong, Tokyo, Rio de Janeiro mais aussi New York, Londres, Marseille ou La Haye.

Zones asiatiques inondées par une élévation des océans de 7 mètres (4 degrés de réchauffement)



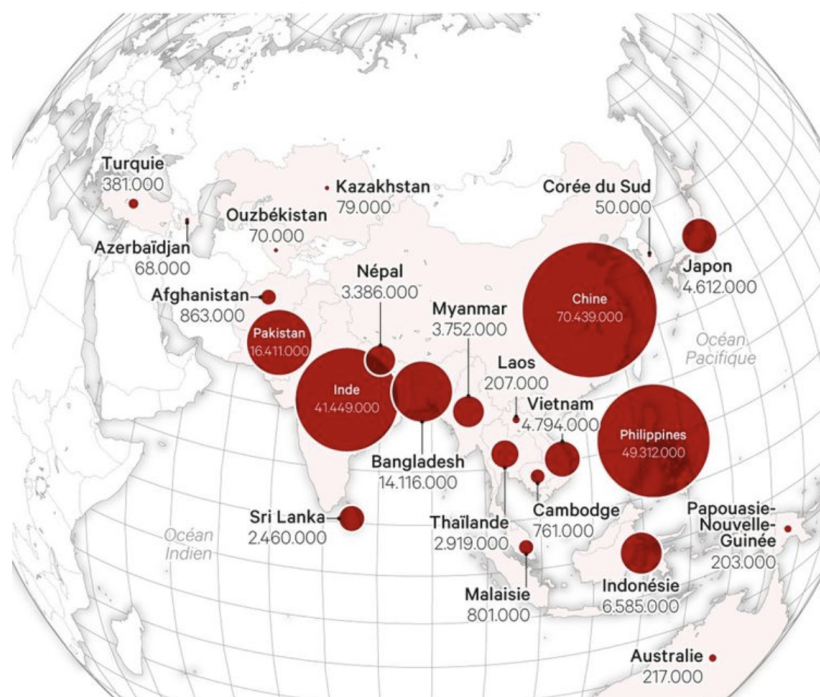
source : Climate Central

Par ailleurs, la question des migrations va devenir de plus en plus centrale dans un monde plus chaud. La Banque mondiale⁹⁹ avertit que le changement climatique pourrait contraindre plus de 200 millions de personnes à migrer à l'intérieur de leur pays dans les années à venir, et jusqu'à 1,2 milliard en 2050.

99

<https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/2c9150df-52c3-58ed-9075-d78ea56c3267>

Nombre de déplacés internes, régions Asie et Pacifique entre 2010 et 2021



Source : Internal Displacement Monitoring Center 2022

L'étude réalisée par la Banque asiatique de développement ¹⁰⁰ montre que la Chine et l'Inde, les deux plus grands émetteurs du Sud, sont, avec les Philippines, les plus touchés par les déplacements de population. Les inondations expliquent la majorité des déplacements en Asie pacifique. Les cyclones, typhons et autres ouragans en sont la deuxième cause.

D'un point de vue économique, les événements météorologiques extrêmes (sécheresses, vagues de chaleur, inondations, précipitations intenses) pourraient mettre en péril la qualité des récoltes, dégrader les terres cultivables, entraînant une baisse de la production alimentaire, une hausse des prix, avec des risques de malnutrition, de famines et de pénurie d'eau.

Plus de la moitié de l'eau douce a déjà été prélevée dans le monde ¹⁰¹, et cette proportion pourrait atteindre 90 % en 2030. Les pénuries d'eau, qui pourraient concerner deux tiers de l'humanité avant 2030, auront un impact lourd sur la santé des populations, avec un risque d'amplification des épidémies infectieuses. Le problème de l'accès à l'eau pourrait devenir critique au Maghreb, au Machreq et dans une bonne partie de l'Europe du Sud, des Balkans, du Moyen-Orient, de l'Inde, du Pakistan, de la Chine et de l'Australie.

¹⁰⁰

<https://www.internal-displacement.org/disaster-displacement-in-asia-and-the-pacific-2022>

¹⁰¹ <https://www.oecd.org/fr/prospective/perspectivesmondiales/37388661.pdf>

Enfin, le risque de conflit armé serait considérablement accru selon les trajectoires de réchauffement. L'étude Climate as a risk factor for armed conflict¹⁰² estime que 4 degrés de réchauffement augmente le risque de guerre de 26 %.

Comment imaginer des progrès démocratiques dans un monde aussi dégradé ?

Il semble évident que dans un contexte d'extrême urgence, les restrictions sur les libertés sont généralement fortes. Dans cette perspective, des démarches de coopérations Nord-Sud très puissantes doivent être mises en œuvre pour éviter un engrenage écologique et politique catastrophique (cf chapitre III.2.3).

6.3 Poussée illibérale et fermeture des frontières au Nord

Les démocraties occidentales sont, a priori, mieux protégées par leur géographie et leur climat tempéré. Pourtant, des inondations violentes ont déjà touché l'Allemagne et la Belgique en 2021. Canicules, méga-feu, manque d'eau sont devenus courants chaque année en Europe.

Les crises régionales de pays voisins de l'Occident ne seront pas sans répercussions, ne serait-ce qu'en raison des migrations qu'elles provoquent. **Avec une pression migratoire accrue en direction des pays les plus riches, on peut s'attendre à un renforcement de la dynamique illibérale et à un contrôle de plus en plus dur des frontières occidentales avec de multiples atteintes aux droits humains.**

Par ailleurs, les politiques d'atténuation et d'adaptation au changement pourraient provoquer une résistance croissante de la part des groupes conservateurs, surtout si elles sont perçues comme injustes. Une victoire Républicaine aux Etats-Unis en 2026 signifierait certainement moins d'engagement en faveur du climat. **En Europe, rien ne garantit la continuité et l'amplification du Green Deal.** Au printemps 2023, le groupe conservateur PPE, actuellement majoritaire, qui avait soutenu la démarche pro climat de la Présidente Von Der Leyen, s'est fortement opposé à la réglementation sur la protection de la nature au nom des intérêts du monde agricole. Cette loi visait à enrayer le déclin de la biodiversité en réparant les écosystèmes abîmés par les pollutions, l'urbanisation, l'agriculture (70 à 80 % des habitats naturels et sols seraient en mauvais état en Europe). D'ores et

¹⁰²

<https://news.stanford.edu/2019/06/12/climate-change-cause-armed-conflict/#:~:text=Synthesizing%20views%20across%20experts%2C%20the,influence%20will%20likely%20increase%20dramatically.>

déjà, la droite, l'extrême droite et une partie des libéraux réclament une "pause" des réglementations écologiques.

Notons que le dénigrement des politiques écologistes est déjà de plus en plus fort en Europe – une tendance qui pourrait fortement s'accroître. En Allemagne, l'écologie est accusée de vouloir détruire l'économie et la société, notamment par l'AfD. "Nous ne partageons pas l'hystérie irrationnelle du CO2 qui détruit structurellement notre société, notre culture et notre mode de vie" peut-on lire dans ses communications. Le nouveau maire de Berlin a gagné en faisant campagne pour les automobilistes contre les pistes cyclables.

Le changement climatique, la mise en œuvre de politiques de décarbonation menaçant les pratiques de certaines populations (agriculteurs, industrie automobile...), la lutte contre certains comportements (alimentation carnée, automobile), ou l'inflation liée à certaines politiques pro climat pourraient donc, à l'avenir, alimenter le mécontentement et provoquer le rejet des politiques écologiques.

Dores et déjà, **aux Etats-Unis, la bataille contre les politiques environnementales a commencé. Des paniers d'actions «patriotes» – pro-pétrole, pro-armes, pro-police ou anti-discrimination positive ont été créés.** Il existerait désormais une trentaine de fonds «anti-woke» aux Etats-Unis. Au Congrès américain en mars 2023, les Républicains ont défendu une loi anti-ESG (Environnemental, Social, Gouvernance). Il s'agissait de défendre l'emploi lié à l'extraction de charbon et de pétrole.

Il est donc à craindre que les effets d'un dérèglement climatique important ne favorisent un développement de l'illibéralisme et une régression des aspirations démocratiques. Nous étudierons dans la partie III.1 les réponses à apporter à cette problématique.

6.4 Scénario de l'effondrement total

Montée des populismes et des nationalismes, échecs des coopérations internationales Nord-Sud. Rien ne semble indiquer que le monde ne soit capable de redresser la barre à temps. Or, comme le dit Antonio Guterres « sur tous les fronts climatiques, la seule solution est une action décisive et solidaire... C'est une question de vie et de mort, pour notre sécurité aujourd'hui et pour notre survie demain".

Et si l'image de la vie et de la mort de l'humanité n'était pas une simple métaphore ? **Considérant l'ensemble des menaces conjuguées et les risques "en cascade" d'ordres climatiques, alimentaires, sanitaires, énergétiques, financiers, sociaux,**

politiques, certains experts estiment désormais qu'un effondrement complet de notre organisation collective n'est pas à exclure.

Dans l'article *Climate Endgame*,¹⁰³ une équipe de scientifiques de l'Université de Cambridge ont alerté sur le fait que le risque d'effondrement de la société mondiale ou d'extinction de l'humanité a été "dangereusement sous-exploré", en particulier dans les scénarios du Giec qui se limitent à des options médianes. La fin de partie climatique d'ordre "apocalyptique" aurait peu de chances de se produire mais elle ne saurait être exclue. Le monde doit donc prendre au sérieux cette possibilité et se préparer en conséquence. Pour mémoire, dans les années 80, la médiatisation des risques "d'hiver nucléaire" suite à une potentielle guerre atomique Est-Ouest avait suscité l'inquiétude du public et provoqué des efforts de désarmement.

La méthode des scientifiques de Cambridge consiste à explorer la manière dont des risques distincts se propagent, interagissent et s'amplifient. **Ainsi des phénomènes météorologiques extrêmes peuvent provoquer des famines, qui elles-mêmes peuvent entraîner des crises financières puis politiques, engendrant guerres. Ils constatent par ailleurs un chevauchement entre les États vulnérables et les futures zones de réchauffement extrême.** Sans stabilisation politique, une "ceinture d'instabilité aux ramifications potentiellement graves pourrait se former".

Enfin, l'histoire nous rappelle que le changement climatique et les crises environnementales ont joué des rôles majeurs dans l'effondrement ou la disparition de sociétés antérieures aux nôtres et dans les extinctions de masse. **Jared Diamond explore un certain nombre d'exemples historiques dans son célèbre ouvrage *Effondrement, comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*.** Vikings, habitants de l'île de pâques, Indiens du sud-ouest des États-Unis, sociétés moche et inca : dans tous ces exemples, l'auteur montre que des dommages environnementaux, un changement climatique, des voisins hostiles, des rapports de dépendance avec des partenaires commerciaux se conjuguent pour expliquer la disparition d'une civilisation. **Jared Diamond montre également comment certaines sociétés – comme la Nouvelle-Guinée, les îles Tikopia, le Japon de l'ère Tokugawa – ont décidé et réussi à enrayer leur chute. Cette multiplicité de causes menant à l'effondrement l'amène à penser que rien n'est inéluctable face au défi climatique contemporain.**

Lorsque l'on reprend les cinq causes déterminantes énoncées par Diamond – dommages environnementaux, changement climatique, voisins hostiles, rapports de dépendance avec des partenaires commerciaux – **on constate que tous les facteurs de risques sont réunis dans nos sociétés contemporaines interconnectées. Mondialisation économique universelle, tensions géopolitiques majeures,**

¹⁰³ <https://www.pnas.org/doi/full/10.1073/pnas.2108146119>

changement climatique et une perte de la biodiversité concernent l'ensemble des nations du monde. Ainsi, il semble juste de penser qu'aux effondrements historiques circonscrits décrits par Diamond pourrait advenir un effondrement global, touchant l'ensemble de l'humanité.

Cette prise en compte du risque de destruction matérielle de l'humanité doit être associée à un second risque, celui d'une destruction morale de notre humanité. A travers des régimes autocratiques ou illibéraux, centrés sur la défense d'intérêts de groupes particuliers, aux prix de violences inouïes sur des humains étrangers à ces groupes, les humains semblent suivre une pente qui n'est pas sans évoquer les années 30 du XXème siècle.

III. L'EUROPE PEUT AGIR : VISION ET STRATÉGIE

Les tensions internationales, la montée en puissance des autocraties et de l'illibéralisme, le rôle déstabilisateur du réchauffement climatique pourraient avoir raison de l'Europe démocratique. Le Brexit et la guerre en Ukraine ne seraient, au fond, que les premiers coups de semonce d'une fin annoncée.

Une vision plus optimiste permet d'assurer que l'Europe est en capacité de faire face. **Elle dispose d'un atout majeur : sa taille et sa puissance économique. Par là même, elle est en capacité d'agir et d'influer sur les problématiques globales, sur les plus grands acteurs du marché, ou sur les relations internationales. Cette puissance, pour être réellement effective, doit néanmoins être accompagnée d'une consistance politique.**

L'intégration politique européenne tant attendue, comme le recul des populismes, ne se décrètent pas. Mais nous sommes convaincus que les crises contemporaines sont une opportunité de relancer une Europe menacée, et de mettre en œuvre des solutions ajournées depuis trop longtemps. La crise environnementale et la pression des autocraties sur l'Europe représentent de puissants vecteurs de transformation, des aiguillons pour agir et renforcer le projet européen.

1. Démocratiser l'Union pour stopper l'offensive illibérale

Nous avons constaté (partie I) le glissement des démocraties vers des régimes illibéraux et le renforcement des autocraties dans le monde. Au fondement de ce mouvement, se situe un processus de dévitalisation des démocraties lié à la promotion d'acteurs économiques mondialisés. C'est d'abord par la réarmement du pouvoir politique que doit être envisagée la régression des populismes. Or l'Union européenne est, depuis son fondement, un marché commercial bien plus qu'une entité politique.

1.1 Affirmer le rôle du politique face aux marchés et aux entreprises

Une rupture s'impose dans la conception du projet européen. Les marchés ne peuvent être considérés comme des outils efficaces d'organisation structurelle d'une société – or c'est le rôle qui leur a été donné par les théoriciens néolibéraux. Si la logique de marché a bien un sens économique, elle est totalement étrangère à la logique démocratique.

Libéralisme économique et libéralisme politique ont été associés par une contingence de l'histoire, celle d'une stratégie de la droite américaine dans les années 70. Elle confie au marché le soin d'organiser la société en postulant que cette organisation sera la meilleure possible. Le premier fondement d'une société post-libérale consiste donc à réaffirmer la subordination des marchés et des acteurs économiques à la démocratie..

L'Europe, au cours de son histoire, a autorisé de nombreuses régulations étatiques ou communautaires permettant de corriger les imperfections des marchés (politiques sociales nationales, fonds structurels et politiques régionales). Pour autant, la logique cardinale de l'Union à partir des années 80 a bien été celle du marché autorégulateur. Avancer vers une Union véritablement politique suppose donc d'établir un bilan critique du Marché unique qui fut au cœur de la construction européenne.

1.1.1 Constater l'échec du Marché unique

Le Marché unique (1993) a permis l'unité réglementaire des Etats membres. La circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes est désormais effective dans l'ensemble de l'Union. Dans ce contexte, l'économie a crû et s'est intensifiée au sein de l'UE : les échanges de biens ont augmenté de 100 % entre Etats

européens, et ceux de services de 58 %¹⁰⁴. Le Marché unique aurait permis une croissance du PIB des pays de 4 à 6% en moyenne. Il a également bénéficié aux consommateurs¹⁰⁵ avec un gain moyen de pouvoir d'achat estimé à 840 euros par habitant et par an.

Mais ses effets négatifs furent nombreux. Ainsi, les politiques industrielles nationales ont été éliminées sans aucune politique industrielle européenne pour prendre le relais. Il s'agissait d'éviter les positions dominantes et les rentes monopolistiques menaçant la compétitivité, notamment dans le secteur public marchand. Mais en dissuadant les États d'accorder aux entreprises publiques des avantages dérogeant aux normes du marché, l'Union a contribué à éliminer de nombreux services publics nationaux. Avec l'élargissement de l'Union vers les pays d'Europe de l'Est, et sans normalisation des règles fiscales et sociales, le Marché unique a favorisé le dumping fiscal et social entre Etats membres.

Face aux Etats-Unis ou aux pays émergents d'Asie, qui ont toujours soutenu leurs industries dans les domaines stratégiques, **l'Europe a systématiquement été distancée dans les secteurs de pointe depuis 30 ans** – dans l'électronique, l'informatique, le numérique, les énergies vertes. Aucun géant industriel continental n'a émergé, la Commission européenne freinant même les concentrations (comme dans le cas Alstom – Siemens en 2019) au nom de la concurrence. Le seul grand succès de politique industrielle européenne – celui d'Airbus créé en 2000 – fut le fruit d'une coopération intergouvernementale (avec la mise en commun des industries aéronautiques de France, l'Allemagne, l'Espagne et du Royaume-Uni) et non d'une politique européenne. Dans l'ensemble, la logique anti-concentration a poussé les grandes entreprises nationales à se développer sur des marchés extérieurs à l'Europe, notamment en Chine. Aucune logique d'intégration continentale ne fut mise en place et la constitution de champions européens n'eut jamais lieu.

Au-delà des objectifs de la Commission, on peut affirmer que les Etats de l'Union ont surtout visé leurs intérêts économiques particuliers pendant cette longue séquence de libéralisation. Malgré un idéal lointain et théorique d'Europe politique – surtout défendu par la France – l'Union n'aura, bien souvent, représenté qu'un simple marche-pied pour les économies nationales. **Les Etats membres conçoivent toujours leurs politiques dans une logique d'intérêt national, et finalement de concurrence vis-à-vis des autres nations de l'UE. Cette modalité de fonctionnement, particulièrement favorable à l'économie dominante – celle de l'Allemagne – atteint désormais ses limites : les nations d'Europe, conçues**

¹⁰⁴ http://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2018/let389.pdf

¹⁰⁵

<https://www.bertelsmann-stiftung.de/en/publications/publication/did/estimating-economic-benefits-of-the-single-market-for-european-countries-and-regions>

comme des entités séparées, sont incapables de faire face au défi autocratique comme au défi climatique.

1.1.2 Un frémissement post-libéral

Au sein de l'Union, certaines politiques de libéralisation perdurent. Par exemple, la Commission européenne (notamment son département DG GROW) maintient un programme permanent d'extension des règles du marché unique à de nouveaux domaines tels que l'eau, les soins de santé ou l'éducation. **Pourtant, le cycle d'intégration et de mise en concurrence lié à la création du marché intérieur semble se clore progressivement.** D'un part, l'essentiel de ses objectifs ont été réalisés. D'autre part, la série de chocs qui se succèdent à partir de 2019 – ruptures d'approvisionnements de médicaments et d'équipements médicaux durant la pandémie de Covid-19, invasion Russe en Ukraine, IRA américain – ont ébranlé le modèle libéral. Les pays les plus orthodoxes considèrent à nouveau le rôle de la puissance publique dans l'économie.

Le plan de relance NextGenerationEU doté de plus de 800 milliards d'euros pour soutenir les nations pendant la crise liée au Covid, est le plus important fonds communautaire jamais programmé. Proposé par la France et l'Allemagne, ce plan, financé par une dette commune des Etats européens, a représenté une véritable révolution : jusqu'alors, Berlin avait toujours refusé d'envisager une dette commune.

On peut également considérer que **le Green Deal constitue une évolution importante de la politique européenne. Par son ampleur, son ambition, son approche systémique, ce programme représente un outil de planification inédit.** Depuis 2019, 75 législations ont été déposées censées transformer les systèmes énergétiques, les mobilités, l'alimentation, ou développer une économie circulaire – rien de moins.

L'idée d'une politique industrielle, honnie pendant des décennies, refait surface sous la pression extérieure avec le plan Net-Zero Industry Act (mars 2023).

L'Europe a accepté le principe de financements publics nationaux destinés à soutenir les industries vertes. Conçu en réponse à l'IRA américain (2022), qui permet à l'Etat fédéral de subventionner à hauteur de 400 milliards de dollars les industries décarbonées (batteries, solaire ou éolien, hydrogène), le plan européen échoue à se hisser au niveau communautaire. Pour autant, il représente une nouvelle rupture vis-à-vis des règles de marché interdisant les distorsions à travers des financements publics.

Un changement est à l'œuvre, y compris dans les pays les plus attachés au libéralisme. Ainsi, en l'Allemagne, " l'opinion publique a déjà accepté d'entrer dans

une logique planificatrice et dirigiste pour faire face à la crise climatique avec l'Energiewende (transition énergétique)" explique William Desmonts¹⁰⁶. "Elle semble prête à soutenir ce type de démarche à l'échelle européenne. Avec Trump, Poutine et XI Jinping, l'opinion publique allemande a aussi (enfin) compris que son pays ne pourra jamais être une grande Suisse qui, sans se soucier de ce qui se passe dans le reste de l'Europe, exporte avec succès des grosses voitures et des machines vers la Chine, les États-Unis et la Russie. L'opinion publique allemande a aussi (enfin) compris que si son industrie est beaucoup plus forte que celle de ses voisins, notamment la France, son avenir n'est pas assuré parce qu'elle ne dispose pas d'une expertise suffisante dans le secteur des hautes technologies. C'est pourquoi elle pourrait accepter (enfin) la nécessité d'une politique industrielle européenne. Bref, après avoir été le fer de lance de l'Europe de la concurrence et de l'ordolibéralisme avec le marché unique aux côtés du Royaume-Uni, l'Allemagne semble (enfin) mûre pour devenir, aux côtés de la France, le moteur d'une action publique européenne ambitieuse au service de la transition écologique, de la cohésion sociale et de la résilience de l'économie européenne".

En ce sens, plusieurs législations européennes introduisent de nouvelles contraintes – potentiellement très fortes – sur les acteurs économiques privés.

La directive sur le devoir de vigilance des entreprises adoptée par le Parlement européen en 2023 – toujours en cours de négociation avec les Etats de l'Union – est particulièrement remarquable. En rendant les entreprises responsables des incidences négatives de leurs activités, le droit européen ouvre une perspective de nature à transformer la conception et le fonctionnement de l'économie privée. Ainsi, **la directive devrait contraindre les grandes entreprises multinationales basées en Europe à prendre des mesures pour identifier, évaluer et traiter les risques liés aux droits humains, à l'environnement et à la bonne gouvernance dans leurs chaînes d'approvisionnement et leurs opérations.**

Le texte du Parlement prévoit une responsabilité complète de la multinationale avec une réparation intégrale des dommages pour les victimes, des sanctions pouvant aller jusqu'à 5 % du chiffre d'affaires mondial, avec retrait des produits et publication d'une liste publique des entreprises fautives. Si cette directive n'est pas dénaturée par les Etats membres, si elle inclut des mesures réellement contraignantes pour les multinationales sur la base de droits sociaux et environnementaux exigeants, alors ce texte aura une portée considérable.

¹⁰⁶

<https://www.lagrandeconversation.com/politique/pourquoi-lavenir-de-leurope-semble-sombre/>

La directive sur le devoir de vigilance est à considérer en parallèle d'une seconde **législation concernant la publication des informations extra-financières pour les entreprises (directive CSRD)**. En juillet 2023, la Commission européenne a publié sa version finale précisant les normes comptables imposant de déclarer les émissions carbone, les volumes d'eau consommés, les espaces naturels dégradés, la gouvernance ou les impacts sur les communautés. Compte tenu de la faible transparence et du faible engagement des entreprises privées sur ces enjeux (cf partie 2), cette directive représente également un potentiel de transformation majeur de l'économie privée européenne. L'Union contraint les entreprises à publier un "plan de transition climat" à partir de 2025. Là encore, l'efficacité de la législation dépendra de ses modalités et d'application.

Sous la pression des lobbys industriels, la Commission a exempté les entreprises de moins de 750 employés de reporting des émissions de CO2 concernant le scope 3 (comptabilisant l'ensemble les émissions indirectement produites par les activités de l'organisation comme l'achat de matières premières, de services ou autres produits, transports etc...) pendant au moins un an. Par ailleurs, le plan de transition en faveur de la biodiversité demeure volontaire. Pourtant, si ces reculs amoindrissent la portée de la législation, l'obligation de reporting extra-financier est, en soi, un progrès majeur – il est unique en son genre dans le monde. Les premiers rapports de durabilité issus de la directive européenne seront applicables dès 2024 pour les entreprises de plus de 500 salariés (les PME ont un à trois ans de plus pour respecter la norme).

Le développement d'un marché carbone digne de ce nom et le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF) sont également des législations importantes, capables de transformer les modes de production des acteurs privés hors d'Europe (dont les multinationales européennes) en jouant sur un renchérissement du prix carbone importé. Le mécanisme, sous l'influence des lobbys, n'entrera en vigueur que très progressivement avec la présence de quotas gratuits jusqu'en 2034 : plusieurs années précieuses seront donc perdues pour le climat. Pourtant, d'un point de vue normatif, le MACF représente une avancée essentielle – à condition que le prix du carbone soit suffisamment élevé.

Le Parlement a également adopté, en avril 2023, une nouvelle législation pour lutter contre la déforestation importée. "Les entreprises ne seront autorisées à vendre leurs produits dans l'UE que si les fournisseurs publient une déclaration confirmant qu'ils ne proviennent pas de terres déboisées et n'ont pas causé la dégradation des forêts – y compris des forêts primaires qui sont irremplaçables – après le 31 décembre 2020" explique la Commission. Sont concernés le soja, la viande de bœuf, l'huile de palme, le bois, le cacao et le café, ainsi que certains produits dérivés comme le cuir, le chocolat et les meubles.

La mise en place d'une réglementation européenne permettant d'interdire l'accès au marché européen de produits fabriqués dans des zones où existe du travail forcé ou du travail des enfants est également en cours (les Ouïghours en Chine étant un exemple emblématique).

1.1.3 Pour une économie démocratique

Il a fallu plusieurs décennies, à partir du début de l'ère industrielle, pour que les sociétés mettent en place des formes d'organisations politiques capables de réguler les transformations induites par la première révolution industrielle.

Les exemples cités dans le chapitre précédent (1.1.2) sont des réponses importantes, mais encore limitées au défi climatique et au défi posé par les autocraties – où sont implantées de nombreuses multinationales européennes. Mais elles peuvent représenter des points d'appui pour engager une transformation structurelle des relations entre politique et économie.

Puisque la sphère marchande s'est, en quelque sorte, émancipée de la sphère politique, il convient au fond de l'y "réencastrer" selon l'expression de Karl Polanyi. A rebours d'une économie libérale, il s'agit d'imaginer une économie démocratique. Dans cette perspective, les ressources humaines et naturelles ne sont plus au service des entreprises, elles sont orientées vers des objectifs définis par la société.

Cette économie démocratique ne remet pas en cause l'existence de marchés, mais elle ne vise plus leur développement maximal – au plan quantitatif (extension à toutes les sphères possibles) comme qualitatif (élimination de toutes les entraves). Autrement dit, une économie démocratique implique de limiter l'extension de l'économie privée (en rendant possible une gestion publique ou participative des biens communs essentiels) et d'orienter la production des entreprises en fonction de besoins définis collectivement à travers les institutions politiques.

Cette approche se distingue d'une politique de redistribution ou de compensation des effets pervers de l'économie de marché : elle oriente et structure les marchés vers des objectifs définis dans le cadre des institutions démocratiques (qui peuvent prendre des formes diverses, au-delà de la dimension électorale).

Ce pilotage de l'économie par le politique peut prendre des formes plus ou moins souples ou contraignantes. **Un exemple extrême, mais intéressant est celui du pilotage public de l'économie américaine pendant la seconde guerre mondiale : il nous enseigne que l'on peut fortement orienter les acteurs privés sans recourir à**

une étatisation de la production. A cette époque, l'essentiel de l'économie industrielle a été mise au service d'un objectif prioritaire défini par la nation. Or l'Etat n'a pas été producteur, il n'a pas nationalisé les entreprises, il a passé commande pour que le secteur privé produise le matériel de guerre. Les dépenses militaires des États-Unis ont alors représenté jusqu'à 37% du PIB et 90% des dépenses fédérales. Dans le même temps, le chômage a disparu avec une hausse du pouvoir d'achat des ouvriers de 30 % et 60 % et la production de biens de consommation courante a augmenté.

L'effondrement démocratique et environnemental concerne la survie de nos sociétés, il justifie un engagement maximal des Etats dans une forme qui pourrait s'apparenter – par certains aspects – à une économie de guerre ou d'urgence. La commande publique et l'endettement à une échelle communautaire est une modalité de cette économie orientée, mais elle n'est pas la seule. Les contraintes ou incitations fiscales, les subventions, les normes et contrôles de production font partie de l'arsenal que peut utiliser la puissance publique pour piloter l'économie.

Cette approche, priorisant les objectifs ultimes de l'Union – la préservation de nos démocraties et de nos conditions matérielles d'existence – est une question politique majeure – sans doute la plus importante du moment. Elle doit être inscrite dans les traités et le droit européen.

1.1.4 Acteurs privés et consommateurs en économie démocratique

Une révolution culturelle profonde s'impose du côté de ces acteurs privés, et la double crise contemporaine est l'occasion d'enclencher cette transformation. Si l'entreprise néolibérale a pour but de faire des profits au service de ses actionnaires, selon la définition de Milton Friedman, une nouvelle conception de l'entreprise devrait être promue par Europe.

Il s'agit d'incorporer et de favoriser des critères de gestion fondés sur des principes de respect des droits humains fondamentaux, de santé des personnes et des animaux ou de protection des écosystèmes. Il s'agit également de promouvoir la participation des salariés aux décisions stratégiques de l'entreprise en leur donnant plus de pouvoir au sein des conseils d'administration. Assurer plus de démocratie dans l'entreprise, c'est garantir une gestion de long terme et une plus grande responsabilité sociale et environnementale. C'est aussi agir sur les causes de la souffrance au travail, au cœur du mal-être d'une part importante de la population active.

De nombreuses entreprises européennes ont ouvert la voie en conciliant engagement sociétal, principes de bonne gestion et participation des salariés. On peut citer les coopératives sociales en Italie, les sociétés à finalité sociale en Belgique, les Community Interest Company au Royaume-Uni, les entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire ou les entreprises à mission en France.

Pourtant, le poids de ces entreprises est marginal dans notre économie et les grands acteurs privés dépendant de capitaux internationaux imposant des normes de rentabilité très élevées. En conséquence, des politiques contraignantes doivent être mises en place pour imposer de nouveaux modèles de gestion.

La généralisation d'évaluations extra-financières des entreprises présentes en Europe représente un socle indispensable au pilotage de l'économie de marché par les politiques publiques. On peut imaginer de nombreux outils fiscaux et budgétaires permettant d'orienter l'activité des entreprises à partir de ces évaluations et d'un principe général : **incitation des entreprises responsables et de pénalisation des entreprises irresponsables**. Cette évaluation extra financière implique une obligation de transparence pour les multinationales et la publication de leurs activités dans les paradis fiscaux. Alors que la délocalisation de bénéfices dans les paradis fiscaux représente 10% de pertes de recettes fiscales au niveau mondial (15 à 20 % pour la France) selon Gabriel Zucman¹¹⁰, les montages financiers visant à échapper à l'impôt devraient systématiquement être sanctionnés.

Pour avoir un impact massif sur l'orientation de la gestion des entreprises, une orientation des flux financiers s'impose. En effet, les fonds de pension détiennent la majorité des actions cotées : 50 % aux États-Unis et 70 % en Angleterre, alors que leur place était autrefois marginale. En France également, 50 % environ des actions des entreprises du CAC 40 sont détenues par des gestionnaires d'actifs.

Cette problématique nous renvoie à la mise en place d'outils financiers favorisant l'épargne et les investissements responsables. Des normes rigoureuses définissant les fonds "verts" doivent être produites afin d'éviter tout greenwashing. Des avantages fiscaux doivent favoriser les investissements dans ces fonds. Créer une classification qui définit les activités nuisibles pour l'environnement, et aide à identifier les investissements qui les permettent. **La BCE doit se mettre au service de la transition écologique européenne en renonçant au principe de neutralité du marché. Elle doit mettre en place un système de bonus-malus sur le taux d'intérêt en fonction de la part des crédits accordés par les banques à la transition carbone et à celle finançant des opérations polluantes.**

¹¹⁰

<https://www.alternatives-economiques.fr/tres-riches-ne-paient-2-dimpot-revenu/00106645>

La taxation des transactions financières (TTC) doit être réalisée à l'échelle de l'UE. Elle permettrait de ralentir la fréquence des opérations et de lever de nouveaux fonds fait partie des outils qui doivent être utilisés. Le parlement de Strasbourg vient de relancer, en février 2023, ce projet de taxe Tobin européenne en sommeil depuis une dizaine d'années¹¹¹.

Un changement de cap radical s'impose également sur l'approche de la consommation. L'économie libérale n'a jamais mis en question la liberté de la demande (sans doute pour justifier la liberté de l'offre). Dans le cas du changement climatique, une politique d'incitation à la sobriété est inévitable en vue d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. **Dans son rapport 2022, le GIEC a employé, pour la première fois, le terme de « sobriété » (« sufficiency »).** Ses experts estiment que, **sans altérer le bien être des population, une réduction de la demande ambitieuse pourrait permettre de réduire de 40 à 70% des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2050**¹¹². L'association Negawatt estime que la consommation finale d'énergie peut être réduite de 15% à l'horizon 2050 (26% dans le secteur de la mobilité) par des mesures de sobriété.

Un effort collectif de sobriété sur notre consommation importée, en particulier celle de combustibles fossiles et de produits manufacturés permettrait d'équilibrer plus facilement la balance commerciale des Etats membres et de diminuer l'impact environnemental de nos consommations. Elle permettrait de réduire nos dépendances vis-à-vis de nombreux rivaux stratégiques, et par là même, de réduire leur puissance¹¹³. Dans le cas de la France, cette dépendance économique et politique n'a fait que s'accroître. Elle importait 10 milliards d'euros de produits énergétiques par an dans les années 80 et 90. Depuis le milieu des années 2000, ces importations ont dépassé les 30 milliards. En 2022 elles ont atteint 116 milliards d'euros¹¹⁴.

Notons que la crise de l'approvisionnement en gaz russe en 2022 a eu un impact positif sur la perception de la sobriété. La Commission européenne, l'AIE ou plusieurs gouvernements européens ont incité à une sobriété des usages individuels, avec succès (la consommation de gaz a baissé de 6% en France en 2022 par rapport à

¹¹¹

https://www.liberation.fr/economie/taxer-les-transactions-financieres-le-retour-dune-idee-qui-pourrait-rapporter-gros-20230515_ACLRGTKM45EXTPUUJIQFIJRDTM/?redirected=1

¹¹²

<https://reseauactionclimat.org/synthese-du-rapport-du-giec-lurgence-climatique-est-la-les-solutions-aussi/>

¹¹³ <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/03/18/la-naissance-de-lecologie-de-guerre/>

¹¹⁴

https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2023-04/datalab_essentiel_306_bilan_energetique_provisoire_2022_avril2023_1.pdf

2021). S'il ne s'agit pas encore d'une approche structurelle, on ne peut que souligner l'évolution positive du concept dans le discours politique.

Précisons que la réduction de la demande ne repose pas, pour l'essentiel, sur des gestes individuels, les individus étant largement contraints par une organisation collective qui les dépasse. Contrairement à l'argument utilisé par certains responsables industriels¹¹⁵, on peut affirmer qu'il n'existe pas une demande spécifique d'énergies fossiles, mais une demande de mobilité ou de chauffage, ce qui est très différent. La réduction de demande n'est donc pas une affaire de choix individuel, mais bien une question relevant des politiques publiques permettant de transformer les secteurs de l'énergie, des transports, du bâtiment, de l'alimentation ou de l'industrie.

1.1.5 Relocalisation et services publics

Cet effort de sobriété, couplé à la relocalisation d'activités industrielles permettrait de réduire la vulnérabilité de l'Europe aux marchés extérieurs. Elle permettrait également de responsabiliser les citoyens souvent peu conscients de l'impact des consommations rendues invisibles par les circuits mondialisés. Ainsi, alors que la France ne produit plus de charbon depuis des décennies, chaque Français consomme près d'une tonne de charbon par an en raison de l'achat de produits importés.

Cette réindustrialisation, désormais prisée dans le champ politique, est surtout envisagée sur des segments de marchés innovants : il s'agit toujours de viser de nouvelles parts de marché à l'international. Cette approche peut être dépassée par un objectif de réindustrialisation ou de relocalisation sur certaines productions à moindre valeur ajoutée et à plus forte intensité en main-d'œuvre en vue de réduire l'impact environnemental, de créer des emplois locaux et de réduire les dépendances. Cette perspective de relocalisation, et celle de prix de produits potentiellement plus élevés, n'est pas logique dans le cadre d'une économie libérale mondialisée qui recherche les prix les plus bas pour le consommateur. Mais elle prend tout son sens dans le cadre d'un choix de société et d'un arbitrage entre réduction des prix et impact social et environnemental d'une économie dérégulée. Un soutien aux populations vulnérables peut être imaginé pour leur permettre d'accéder à un panier de biens essentiels subventionnés.

La crise du Covid a permis de prendre conscience de dépendances relatives à des masques chirurgicaux ou du paracétamol. Les produire sur le territoire européen n'a

¹¹⁵

https://www.huffingtonpost.fr/france/video/totalenergies-patrick-pouyanne-repond-aux-grincheux-pendant-l-ag_218368.html

aucun sens dans une logique économique qui ne considère que les coûts. En revanche, ces productions ont du sens en termes de sécurité sanitaire. Produire des vélos en Europe n'a pas forcément de sens si l'objectif ultime est la recherche du prix minimum, mais elle peut avoir du sens si le but est la création d'emplois utiles sur le territoire. **Produire une alimentation avec moins de mécanisation et d'intrants chimiques implique plus de main-d'œuvre et renchérit les coûts. Pourtant, elle permet des productions de meilleure qualité, avec un impact direct sur la santé des consommateurs des écosystèmes, et la création de nombreux emplois.**

Enfin, l'Europe a certainement besoin d'assurer sa souveraineté et donc de relocaliser des productions dans des secteurs stratégiques tels que l'alimentation, l'énergie, l'industrie pharmaceutique ou les équipements technologiques clés. Mais elle peut avoir intérêt à relocaliser son économie dans des secteurs moins stratégiques répondant à une demande et créant des emplois.

Une économie européenne démocratisée implique enfin de redéfinir l'espace des services publics. La politique libérale et l'idéologie de la concurrence libre et non-faussée ont créé des déserts territoriaux, mettant en difficulté de nombreux citoyens en pénalisant les régions peu insérées dans les réseaux mondialisés, avec un impact direct sur le développement des populismes. Après des années de démantèlement et de privatisations, l'expérience démontre que les services publics doivent être sanctuarisés dans certains domaines essentiels tels que la santé, l'éducation, l'énergie, les transports ou la gestion des espaces naturels (fleuves, forêts, lacs, forêts, montagnes, prairies, espaces naturels remarquables). Il peut être intéressant d'expérimenter de nouveaux modèles de gestion de certains "communs" en associant institutions publiques et citoyens (on pense aux réflexions de l'économiste Elinor Ostrom).

1.2 Assurer la transition écologique

Le pilotage de l'économie par la démocratie implique une approche spécifique concernant l'environnement et la transition écologique.

En effet, l'économie libérale, qui a guidé les politiques publiques pendant des décennies, a omis de considérer la question des ressources naturelles et de leurs limites – avec les conséquences dramatiques que l'on connaît.

Pour restaurer puis stabiliser l'équilibre du monde vivant, l'économie doit être repensée en intégrant dans ses modèles la capacité de régénération des écosystèmes et la dynamique du réchauffement. Certains théoriciens ont imaginé la possibilité de découplage entre croissance (mesurée par une hausse du PIB) et baisse des émissions carbone – notamment par le recours à de nouvelles sources d'énergie.

D'autres¹¹⁶ approches montrent que ce découplage est rare dans les faits, et qu'il est difficile à maintenir dans la durée. Une décroissance de l'économie mesurée sous forme de PIB est-elle nécessaire ? Quelles nations seraient concernées, à quel niveau et selon quelles modalités ? Les analyses existantes ne permettent pas de trancher ces questions de façon claire. Mais en tout état de cause, **certains secteurs doivent impérativement décroître pour éviter un effondrement complet des équilibres terrestres.**

Dans ces cas précis, et compte tenu du temps imparti, on peut estimer que des objectifs contraignants doivent être imposés aux acteurs économiques. Selon Jason Hickel¹¹⁷ "en fin de compte, **les gouvernements doivent fixer des objectifs concrets de réduction de l'utilisation des matériaux et de l'énergie car les taxes ne suffiront pas. Les économistes écologiques insistent sur le fait que la seule façon d'y parvenir est d'imposer une limite stricte : plafonner l'utilisation des ressources et de l'énergie aux niveaux existants et les réduire chaque année jusqu'à ce que l'on revienne dans les limites de la planète.** L'essentiel est que cela se fasse de manière juste et équitable, afin que chacun ait accès aux ressources et aux moyens de subsistance dont il a besoin pour s'épanouir, et que les petites entreprises ne soient pas évincées par les plus gros acteurs".

Ainsi, au-delà des outils réglementaires déjà mis en place par le Green Deal – qui s'insèrent dans les mécanismes de marché, à l'instar de la tarification carbone – l'Europe doit envisager d'aller un cran plus loin en imposant un pilotage fort de certains secteurs particulièrement problématiques. Il s'agit alors de contraindre les entreprises à programmer, à financer et à réaliser leur transition, sous peine de sanctions.

On pourrait citer les secteurs de l'agriculture, de la pêche, dont l'impact sur les écosystèmes est majeur, mais également ceux du ciment ou de la plasturgie. Bien entendu, le secteur prioritaire est celui des entreprises productrices d'énergies fossiles puisqu'il représente la source essentielle des émissions carbonées. Ajoutons à cette liste non exhaustive le secteur des banques, très fortement impliqué dans le financement des entreprises productrices d'énergie. Selon Oxfam,¹¹⁸ en 2021, l'empreinte carbone de chacune des trois plus grandes banques françaises (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole) – étaient supérieures à l'empreinte carbone de la France.

Actuellement la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) française, qui définit les orientations de l'Etat en matière climatique à partir des objectifs fixés par l'UE,

¹¹⁶ <https://eeb.org/library/decoupling-debunked/>

¹¹⁷ *Less is more, how degrowth will save the world*, éditions William Heinemann, 2020

¹¹⁸ <https://www.oxfamfrance.org/rapports/climat-cac-degres-de-trop/>

n'impose aucune contrainte sur les entreprises. Or l'expérience a bien démontré (cf chapitre II.5.1) que, sans contraintes fortes, la quasi-totalité des grandes entreprises ne font pas le nécessaire.

De la même manière, une contrainte dissuasive doit être imposée par l'UE sur les Etats qui ne respectent pas les objectifs de décarbonation.

1.3 Vers une Union politique et démocratique

L'Europe peut faire face aux acteurs privés mondialisés et aux grandes puissances hégémoniques – contrairement aux Etats nation. En ce sens, le nationalisme européen – dont les valeurs et l'histoire sont aux antipodes de la démocratie – représente, au contraire, une stratégie vouée à l'échec. Il n'est pas nécessaire d'attendre la réalisation d'un État européen pour produire des normes capables de modifier le fonctionnement des entreprises et des marchés. Pour autant, cette évolution institutionnelle représenterait l'aboutissement de ce processus. **Ce chapitre propose des pistes de nature à renforcer l'unité politique européenne, en direction d'un Etat commun.**

Pour ne pas se transformer en structure transnationale technocratique – et finalement peu démocratique – cette évolution devrait s'accompagner d'un très fort développement des mécanismes de participation directe des citoyens et d'un renforcement des pouvoirs locaux¹¹⁹.

1.3.1 Priorité à une politique étrangère et à une défense commune

Compte tenu des risques auxquels l'Europe est confrontée, le statu quo apparaît comme un danger pour l'Union. Au fond, la construction d'un marché intérieur ne répond en rien aux menaces d'invasion territoriale, aux tentatives de corruption par les autocraties extérieures, à la domination des marchés financiers. **Face à la poussée des autocraties et aux chocs climatiques, une Europe autonome dans sa défense, cohérente dans ses choix d'alliances et dans sa stratégie géopolitique est indispensable.**

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, une politique étrangère commune de l'UE est la première des priorités. Or une telle politique est incompatible avec un

¹¹⁹ Cette perspective est simplement mentionnée ici mais son importance est capitale. On pense à l'usage du référendum ou au recours à des assemblées de citoyens tirées au sort, sur le modèle de la **Convention Citoyenne sur le Climat (CCC)** française. Ces nouveaux outils permettraient de dynamiser les processus institutionnels de l'UE, souvent complexes et opaques.

Conseil européen dont les décisions doivent être prises à l'unanimité de ses vingt-sept États membres. Depuis l'invasion russe, les membres fondateurs de l'UE, la péninsule ibérique et la Commission européenne s'activent pour qu'une majorité qualifiée soit requise en matière de politique étrangère. Le "groupe d'amis" formé au printemps 2023, est constitué par l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Slovénie. Pourtant, les pays d'Europe orientale s'opposent à l'abandon de l'unanimité qui leur permet, par veto, de bloquer les décisions. Ainsi, la Hongrie a ainsi pu s'opposer au financement de la guerre en Ukraine. Quoi qu'il en soit, une évolution positive – notamment celle de l'Allemagne – témoigne de changements importants sur cette question fondamentale.

L'autre priorité est la constitution d'une union de défense et d'une capacité militaire européenne. Si Donald Trump – ou un autre républicain – est réélu Président des États-Unis en 2026, l'Europe pourrait perdre le soutien de l'Amérique face à la Russie. Or elle n'a, actuellement, pas la capacité de résister seule. La position de l'Allemagne, longtemps réticente à s'engager, a clairement évolué puisque le chancelier Scholz a déclaré viser un nouveau saut d'intégration, afin de renforcer son rôle « géopolitique » et de défendre sa « souveraineté » – un point de vue longtemps défendu par la France seule.

Au sein de l'Union européenne, c'est la France qui possède l'armée la plus puissante (200 000 actifs) mais loin derrière la Chine (2 millions), l'Inde (1,5 million), les États-Unis (1,4 million), ou la Russie (0,8 millions)¹²⁰. L'Allemagne a annoncé souhaiter faire passer les effectifs de la Bundeswehr de 183 000 à 203 000 soldats entre 2021 et 2031. Pourtant cette armée ne parvient pas à recruter et ne tiendra probablement pas ses objectifs. L'objectif de 2 % de PIB octroyé aux dépenses militaires, promis au lendemain de l'invasion russe en Ukraine, sera-t-il tenu ? **Le chancelier allemand a annoncé, en février 2022, la création d'un fonds spécial de 100 milliards d'euros d'investissements dans la défense allemande**, confirmé par le vote du parlement en juin 2023. Une fois encore, les intentions progressent, reste à les concrétiser.

A ce sujet, les milliards promis par le gouvernement allemand serviront, pour l'essentiel, à acheter des chasseurs F-35 américains et non des avions européens. L'industrie militaire européenne n'est toujours pas une priorité pour l'Allemagne, même si des achats d'Eurofighter ECR (Airbus) et un financement du Système aérien de combat du futur (SCAF) sont à l'ordre du jour. Ce choix d'acheter des F 35 est d'ailleurs celui de l'Italie, des Pays-Bas, de la Belgique, de la Pologne, de la Norvège, du Danemark et de la Finlande.

Ajoutons qu'en octobre 2022, Olaf Scholz a signé, aux côtés de 14 États membres de l'Union européenne (Belgique, Bulgarie, République tchèque, Estonie, Finlande,

¹²⁰ <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>

Norvège, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Pays-Bas – une déclaration en faveur d'un bouclier antimissile "European Sky Shield" qui n'inclut pas tous les États de l'Union (la France et la Pologne ont refusé d'y participer).

Une fois de plus, cette démarche signale que le projet d'Europe de la défense est toujours loin d'être une réalité, même s'il progresse sans doute dans les esprits et les discours. Il convient donc de poursuivre le travail de conviction et de progresser pas à pas vers une défense et une industrie militaire commune. Dans ce contexte, le renforcement de l'outil politique (passant par une majorité et non une unanimité pour les questions de défense) nous semble prioritaire car il permettra d'entraîner une dynamique plus large (outils militaires et industriels communs).

1.3.2 Comment progresser vers une unité politique de l'UE ?

La constitution d'un État communautaire offrirait aux nations d'Europe une puissance considérable. Une véritable structure étatique, dotée d'un gouvernement supranational, d'un budget commun, de capacités de défense, permettrait de piloter efficacement la transition énergétique, de soutenir les secteurs stratégiques et de financer les infrastructures clés. Elle permettrait une harmonisation des normes sociales, une cohérence des politiques d'accueil et de migration. **Mais cette Europe est encore lointaine. En attendant, des progrès vers une unité politique et institutionnelle sont possibles.**

Compte tenu de la résistance de certains pays, qui refusent toute modification concernant la majorité qualifiée, l'Union doit proposer plusieurs options d'intégration politique plus ou moins fortes – ce qui est déjà le cas puisque les vingt-sept n'ont pas tous adopté la monnaie unique et certains ne sont pas membres de l'espace Schengen.

Une fenêtre d'opportunité s'est ouverte en Allemagne, longtemps réticente à toute évolution institutionnelle. Ainsi, **l'accord de gouvernement conclu par la coalition feu tricolore (associant sociaux-démocrates, verts et libéraux) a appelé à un « moment constitutionnel » pour l'UE et à « une évolution supplémentaire vers un État européen fédéral ».** D'autres propositions de cet accord de gouvernement rejoignent les positions françaises, faisant référence à la «souveraineté stratégique» ou à l'institution d'un « vrai ministre des Affaires étrangères de l'UE ». Comme le

déclare le think tank Sauvons l'Europe ¹²¹: "cet accord constitue à la fois une nouvelle grammaire institutionnelle en Allemagne et un niveau d'ambition programmatique d'une toute nouvelle dimension".

Lors de ses dernières déclarations, O. Scholtz, a pourtant déçu. Favorable à un nouvel élargissement (Balkans, Ukraine, Moldavie, Géorgie), il a refusé l'option française d'une Europe à plusieurs vitesses permettant d'avancer en petit groupe vers une Union plus politique¹²². On peut imaginer que sous la pression de puissances menaçant l'Europe, un sursaut finira par advenir – en espérant qu'il ne soit pas trop tardif.

En décembre 2023, les 27 gouvernements de l'UE doivent décider s'ils ouvriront des négociations formelles d'adhésion avec l'Ukraine, la Moldavie, la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie. Ce nouvel élargissement menace l'Europe de paralysie, avec des majorités encore plus complexes à trouver.

L'élargissement à l'Ukraine et aux Balkans est pourtant essentiel d'un point de vue géopolitique. Si l'Ukraine est attaquée militairement par la Russie, **les Balkans constituent un point d'entrée commercial majeur pour la Chine en Europe.** Comme l'explique Marie Krpata,¹²³ "si l'UE veut être un acteur géopolitique, elle se doit avant tout d'assurer la stabilité et la cohésion dans son voisinage, en se créant des leviers sur le plan de la sécurité énergétique, des chaînes de valeurs et des projets d'infrastructures". Or **la Chine, à travers les Nouvelles routes de la soie est déjà fortement implantée dans les Balkans à travers des projets d'infrastructure – à hauteur de 800 milliards de dollars selon l'American Enterprise Institute.** "Certains projets ont particulièrement fait parler d'eux, comme le chemin de fer Belgrade-Budapest, le tronçon d'autoroute Bar-Boljare reliant la Serbie et le Monténégro, le pont Pelješac en Croatie, ou encore le plus connu d'entre eux, le port du Pirée". Arrimer les Balkans à l'Europe, et se donner les moyens de les intégrer économiquement et politiquement est donc une priorité pour l'UE.

Dans le cadre d'un futur élargissement, il sera essentiel de mettre un terme aux violations de l'État de droit puisque cette problématique, déjà présente en Hongrie et en Pologne, pourrait s'aggraver avec certains nouveaux Etats membres. Bruxelles doit avoir les moyens de garantir la cohérence de l'espace constitutionnel européen, et pour cela, elle doit être en capacité de déclencher des

¹²¹

<https://www.sauvonsleurope.eu/laccord-de-coalition-du-gouvernement-feu-tricolore-allemand-un-texte-trop-progressiste-et-trop-euro-et-francophile-pour-etre-vrai/>

¹²² Discours de Prague, 29 août 2022.

¹²³

https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/krpata_europe-strategie-geopolitique_2023.pdf

sanctions dissuasives (blocage des subventions, retrait du droit de vote au Conseil) sans passer par une unanimité.

1.3.3 Financer l'Union

Le budget européen a représenté 168 milliards d'euros en 2023. A titre de comparaison, le budget français est de 277 milliards d'euros, celui de l'Allemagne de 450 milliards, et celui des Etats-Unis de 7000 milliards de dollars. **L'Union Européenne, géant économique, est donc un nain politique doublé d'un nain budgétaire.** Par ailleurs, le budget de l'UE repose à 80 % sur les contributions des Etats membres, ce qui limite considérablement le pouvoir du Parlement européen. **Un véritable budget alimenté par des ressources propres est au fondement de l'intégration politique du continent.**

Au-delà du plan NextGenerationEU en 2020, inédit par sa forme et son ampleur, les libéraux européens – notamment allemands – demeurent réticents à l'idée d'augmenter les moyens communs. Les négociations pour réformer le Pacte de stabilité montrent que l'approche libérale, consistant à limiter au maximum les dépenses publiques, est toujours au cœur de la pensée européenne. Pourtant, un grand plan d'investissement public dans la transition écologique de 2000 milliards d'euros est nécessaire sur la décennie. Il implique un budget européen stable dédié à l'investissement dans l'écologie et la solidarité.

La mésaventure du Fonds de souveraineté européen destiné à financer l'industrie verte, souhaité par la Commission de Bruxelles, a confirmé la prédominance des logiques nationales sur celles de la communauté. La France a soutenu l'idée d'un fonds financé par une dette européenne commune mais l'Allemagne et les Pays-Bas l'ont refusée. Malgré les déclarations d'intention de la coalition feu tricolore concernant la nécessité d'une évolution vers une Europe plus souveraine ou fédérale, l'Allemagne a, une fois de plus, sabordé la création d'un outil communautaire majeur au profit de son intérêt propre. Son fonds pour le climat et la transformation (KTF) sera doté d'une généreuse enveloppe de 211 milliards d'euros pour la période 2024-2027.

Dans le même ordre d'idée, la réponse européenne au défi de l'IRA américain relève d'une lourde inconséquence. Après avoir perdu la quasi-totalité de son industrie solaire, laminée par des exportations chinoises subventionnées, l'Europe prend le risque de perdre l'opportunité de développer une industrie stratégique. Combien d'échecs et de déroutes seront nécessaires pour intégrer un nouveau paradigme ? Comme l'explique Simone Tagliapietra de l'Institut Bruegel, « l'Europe ne peut être compétitive au niveau international qu'avec une réponse commune qui crée un avantage pour les entreprises européennes sur les marchés mondiaux. Sans une

dimension européenne forte, les États membres finiront par se cannibaliser les uns les autres ».

1.4 Face à l'obsession identitaire : renverser la question migratoire

Parce qu'elle représente un point de fixation majeur dans le débat politique européen, nous consacrons un chapitre spécifique à la question migratoire. A notre sens, cette question est avant tout le symptôme de l'effondrement démocratique sur lequel prospèrent des mouvements populistes, beaucoup plus qu'un problème réel mettant en "danger" l'organisation des sociétés européennes. En revanche, cette obsession migratoire conduisant à des politiques de plus en plus violentes et inhumaines, affaiblit profondément le projet démocratique européen fondé sur le respect des droits humains.

Rappelons que, dans le but de contourner ses obligations liées aux conventions internationales, l'Union délègue désormais la gestion de ses frontières à des pays non européens. Elle a conclu 18 accords de réadmission officiels avec des pays tiers et au moins 11 accords informels qui échappent à tout contrôle parlementaire et judiciaire. **Ces accords offrent d'importantes contreparties financières aux pays signataires, créant un véritable commerce migratoire.**

Les Etats situés aux frontières extérieures de l'UE sont ainsi en position d'exercer de multiples chantages, contrôlant ou déclenchant des départs, en lien avec des organisations criminelles qui organisent les passages. L'Europe est engagée dans une relation de dépendance problématique avec certaines nations extérieures qui tirent un profit important de la migration. On peut d'ailleurs se demander si cette politique, loin de réduire les flux de départ, ne contribue pas à l'augmenter dans certains cas.

L'UE a ainsi payé près de 10 milliards d'euros¹²⁴ à la Turquie pour stopper l'arrivée massive de Syriens à partir de 2015. En mars 2020, Recep Tayyip Erdogan, le président turc, souhaitant obtenir de nouveaux financements n'a pas hésité pas à menacer l'Europe de laisser passer « des millions » de personnes.

¹²⁴

https://france.representation.ec.europa.eu/informations/turquie-lue-consacre-12-milliard-deuros-en-2022-au-soutien-aux-refugies-et-la-gestion-des-frontieres-2022-12-12_fr#:~:text=La%20Commission%20a%20adopt%C3%A9%20une,aux%20r%C3%A9fugi%C3%A9s%20pr%C3%A9sents%20en%20Turquie.

En 2018, le Conseil européen a augmenté le financement des gardes-côtes libyens et a validé la création de centres « contrôlés » permettant de trier migrants économiques et demandeurs d'asile. Entre 2018 et 2022, 50 000 migrants ont été interceptés en mer par les Libyens.

Plus récemment, en Juin 2023, l'Europe a promis 100 millions d'euros à la Tunisie pour qu'elle contrôle les départs et qu'elle opère un plus grand nombre d'interceptions en mer. Il s'agit également de pouvoir rapatrier des migrants dans ce "pays sûr" gouverné par l'autocrate Kaïs Saïed.

En juin 2023, les ministres des Etats membres ont trouvé un accord permettant une procédure accélérée d'examen des demandes d'asile dans des centres situés aux frontières afin de renvoyer les migrants venus de pays qui ont statistiquement le moins de chances de se voir accorder le statut de réfugiés (Maroc, Algérie, Tunisie, Sénégal, Bangladesh, Pakistan).

Cette politique a pour conséquence de nombreuses atteintes aux droits humains : refoulement et disparitions de milliers de migrants en mer, harcèlement policier, alliance avec des autocraties pour la gestion des flux. On estime que 27 000 personnes ont péri lors de leur tentative de passage vers l'Europe depuis 2014¹²⁵.

En mai 2023, une mission d'enquête de l'ONU a constaté des crimes contre l'humanité dans des centres de rétention pour migrants en Libye : détention arbitraire, meurtres, tortures, viols, esclavage sexuel et disparitions forcées. Les experts attribuent les faits aux gardes-côtes libyens et à des groupes armés. Or, en mars 2023, le Conseil européen a renouvelé pour deux ans son soutien financier et matériel aux autorités libyennes pour stopper les migrants.

Dans ce contexte, il est essentiel de prendre un certain recul et de questionner cette fuite en avant sécuritaire. **L'Europe est-elle réellement submergée de migrants et serait-elle dans l'incapacité de les accueillir ?** D'un point de vue tendanciel, si le nombre d'arrivées augmente - comme dans toutes les régions du monde - l'Union accueille une proportion relativement faible de migrants. **Les franchissements irréguliers des frontières extérieures de l'Europe sont estimés à environ 150 000 personnes par an, ce qui correspond à 0,03 % de la population de l'UE : cette proportion n'a aucune conséquence sur la composition ou le socle culturel des sociétés européennes.** Hors d'Europe, de nombreux pays reçoivent des proportions

125

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/08/10/naufrages-en-mediterranee-avec-plus-de-2-000-morts-depuis-le-debut-de-l-annee-le-bilan-de-2022-est-deja-depasse_6185020_4355770.html

bien plus importantes de migrants, sans pour autant être déstabilisés ou submergés (4 millions de réfugiés sont présents en Turquie).

A côté de cette dynamique tendancielle, à la hausse, mais minime, on peut relever deux moments de “crise” migratoire liés à des guerres aux portes de l’Europe. La première grande vague, en 2015, constituée d’un million de réfugiés, essentiellement syriens, a largement été absorbée par l’Allemagne. Selon l’Institut de recherche sur l’emploi (IAB), la moitié des réfugiés occupaient un emploi en 2021. L’Allemagne, loin d’être débordée par cet afflux important (1,6 millions de personnes accueillies entre 2015 et 2021 en comptant les migrants de Syrie, d’Afghanistan, d’Irak, d’Iran et d’Erythrée) a su loger les nouveaux arrivants, les nourrir, les former à la langue allemande et à un métier. Organisations caritatives et entreprises ont participé à l’initiative « Wir zusammen » (« nous ensemble ») pour réussir cette intégration. L’Allemagne, dont les besoins en main d’œuvre sont importants, y trouve un bénéfice pour son économie.

La seconde vague migratoire majeure, venue d’Ukraine, est la plus forte jamais connue dans l’histoire récente. Elle n’a provoqué aucune “panique” européenne ni difficulté majeure. Depuis le début de la guerre, 16 millions d’Ukrainiens ont fui leur pays, onze millions sont rentrés dans leur pays mais près de 5 millions résident toujours dans l’Union Européenne. L’Allemagne et la Pologne accueillent plus d’un million de réfugiés chacune (la France, moins de 120 000). Le régime européen de protection temporaire a permis l’accès des réfugiés au système de santé, aux aides sociales, à une éducation et au marché du travail avec 1,3 million de contrats d’embauche signés. Face à cet afflux massif, le plus important jamais connu dans l’histoire européenne récente, aucune “déstabilisation” n’a été constatée.

En analysant les données avec recul et discernement, on constate donc que les flux de migrations ne représentent aucune problématique insurmontable d’intégration pour l’Europe. En terme de coût fiscal, l’OCDE¹²⁶ a montré que l’impact de l’immigration était neutre. Un rapport du Conseil de l’Europe¹²⁷ estime que 4 à 5 millions de travailleurs sans papiers “invisibles” et sans droits sont, *de facto*, intégrés au marché du travail européen. Ce système est doublement “hypocrite” selon le rapport : “d’une part, les travailleurs contribuent à la prospérité d’une société mais sont dénoncés comme *personae non grata* ; d’autre part, certains de ces travailleurs contribuent quand ils le peuvent au financement des différents systèmes d’assurance, mais n’ont pas droit, par exemple, aux allocations de chômage et/ou à l’aide sociale s’ils ne peuvent pas travailler (par exemple en cas de maladie ou de

¹²⁶ <https://www.oecd.org/fr/els/mig/PMI-2013-chap3-impact-fiscal-de-l-immigration.pdf>

¹²⁷

<https://rm.coe.int/health-and-social-protection-of-undocumented-workers-or-those-in-an-ir/1680ab501d>

pandémie)”. **Plusieurs études montrent enfin que l’impact de l’immigration est positif car, loin de “prendre” des emplois aux ressortissants nationaux, les travailleurs immigrés assurent les emplois essentiels délaissés par les nationaux (BTP, entretien, restauration, services à la personne) et contribuent par là même au fonctionnement global de l’économie.**

Comme le rappelle François Héran¹²⁸, “la France est un pays qui accueille peu, en proportion de sa taille et de sa richesse : elle se situe dans la moyenne basse européenne”. La patrie des droits de l’homme a accueilli 4% des Syriens réfugiés dans l’UE contre 50% pour l’Allemagne. Concernant les ukrainiens, la France a également accueilli 4% des réfugiés.

Alors qu’aucune donnée scientifique ne corrobore la thèse du “grand remplacement”, les politiques publiques anti-immigrations donnent finalement du crédit à une immense mystification. Souvenons-nous des théories concernant les juifs dans les années 30 : elles avaient convaincu de nombreux pans de la société européenne. Étaient-elles fondées d’une quelconque manière ? Il est urgent de retourner la question migratoire contre ceux qui en font une arme de propagande et de désinformation.

Cette problématique nous renvoie à celle des médias, à la qualité de l’information reçue, à la diffusion des travaux scientifiques auprès de l’opinion. Dans ce contexte, il semble indispensable d’accompagner la recherche en sciences humaines, de soutenir le journalisme indépendant et de lutter de façon vigoureuse contre la diffusion d’informations fallacieuses ou de prises de positions incitant à la violence ou à la discrimination. Cette régulation de médias mus par des logiques de marché ou d’influence est très mal pensée et trop peu prise en charge par les démocraties contemporaines (cf Recommandations)¹²⁹.

L’autre angle d’attaque du sujet migratoire concerne, beaucoup plus directement, l’organisation des mouvements de population et leur accueil. La logique actuelle, visant à stopper les flux de migration, implique des violences extrêmes – meurtres, emprisonnements, refoulement en mer, non assistance aux naufragés – de la part des autorités européennes ou de leurs partenaires extra-européens. A rebours de cette dynamique de violence qui ne stoppe pas les arrivées, s’oppose une politique de maîtrise des flux qui vise à organiser la migration.

¹²⁸ Professeur au Collège de France, auteur de *Avec l’immigration*, Editions de la Découverte, 2017.

¹²⁹ Nous ne développerons pas cette réflexion mais il s’agit, à coup sûr, d’un sujet majeur concernant le fonctionnement et la survie de nos démocraties.

Pour cela, l'Union doit mettre en place des corridors humanitaires afin d'éviter les naufrages et les passages terrestres désordonnés. Les accords avec les pays traitant les migrants de façon indigne ne peuvent être maintenus. Une gestion communautaire unifiée et contraignante doit être mise en place, avec une juste répartition de l'accueil entre les pays doit être instituée, à proportion de leur population et de leur richesse. L'Europe peut faire face aux arrivées, profiter de l'apport des travailleurs migrants au marché du travail et à la culture en se montrant à la hauteur de ses valeurs humanistes. Elle doit soutenir les pays de l'UE les moins dotés pour un accueil et une intégration rapide des populations migrantes. Enfin, une véritable politique de développement à l'égard des pays de départ doit être envisagée sans être conditionnée au contrôle des frontières.

2. Alliance des démocraties et stratégie face aux autocraties

Renforcement des liens avec les démocraties, diminution des dépendances avec les autocraties : dans un contexte de risque accru, l'Europe doit se préparer à faire face dans un monde conflictuel, tout en cherchant à promouvoir un cadre de coopération aussi large que possible. Un double objectif d'alliances plus fortes et d'indépendance vis-à-vis de pays rivaux ne sera possible qu'à travers un renforcement de l'autonomie européenne au plan militaire, politique et économique.

2.1 Protéger les démocraties

Le temps de la naïveté – celui d'un doux commerce conduisant l'ensemble du monde à la démocratie – s'est achevé. Le temps du réalisme – qui ne s'oppose pas à la défense inconditionnelle des valeurs européennes humanistes – doit s'imposer. Les Etats-Unis ont compris que la survie des démocraties passe désormais par leur unité et leur défense commune face à des régimes autocratiques offensifs et puissants. L'Europe semble avoir perçu la menace mais tarde à mettre en œuvre les solutions indispensables. L'une d'entre elles consiste à renforcer les alliances militaires, mais aussi politiques et économiques entre les deux grands continents démocratiques – les Etats-Unis et l'Europe. Alliance ne signifie pas soumission : une Europe plus puissante et plus unie doit au contraire permettre de construire des relations plus équilibrées avec notre principal partenaire stratégique. Une telle position ne procède pas d'un Atlantisme inconditionnel, mais d'une analyse de la situation actuelle, celle d'un effondrement démocratique en cours, et de la nécessité d'agir.

2.1.1 Renforcer la défense européenne

La première condition de la survie des démocraties européennes est leur capacité à défendre le territoire (chapitre 1.2). Après la guerre froide, les européens avaient cédé au mirage de la paix perpétuelle, négligeant leurs budgets de défense (ils représentaient 3 à 4% du PIB en Europe avant la chute du mur, 1% depuis). **Face à la Russie, la paix en Europe suppose de se réarmer (cf chapitre 1.2) et de consolider l'alliance avec les Etats-Unis à travers l'Otan.**

Le retard pris par l'Europe en termes d'équipement et poids politique place les européens en situation de "vassaux" des Etats-Unis comme l'expliquent Jana Puglierin

et Jeremy Shapiro¹³⁰. Les Vingt-Sept ont pourtant montré une unité et une détermination rare depuis l'invasion russe. Ils ont sanctionné Moscou, soutenu Kiev, accueilli des millions de réfugiés, réduit les importations d'hydrocarbures russes de façon drastique. Le volume de l'aide européenne à l'Ukraine est proche du volume de l'aide américaine (0,07% du PIB américain, et 0,05% du PIB européen). Néanmoins, ce sont les Etats-Unis qui ont pris l'initiative, fixé les objectifs et apporté l'essentiel du soutien militaire. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, s'est montré incapable de décider de l'envoi de chars Leopard 2 sans l'aval des américains.

Le renforcement de la défense européenne est le préalable à un partenariat transatlantique plus équilibré. Faute de défense européenne intégrée, toujours retardée, ce rééquilibrage ne pourra se faire que de façon progressive. Poursuivre l'objectif d'autonomie stratégique est pourtant indispensable dans la mesure où l'Europe devra, aussi rapidement que possible, pouvoir compter sur ses propres forces. Le budget militaire chinois a augmenté de plus de 500% en vingt ans et le front asiatique pourrait devenir prioritaire pour les États-Unis.

2.1.2 Défendre et promouvoir les démocraties

Au-delà de la dimension militaire, l'Europe doit s'engager et construire de nouvelles alliances politiques et stratégiques. Face aux défis chinois ou russes, il est indispensable que les grandes nations occidentales défendent les valeurs et le projet démocratique.

En 2021, les Etats-Unis ont invité une centaine de dirigeants de pays au Sommet pour la démocratie pour "faire face aux menaces pesant sur les valeurs communes". L'organisation de cet événement, en mode virtuel, au moment du Covid, a suscité peu d'enthousiasme, des railleries, voire un malaise. Sur le fond, les observateurs ont décrit des discours convenus et peu d'actes concrets. Sur la forme, certains invités, dont la France, ont prôné une approche multilatérale plus classique pour éviter de stigmatiser les pays exclus (Chine, Russie, Iran, Turquie ou Hongrie par exemple).

En 2022, le second sommet pour la démocratie a permis des avancées plus tangibles¹³¹: essentiellement une augmentation du financement américain pour soutenir des médias indépendants, lutter contre la corruption, ou soutenir des élections libres et équitables dans un certain nombre des pays. Près de 700 millions de dollars ont été

¹³⁰

<https://ecfr.eu/publication/the-art-of-vassalisation-how-russias-war-on-ukraine-has-transformed-transatlantic-relations/>

¹³¹

<https://www.usaid.gov/news-information/press-releases/mar-28-2023-usaid-announces-new-initiatives-2023-summit-democracy-and-updates-progress-made-2021-summit>

débloqués, en plus des 400 millions annoncés lors du premier sommet. L'USAID a proposé des partenariats pour le développement démocratique de certains pays : l'Arménie, la République dominicaine, l'Équateur, le Malawi, le Népal, la Macédoine du Nord, le Paraguay, le Timor-Oriental et la Zambie. Pourtant, une fois encore, le sommet n'a obtenu qu'un faible impact médiatique et politique.

Sans doute faudrait-il imaginer un fond de soutien beaucoup plus important aux démocraties en difficulté et une approche plus large incluant des questions comme celle de la dette et de la coopération. Un forum permanent des démocraties plus ouvert, moins centré sur les Etats-Unis, permettant de débattre et de dresser un bilan et des perspectives pour les démocraties, en incluant les sociétés civiles du Nord et du Sud, serait le bienvenu. Le sommet voulu par Joe Biden a le mérite de prendre l'initiative. Il a posé le sujet essentiel de la défense de la démocratie au plus haut niveau.

Reste à savoir si les démocraties occidentales sont suffisamment vertueuses et crédibles pour engager une "croisade" en faveur d'un modèle qu'elles ne sont plus vraiment capables d'incarner ? **Le réarmement des démocraties doit, en premier lieu, passer par une exemplarité occidentale qui fait défaut aujourd'hui (cf chapitre 2.4). Les entorses aux droits humains, les ventes d'armes et alliances avec de nombreuses dictatures décrédibilisent les Etats-Unis comme l'Union Européenne.** Mettre fin à ses contradictions est un préalable indispensable à toute prétention de reconquête démocratique.

2.1.3 Pour un nouvel équilibre dans les relations entre Europe et Etats-Unis

Au-delà de ce sommet, il est nécessaire de repenser les relations politiques et stratégiques de l'Europe et des Etats-Unis dans un cadre qui dépasse les partenariats militaires ou le commerce. Une vision et une stratégie globale réunissant les deux grands continents occidentaux pourrait contribuer à dynamiser le projet démocratique. **En 1962, John F. Kennedy souhaitait « déclarer l'interdépendance » des États-Unis avec les Européens pour construire un partenariat « mutuellement bénéfique ».** Dans un contexte de fracturation Nord-Sud et d'affaiblissement des démocraties, cette proposition fait sens.

Pour les Etats-Unis, l'Europe est principalement considérée dans le cadre de l'OTAN – rarement sous l'angle de l'Union européenne. L'UE est souvent jugée incompréhensible et inopérante par la classe politique ou les médias américains. La célèbre phrase de Henry Kissinger « l'Europe, quel numéro de téléphone ? », prononcée en 1970, demeure un leitmotif outre-atlantique. **Pour s'imposer comme**

un partenaire crédible, une évolution vers une Europe qui parle d'une seule voie est incontournable.

Malgré des ambiguïtés et des incohérences certaines, Joe Biden a montré sa volonté de rapprochement avec l'Europe et a offert un soutien inconditionnel à l'Ukraine. Au-delà du front uni face à la Russie, « l'état d'esprit a nettement changé sous l'administration du président américain Joe Biden » estime Agathe Desmarais¹³². « Les États-Unis estiment désormais que l'Europe doit être à bord pour que les plans occidentaux de réduction des risques aboutissent ». C'est un tournant radical par rapport à la politique de son prédécesseur Donald Trump, à la fois isolationniste et nationaliste. **Si les Républicains ne reviennent pas au pouvoir en 2024, il existe donc une fenêtre d'opportunité pour faire évoluer les relations vers un partenariat plus global, plus politique et plus équilibré.**

La proposition de fonder le commerce sur le "friend shoring" (relocalisation chez les pays amis), exposée par la secrétaire au Trésor Janet Yellen¹³³ en avril 2022, mérite d'être considérée. Elle consiste à échanger en fonction d'une logique géopolitique et plus uniquement dans une logique commerciale. Unanimement critiquée par les économistes libéraux, elle répond pourtant à une logique de bon sens concernant certaines autocraties menaçantes. Comme l'explique Isabelle Bensidoun¹³⁴, **"la mondialisation ne peut plus être guidée uniquement par des critères économiques, c'est-à-dire par la réduction des coûts. Elle va donc devenir plus politique.** Avec la guerre en Ukraine, nous prenons conscience que les échanges sont plus risqués avec certains pays que d'autres, et que leur fluidité n'est pas indépendante du régime politique de nos partenaires. Est-ce que l'on peut continuer à commercer avec des autocraties ? C'est une question qui se pose aujourd'hui".

Les Etats-Unis ont entamé une traduction concrète de ce "friend shoring" à travers des partenariats. Des chaînes d'approvisionnement sécurisées sont mise en place dans l'Indo-Pacifique (Indo Pacific Economic Framework¹³⁵), en Amérique (Partenariat des Amériques pour la prospérité économique) ou en Europe dans le cadre du **Conseil du commerce et de la technologie (Trade and Technology Council).**

¹³²

<https://legrandcontinent.eu/fr/2023/10/20/le-deuxieme-sommet-etats-unis-union-europeenne-souvre-a-washington/>

¹³³ <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0714>

¹³⁴

<https://www.alternatives-economiques.fr/isabelle-bensidoun-mondialisation-ne-plus-etre-gu-idee-r/00103392>

¹³⁵

<https://legrandcontinent.eu/fr/2022/09/08/lancement-du-cadre-economique-indo-pacifique-pour-la-prosperte-de-biden/>

A travers le TTC, créé en septembre 2021, Etats-Unis et UE abordent des sujets comme la régulation de l'Intelligence Artificielle, les semi-conducteurs, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les manipulations de l'information, le travail forcé, les subventions en faveur des énergies renouvelables, le filtrage des investissements étrangers ou les restrictions à l'exportation vers la Russie. Les deux parties ne sont pas parvenues à une conclusion sur la question des minéraux essentiels, les américains souhaitant aboutir à un véritable accord de libre-échange alors que la Commission européenne n'a aucun mandat pour une telle négociation.

Présenté comme un « forum » d'échange institutionnel, le TTC a en fait vocation à traiter des questions stratégiques majeures. La Commission européenne y est présente sans réel mandat politique (seuls les commissaires au commerce, à la concurrence et au marché intérieur y sont présents). Des soupçons existent quant à un agenda commercial caché du TTC. Ce dernier a été soupçonné¹³⁶ d'être une instance de négociation revenant, sans mandat, sur les objectifs du TAFTA (accord de libre échange transatlantique) abandonné en avril 2019. D'un côté, le Commissaire au Commerce international Dombrovskis aurait déclaré devant le Parlement Européen que « le TTC est un cadre de coopération qui permet d'agir sur des mesures juridiques ». A l'inverse, l'UE et les États-Unis avaient annoncé, lors de l'inauguration du TTC, que le Conseil s'inscrivait dans un cadre non contraignant afin de "coordonner les approches des principales questions technologiques, économiques et commerciales mondiales [...] et de fonder leurs politiques sur des valeurs démocratiques communes".

Plus de transparence pour écarter du TTC tout agenda commercial déguisé, et un véritable objectif de coopération stratégique s'imposent. On peut imaginer que cette enceinte "technique" se transforme en institution bilatérale à vocation géopolitique (encore faudrait-il que l'UE soit capable de parler d'une seule voix).

C'est encore loin d'être le cas aujourd'hui, comme le déclare Julian Ringhof¹³⁷ : "bien que l'UE ait reconnu l'importance géostratégique de contrôles plus larges des exportations des alliés, le pouvoir de mettre en œuvre de tels contrôles incombe largement aux États membres, et non à la Commission européenne. De plus, la perception de la menace et les dépendances économiques à l'égard de la Chine diffèrent entre les États membres de l'UE, ainsi qu'entre l'UE et les États-Unis. Il n'est donc pas surprenant que les États-Unis n'aient pas encore réussi à convaincre les principaux États membres de suivre leur approche en matière de contrôle des

¹³⁶

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-donne-moi-ta-montre-europeenne-je-te-donnerai-lheure-americaine-1933589>

¹³⁷

<https://ecfr.eu/article/setting-the-tone-the-value-of-the-eu-us-trade-and-technology-council/>

exportations à l'encontre de la Chine. Et il serait déraisonnable d'attendre du TTC – une initiative technologique et commerciale menée par la Commission – des résultats concrets sur cette question de politique de sécurité. La configuration du TTC et les réalités de la politique étrangère de l'UE signifient que l'initiative ne peut tout simplement pas devenir l'outil géopolitique immédiatement efficient envisagé par les États-Unis”.

Au-delà du TTC, une alliance politique plus forte suppose une confiance mutuelle. Or cette dernière fait aujourd'hui défaut. L'IRA, qui a représenté un choix préjudiciable envers l'allié européen, est le dernier épisode en date d'une relation complexe. L'Europe tente désormais de négocier des compensations auprès des États-Unis, non sans ressentiment. Il est regrettable que l'Union n'ait pas été capable de soutenir son industrie à travers un Fonds européen de souveraineté équivalent à l'IRA.

De l'autre côté, une position claire de l'Europe vis-à-vis de la Chine est attendue par les États-Unis. Or, au sein de l'Union, des positions contradictoires ont, une fois de plus, décrédibilisé l'Union. **Ursula Von Der Leyen¹³⁸ a appelé à la “réduction des risques” avec la Chine. Annalena Baerbock, ministre des affaires étrangères allemande, a mis en garde Pékin contre toute volonté hégémonique chinoise¹³⁹. Emmanuel Macron, revenant de Pékin, a en revanche déclaré, à propos de Taïwan, que “la pire chose serait que nous, européens, suivions aveuglément les États-Unis”¹⁴⁰.** Une prise de position qui a suscité l'incompréhension et la colère des alliés européens et de Washington.

Face à la position de plus en plus agressive de la Chine, le véritable sujet pour l'Europe ne se pose pas en termes d'indépendance ou de servilité vis-à-vis des États-Unis, il se pose en termes de valeurs et de stratégie de défense des démocraties. L'enjeu est de construire une alliance fondée sur des principes partagés et sur un projet commun. Cela ne signifie pas qu'une logique d'affrontement bloc contre bloc, comparable à celle qui prévalait à l'époque de la guerre froide, soit souhaitable. L'espace de dialogue avec les grandes autocraties doit bien entendu rester ouvert (cf chapitre 2.4) dans le but de susciter des évolutions positives. En revanche, la politique commerciale et diplomatique de l'Union doit désormais s'aligner sur ses grands principes.

¹³⁸ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_23_2063

¹³⁹

<https://www.politico.eu/article/taiwan-china-war-germany-annalena-baerbock-horror-scenario/>

¹⁴⁰

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/12/en-chine-les-propos-d-emmanuel-macron-sur-taiwan-salues-par-le-global-times_6169194_3210.html

2.2 Ne plus financer les autocraties

2.2.1 Nouvelle approche de la mondialisation et de la Chine

Les Etats-Unis, désormais menacé par la mondialisation libérale dont ils furent le premier promoteur, ont entamé un changement de cap idéologique. Le gouvernement Biden a exposé une nouvelle conception des rapports du politique aux acteurs économiques. **Ainsi, explique Janet Yellen¹⁴¹, "il nous faut reconnaître que le secteur privé n'internalise pas à lui seul un niveau suffisant de résilience économique. Trop d'entreprises se concentrent sur la réduction des coûts à court terme et ne tiennent pas compte des risques à plus long terme.** Même lorsque les entreprises visent un niveau optimal de résilience à travers des politiques d'assurance et la constitution de stocks, elles ignorent bien souvent les considérations de sécurité nationale ou le risque de voir l'interruption de leur production impacter d'autres entreprises et les consommateurs. **Les gouvernements jouent un rôle essentiel dans le renforcement de la résilience économique au niveau national. Nous pensons qu'il est important de nous détourner d'un commerce qui ne vise que les chaînes d'approvisionnement les moins coûteuses sans prendre en considération d'autres facteurs, tels que les risques liés à la concentration, à la géopolitique et à la sécurité, ainsi qu'aux droits de l'homme".**

S'il ne s'agit là que d'un discours – et il faudra juger de l'évolution de la politique américaine dans les faits et sur la durée – il semble qu'une évolution soit bien engagée, avec une approche de l'économie plus stratégique sortant du cadre limité de l'offre et de la demande.

La Chine, quant à elle, poursuit un pilotage économique qu'elle n'a jamais abandonné. Il y a une dizaine d'années déjà, elle a produit un schéma stratégique de « circulation duale » (dans le cadre du plan "Made in China 2025" formulé en 2015) visant à réduire les dépendances extérieures et à s'appuyer sur la demande domestique. L'objectif de Pékin est d'être en capacité de produire l'ensemble des produits nécessaires à son économie afin de se protéger des chocs extérieurs. Or, la réalisation de ce objectif est déjà très avancée comme l'explique Viviana Zhu¹⁴² : "la Chine est entrée dans la dernière phase de son industrialisation. Elle remplit déjà les conditions nécessaires à l'affirmation d'une économie axée sur la circulation intérieure. Elle possède d'une part le système de production industrielle le

¹⁴¹ <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0714>

¹⁴²

<https://www.institutmontaigne.org/expressions/china-trends-7-la-double-circulation-de-leconomie-chinoise>

plus complet et le plus vaste : elle est le seul pays au monde à disposer de toutes les catégories industrielles répertoriées dans la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique. La Chine dispose d'autre part d'un immense marché de consommation intérieur, dont les besoins sont divers". **Ce mouvement vers la réduction drastique des dépendances chinoises a été enclenché avec près d'une dizaine d'années d'avance sur l'occident.** La part des importations chinoises est d'ailleurs passée de 28 points de PIB en 2004 à 17 points de PIB en 2019¹⁴³.

Alors que les Etats-Unis et la Chine affirment leur choix de pilotage politique, d'autonomie et de la réduction de leurs dépendances, l'Europe a une position beaucoup plus ambiguë qui traduit sa fragilité.

L'Union n'a pas produit de nouvelle vision relative à la mondialisation : elle s'est contentée de réaffirmer son attachement aux fondamentaux du libre échange tout en assurant vouloir minimiser certains risques ou entorses aux règles. En 2020, la Commission a évoqué une "d'autonomie stratégique ouverte"¹⁴⁴ – un concept quelque peu ambigu.

En revanche, l'UE a bien entrepris une redéfinition de sa relation à la Chine, son premier partenaire au sein de la mondialisation. Le 30 mars 2023, Ursula Von Der Leyen¹⁴⁵, Présidente de la Commission européenne a désigné la Chine comme un « rival stratégique » et souhaité une réduction des risques ("derisking"). Cette position est un pas décisif puisqu'elle met sur la table, pour la première fois, les enjeux du risque hégémonique chinois. Elle rompt *de facto*, avec une approche de la mondialisation sans limite et sans risque.

Pourtant, le même discours de la Présidente de la Commission précise "qu'il n'est ni viable, ni dans l'intérêt de l'Europe, de se distancier de la Chine" : une nuance paradoxale, voire contradictoire avec la première partie du propos. Selon la Présidente, l'UE ne doit pas chercher à "couper les liens économiques, sociétaux, politiques ou scientifiques", mais plutôt à "rééquilibrer les relations sur la base de la transparence, de la prévisibilité et de la réciprocité". Ursula Von der Leyen ajoute à ce propos que l'UE doit utiliser les outils prévus par le droit commercial en cas d'infraction.

Lors de son discours sur l'état de l'Union de septembre 2023, Ursula Von Der Leyen¹⁴⁶ attaquant la Chine, construit à nouveau sa critique dans le cadre du marché et des

¹⁴³ Banque Mondiale

¹⁴⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0456&from=EN>

¹⁴⁵ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_23_2063

¹⁴⁶ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/speech_23_4426

distorsions de concurrence : “ Prenez le secteur des véhicules électriques. C'est une industrie essentielle pour l'économie propre, qui recèle un énorme potentiel pour l'Europe. Mais les marchés mondiaux sont aujourd'hui inondés de voitures électriques chinoises bon marché dont le prix est maintenu artificiellement bas par des subventions publiques massives. Cela fausse notre marché. De même que nous ne l'acceptons pas en notre sein, nous ne l'acceptons pas venant de l'extérieur”.

Dans l'immédiat, l'Union ne sanctionne pas la Chine pour ses pratiques “déloyales” quand les Etats-Unis agissent à travers de multiples taxes et interdictions. **L'Europe menace, mais laisse au secteur privé le soin de décider comment réduire les risques liés à leurs chaînes d'approvisionnement.**

Peut-on imaginer une normalisation des relations Chine-UE dans le cadre d'une “saine” mondialisation telle que le libéralisme des années 80 l'avait définie ? On peut en douter. **L'Europe, incapable de se distancier d'un modèle mondialisé dont certains de ses Etats ont largement profité, ne semble pas avoir compris que le monde avait changé d'époque et que ses concurrents jouent avec de nouvelles règles.**

Le corollaire de ce manque de vision et d'action, est l'incapacité européenne à soutenir massivement son industrie, à l'instar de la Chine et des Etats Unis. Par là même, l'Union prend le risque d'être distancée sur les marchés les plus stratégiques en augmentant ses dépendances. **Pour rester dans le jeu, l'Europe doit assumer le choix d'une véritable politique industrielle à l'échelle communautaire.** Dans ce cadre, favoriser la production européenne ou locale dans les marchés publics (qui représentent 14 % du PIB soit 1 800 milliards d'euros par an), tout comme le font les Etats-Unis et la Chine, semble relever de l'évidence. **Un Buy European Act représenterait un outil majeur permettant développer un nouveau tissu industriel européen plus stable tout en limitant l'impact environnemental des transports internationaux.**

Rappelons à ce propos que l'IRA américain n'est pas juste un plan de subvention massif : il conditionne l'accès au financement public à une production locale. En outre, depuis les années 30, les Etats-Unis possèdent un Buy American Act favorisant l'achat local par les marchés publics.

L'Europe défend-elle encore les règles libérales par naïveté ? Ou parce qu'elle est incapable de mener une politique industrielle d'échelle continentale ?

Comme l'explique Jean Pisani Ferry,¹⁴⁷ le Green Deal Industrial Plan (février 2023) et le Net Zero Industry Act (mars 2023) ne représentent pas "une doctrine construite de politique industrielle. Les textes récemment publiés frappent par la faiblesse du diagnostic et le flou de la stratégie. Le compromis entre les partisans d'une politique industrielle affirmée et les tenants de la ligne libre-échangiste s'est fait sur un objectif sans moyens. Ce n'est pas ainsi que l'UE pourra répondre au défi que lui posent Chine et Etats-Unis".

Au fond, les Etats de l'UE doivent viser un approfondissement des échanges au sein du continent européen, une relocalisation de leur économie et une priorisation du commerce avec des pays alliés (ou qui devraient le devenir). En d'autres termes, il s'agit d'assumer un découplage avec certaines économies, telles que la Chine, la Russie, ou certains pays producteurs de pétrole et de gaz (cf chapitre 2.3) qui utilisent le commerce comme arme stratégique contre des démocraties. Il s'agit de renverser la logique actuelle. Désormais, les démocraties doivent s'emparer du commerce comme outil politique, en conditionnant les échanges et partenariats au respect effectif (ou à des progrès) en matière de droits humains, sociaux et environnementaux.

Une telle approche est complexe, elle ne peut être immédiate, elle implique un bouleversement de certains équilibres économiques pour les démocraties occidentales. Mais les Etats-Unis se sont engagés dans cette dynamique, qui implique un fort investissement de la puissance publique et une nouvelle forme de pilotage de l'économie privée. L'Europe peut et doit s'engager à son tour dans cette voie. **Cette dernière engendrera certainement des pertes de revenus à court terme, mais elle permettra des gains fondamentaux sur le long terme, une plus grande résilience et de moindres dépendances.**

2.2.2 Chine-Allemagne : un découplage progressif est nécessaire

La problématique de découplage et de relocalisation est particulièrement difficile pour l'Allemagne, aujourd'hui prisonnière de sa relation à la Chine. **Rappelons que l'équivalent de 10% du PIB allemand est exposé en Chine¹⁴⁸, que près d'un tiers des emplois allemands reposent sur les exportations (plus de 50% dans le**

¹⁴⁷

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/04/01/jean-pisani-ferry-l-union-europeenne-est-oin-de-s-etre-dotee-d-une-doctrine-de-politique-industrielle_6167829_3232.html

¹⁴⁸

<https://www.economist.com/international/2023/05/15/europe-cant-decide-how-to-unplug-from-china>

secteur manufacturier), que Volkswagen, la plus grande entreprise allemande, vend 40 % de ses véhicules sur un marché chinois.

En quelques années seulement, l'Allemagne a vu son modèle s'effondrer, sous l'effet du Covid-19, de la guerre en Ukraine, de l'IRA, et de l'arrivée de voitures électriques chinoises qui pourrait s'imposer face à son industrie. Faute d'avoir su anticiper les risques, l'Allemagne est désormais confrontée à des arbitrages extrêmement difficiles.

Comme le montre le rapport gouvernemental "Strategy on China"¹⁴⁹, la République fédérale est parfaitement consciente du danger encouru. Si la stratégie de sortie de la dépendance à la Russie est engagée, celle qui concerne la Chine est entière. Or le danger est économique, mais il est aussi politique et sécuritaire. L'agence nationale allemande de renseignement considère que l'Etat chinois représente la "plus grande menace" pour l'Allemagne en raison de ses investissements directs étrangers et sa pratique de l'espionnage scientifique et économique.

Compte tenu du niveau de dépendance allemande, parler de "réduction des risques" (au sens de limitation des échanges dans certains domaines stratégiques et technologiques précis) peut apparaître comme insuffisant. Limiter la dépendance économique globale de l'Allemagne au marché et à l'appareil de production chinois relève bien d'une forme de découplage (au sens de réduction des échanges), par conséquent, l'usage de ce terme nous semble finalement plus juste.

Dans la pratique, l'Allemagne met déjà en œuvre une politique de réduction des risques dans certains domaines stratégiques. Réservé sur un mécanisme de filtrage à l'échelle de l'Union, Berlin n'a pas hésité à renforcer son mécanisme d'examen des investissements entrants venus de Chine. Le gouvernement a bloqué deux offres chinoises pour des participations dans des entreprises allemandes de semi-conducteurs quelques temps après la visite de Scholz à Pékin.

L'environnement a donc changé depuis 2016, un temps où Berlin accueillait soutenait des partenariats avec la Chine dans le domaine des puces et de la robotique. Pourtant le gouvernement fédéral émet des signaux contradictoires et sa politique manque de lisibilité. **Soucieuse de ménager son principal partenaire commercial, sous pression des milieux d'affaires qui craignent de perdre de parts de marché, consciente du danger géopolitique et sous pression de ses partenaires européens et américains, l'Allemagne semble tanguer.** Si Olaf Scholz contrôle

149

<https://www.auswaertiges-amt.de/blob/2608580/49d50fecc479304c3da2e2079c55e106/chi-na-strategie-en-data.pdf>

certain investissements, il a donné son feu vert à une participation importante de l'armateur chinois COSCO sur le port de Hambourg fin 2022, suscitant un tollé.

L'Allemagne saura-t-elle se réinventer ? Combien de temps prendra un changement de modèle ? **Paradoxalement, la crise allemande représente une chance pour l'Europe : longtemps réticente à plus d'intégration, tournée vers le monde extérieur, l'Allemagne pourrait comprendre que son avenir est en Europe, une Europe beaucoup plus forte, unie et résiliente face aux menaces extérieures.** Pour cela il est indispensable qu'elle accepte, temporairement, de perdre certains acquis et bénéfices, pour miser sur un avenir plus sûr.

2.2.3 Le faux débat du protectionnisme

Aborder la question de la politique industrielle et du soutien public à l'économie conduit tôt ou tard à la question du protectionnisme. Or, comme l'exprime parfaitement Dani Rodrik,¹⁵⁰ "ce que certains qualifient de protectionnisme et de mercantilisme est en réalité un rééquilibrage vers des questions nationales importantes telles que le déplacement de la main-d'œuvre, les régions laissées pour compte, la transition climatique et la santé publique. Ce processus est nécessaire à la fois pour réparer les dommages sociaux et environnementaux causés par l'hyper-mondialisation et pour établir une forme de mondialisation plus saine pour l'avenir".

Rappelons qu'entre 1945 et les années 80, le régime de Bretton Woods a permis aux gouvernements nationaux de décider de leurs politiques industrielles, réglementaires et financières avec des accords commerciaux de faible portée représentant peu de contraintes. "Malgré cette économie mondiale plus fermée (selon les normes actuelles), l'ère de Bretton Woods s'est avérée propice à des progrès économiques et sociaux significatifs. Les économies avancées ont connu des décennies de croissance économique rapide et d'égalité socio-économique relative jusqu'à la seconde moitié des années 1970" explique Rodrik. D'ailleurs, à partir des années 80, les pays qui ont connu un fort développement – en Chine et en Asie du Sud-Est principalement – ont maintenu un système de politique industrielle incluant de fortes subventions publiques et un contrôle des capitaux.

Il est aujourd'hui déterminant de sortir du faux débat autour du concept repoussoir de protectionnisme, imposé par les libéraux pour discréditer toute position adverse. **Une nouvelle approche des relations économiques internationales peut être**

¹⁵⁰

https://www.project-syndicate.org/commentary/global-economy-biggest-risk-is-geopolitics-not-protectionism-by-dani-rodrik-2023-09?utm_source=Project+Syndicate+Newsletter&utm_campaign=613c7cc8cf-sunday_newsletter_09_10_2023&utm_medium=email&utm_term=O_73bad5b7d8-613c7cc8cf-107749302&mc_cid=613c7cc8cf&mc_eid=8de4c1109f

conçue en des termes originaux – on parle de relocalisation de l'économie, de souveraineté économique – qui ne se réduisent pas à une alternative datée entre protectionnisme et liberté absolue de commerce.

L'Europe peut légitimement protéger et permettre un développement de son industrie – comme le font ses concurrents – sans entrer dans une logique de confrontation et une spirale irrésistible conduisant finalement à la guerre. Ce découplage de deux économies liées comporte évidemment des risques, tout comme l'interdépendance comporte des risques. Le sujet essentiel ne se situe pas à ce niveau mais dans l'objectif final : au-delà des risques stratégiques les plus aigus (technologies de pointe, armement), il est indispensable de supprimer les dépendances à des nations impérialistes ou potentiellement impérialistes telles que la Chine ou la Russie. Un tel objectif n'est pas menaçant comme le prétendent les dirigeants Chinois, il représente une mesure de précaution indispensable – comme le démontre l'épisode du gaz Russe.

2.2.4 Stopper la dépendance aux producteurs d'énergies fossiles

Une seconde problématique de découplage et de réduction des dépendances toxiques est liée à l'énergie. Nous pensons aux énergies fossiles bien-sûr, mais également à la Chine qui domine le marché des minerais critiques, indispensables à la production d'énergies renouvelables.

Si les énergies fossiles constituent l'essentiel du problème climatique, elles sont produites, le plus souvent, par des autocraties, qui utilisent cet outil commercial comme levier géopolitique. Ces deux raisons impliquent de réduire drastiquement les dépendances européennes à ces énergies.

Le découplage vis-à-vis de la Russie et de son gaz est largement entamé. Pourtant, comme nous l'avons étudié, les importations de gaz liquéfié (GNL) russe sont en hausse, en totale incohérence avec la stratégie économique politique et militaire de l'UE. Les volumes de GNL importé entre janvier et juillet ont augmenté de 40 % par rapport à 2021¹⁵¹. Plus 5 milliards d'euros auraient été payés entre janvier et juillet par l'Europe à la Russie selon le CREA. Or la France serait le principal commanditaire de GNL russe (37 % des importations européennes en 2022) via l'entreprise Total Energie.

¹⁵¹

https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/09/11/malgre-la-guerre-en-ukraine-l-europe-a-augmente-ses-importations-de-gaz-russe-par-la-mer_6188799_3234.html

Total annonce qu'il honorera ses contrats tant que les Etats membres "ne prendront pas de sanctions interdisant le gaz russe ». Pour un acteur privé qui répond strictement à la demande de rentabilité de ses actionnaires, la position de Total peut choquer, alors que l'invasion de Vladimir Poutine dévaste l'Ukraine et cause la perte de centaines de milliers de vies, mais elle n'est pas incohérente. Il revient en effet aux Etats de piloter les choix stratégiques qui dépassent la logique économique et commerciale. Dans une situation aussi extrême qu'une guerre de haute intensité, **le choix de la France et de l'Europe, qui autorisent un financement direct de l'invasion russe à travers le commerce, relève d'une faute majeure, au plan des valeurs, comme en termes de stratégie. Elle signale une faiblesse absolue de la démocratie européenne, prisonnière d'un système où le politique ne joue pas son rôle de régulation des grands acteurs privés. En finançant l'ennemi qu'elle combat par les armes, la France et l'Europe sont, en quelque sorte, pris en flagrant délit de corruption par le marché et le commerce.** Cette situation souligne de façon éclatante la nécessité de transformer en profondeur les relations des Etats aux acteurs économiques privés.

Dans le contexte d'urgence climatique et géopolitique décrit, l'Europe doit désormais encadrer strictement la stratégie des entreprises d'énergie selon une logique environnementale et de sécurité. Concernant la Russie, elle doit décréter un embargo total sur le gaz et le GNL. Concernant les contrats d'entreprises avec les autres pays exportateurs, l'Europe doit mettre en place une planification contraignante organisant la fin de l'exploration et de l'exploitation des énergies fossiles.

Un Traité de non-prolifération des énergies fossiles (TNP-EF), formant un « Accord de Paris de l'énergie » pour les Etats européens volontaires permettrait une planification transparente, concertée et équitable de sortie des énergies fossiles. Il serait attractif car l'adhésion ouvrirait l'accès à une plateforme de financement de la transition vers les énergies renouvelables et à une compensation pour les pays renonçant à exploiter les ressources de leur sous-sol.

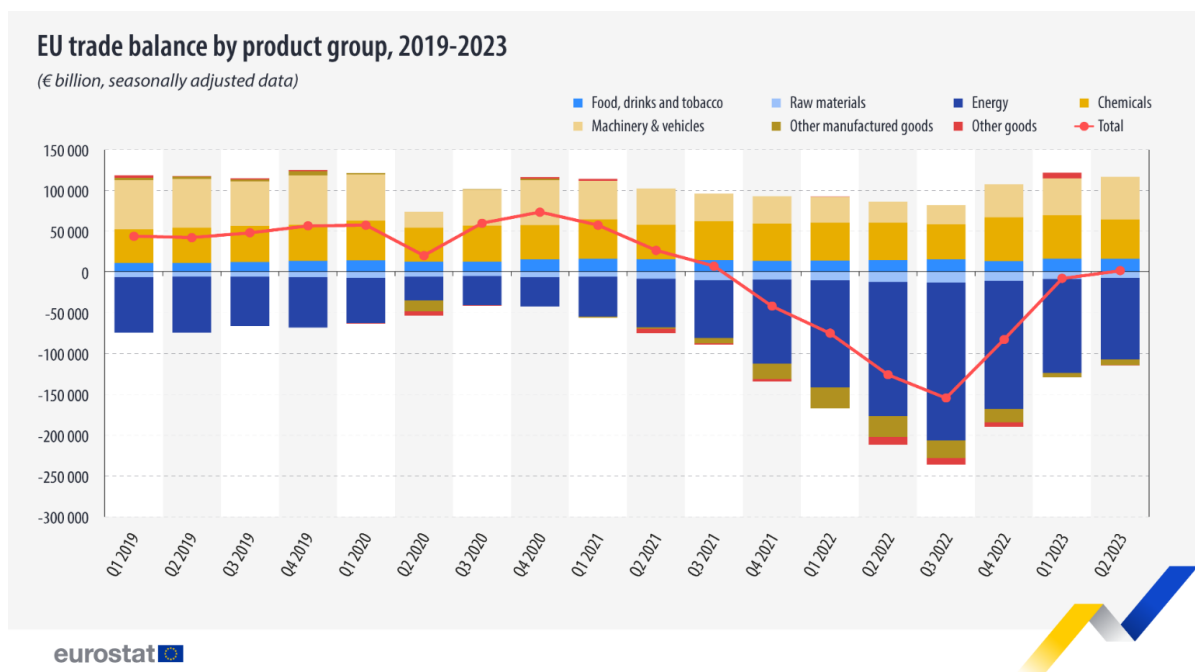
Selon les principes du TNP-EF, chaque Partie soumet un calendrier, souverainement déterminé et régulièrement revu, de cessation de financements et d'autorisations, sur son territoire et à l'étranger, visant l'exploration et l'exploitation d'énergies fossiles. Par ailleurs, les Etats accompagnent les travailleurs des industries en transition et l'accès à des services énergétiques à un coût abordable. Ils créent enfin un canal de transferts financiers et de technologies pour soutenir la transition énergétique. Le texte du Traité doit être contraignant.

L'Accord de Paris sur le climat ayant exclu les questions énergétiques, le TNP-EF permettrait de structurer l'effort international de sortie des énergies fossiles. Il

permettrait d'unifier, sous un cadre juridique unique, les nombreuses déclarations sectorielles éparses, de portée incitative, adoptées par la communauté internationale.

En parallèle, il est indispensable que l'Europe accélère le développement de ses productions d'énergies renouvelables qui la rendront plus autonome et qui permettront de réduire son empreinte carbone. La transition énergétique permettra également de réduire les déficits commerciaux européens (graphe ci-dessous) essentiellement liés aux importations d'énergies fossiles. Il est enfin nécessaire que l'UE pérennise et structure sa régulation de la consommation industrielle et domestique (cf chapitre III.3) afin de réduire la demande.

Balance commerciale européenne 2019–2023



Source : Eurostat

La réduction des dépendances aux fossiles ne concerne pas uniquement la Russie, elle doit s'appliquer à l'ensemble des pays producteurs.

En mars 2022, le G7¹⁵² a promis de tout mettre en œuvre pour réduire les dépendances énergétiques à l'égard de la Russie mais, dans le même temps, il a demandé aux pays de l'OPEP d'augmenter leurs livraisons. Or le G7 assure que l'invasion de l'Ukraine et la crise énergétique renforcent "la détermination à atteindre les cibles de l'Accord de Paris". Remplacer la dépendance russe par une dépendance

¹⁵²

<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/03/24/g7-leaders-statement-brussels-24-march-2022/>

accrue aux Etats-Unis, à l'Arabie Saoudite, au Qatar, à l'Algérie, au Kazakhstan, à l'Iraq ou la Libye (cf partie I.2.4) n'est pas viable au plan climatique comme au plan géopolitique. **Toute dépendance énergétique est le vecteur d'une fragilité politique. Au contraire, une transition vers des énergies renouvelables, essentiellement produites en Europe, et une politique de forte régulation de la demande permettront de réduire les faiblesses stratégiques et d'agir pour le climat.**

2.2.5 Diversifier l'approvisionnement en minerais stratégiques et encadrer la consommation de matière

Reste une difficulté majeure de la transition vers des énergies renouvelables : celle d'un renforcement de la dépendance à plusieurs autocraties, et principalement la Chine, qui domine très largement le marché des minerais nécessaires à la fabrication des batteries, panneaux solaires ou moteurs d'éoliennes (chapitre I.4.4.4).

Lors de son discours sur l'état de l'Union européenne en septembre 2022, Ursula von der Leyen ¹⁵³analysait justement la situation : « le lithium et les terres rares seront bientôt plus importants encore que le pétrole et le gaz. Rien que nos besoins en terres rares vont être multipliés par cinq d'ici à 2030. Le seul problème est qu'actuellement un unique pays contrôle la quasi-totalité du marché. »

Avec son monopole mondial sur le raffinage de terres rares (98%), ou les plaquettes de panneaux solaires (97%), la Chine dispose d'une arme de rétorsion redoutable déjà utilisée en 2010. Actuellement, l'UE reçoit 98 % de son approvisionnement en terres rares, 93 % de son magnésium et 97 % de son lithium de Chine.

Pour répondre à cette problématique, l'Europe doit, au plus vite, engager une politique de diversification de ses sources d'approvisionnement et une politique industrielle de production et de recyclage sur son territoire.

Le lithium est un métal que l'on extrait principalement en Australie (52 % de la production mondiale en 2019) au Chili et en Argentine (22 % et 7 %). En 2019, le raffinage était localisé en Chine (autour de 60 %), et au Chili (autour de 30 %).

En mars 2023, pour la première fois, la Commission européenne a fixé des objectifs (non contraignants) pour accroître les capacités des Etats membres

153

dans le domaine des matières premières critiques (une liste de 34 matières premières critiques¹⁵⁴ incluant les terres rares a été établie). L'objectif, à l'horizon de 2030, est que 10% des besoins d'extraction soient réalisés dans l'UE (3% aujourd'hui), mais aussi 40% des besoins de raffinage et 15% des besoins de recyclage des matières premières. S'il faut saluer la démarche, soulignons que ces objectifs ambitieux ne représentent que des intentions – la stratégie pour les atteindre est mal définie. **Par ailleurs, cette stratégie industrielle, d'une importance capitale, arrive de façon extrêmement tardive : la Chine se positionne sur le secteur des minerais stratégiques depuis des années déjà.**

Un partenariat positif a été conclu avec le Chili en juillet 2023. Il devrait permettre à l'UE un accès aux vastes réserves de lithium du pays – les secondes du monde après la Bolivie. L'UE et le Canada ont également signé un accord bilatéral sur les minerais stratégiques en 2021. L'UE est enfin signataire du Partenariat pour la sécurité des minéraux (MSP) en juin 2022 qui vise à renforcer les chaînes d'approvisionnement avec un ensemble de pays partenaires (Etats-Unis, Australie, Canada, Finlande, Japon, République de Corée, Suède, Royaume-Uni et l'Union européenne). **Malgré ces avancées, on peut conclure que de grandes incertitudes demeurent sur la capacité de l'Union à réaliser ses objectifs de diversification et d'autonomie.**

Concernant les terres rares, l'USGS estime à 120 millions de tonnes les réserves mondiales. Elles se trouvent essentiellement en Chine (37%), au Vietnam (18%), au Brésil (17%) et en Russie (17%). **Il semble donc essentiel de développer des partenariats avec le Brésil et le Vietnam.**

Enfin, l'Europe doit engager des politiques publiques très fortes pour réduire la consommation de matière. Jason Hickel¹⁵⁵ a calculé la part de responsabilité de chaque pays dans l'utilisation excessive des ressources au niveau mondial. Selon cette approche¹⁵⁶, "les pays à revenu élevé sont responsables de 74 % de l'utilisation excédentaire mondiale de matières, principalement les États-Unis (27 %) et les pays à revenu élevé de l'UE-28 (25 %). La Chine est responsable de 15 % de l'utilisation excédentaire de matières, et le reste du Sud n'est responsable que de 8 % de l'utilisation excédentaire".

¹⁵⁴ <https://www.consilium.europa.eu/fr/infographics/critical-raw-materials/>

¹⁵⁵ [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(22\)00044-4/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(22)00044-4/fulltext)

¹⁵⁶ Il s'agit de soustraire l'utilisation de ressources par pays à des parts équitables de ressources durables.

2.3 Coopérations : pour une nouvelle approche des échanges entre nations

L'Europe doit progresser vers une plus grande autonomie et nouer des alliances politiques et stratégiques. Mais que peut-elle apporter à ses partenaires, notamment aux pays en développement, dans un contexte d'influence croissante de la Chine et de la Russie ? **Certains partenaires craignent un "protectionnisme vert" qui pourrait les pénaliser. Comment penser une convergence d'intérêts dans le respect des droits sociaux et environnementaux ?**

Dès 2026, l'UE va progressivement mettre en place le MACF (mécanisme d'ajustement carbone aux frontières). Les premiers secteurs concernés seront l'acier, le ciment et l'aluminium. Or **cette taxe carbone aux frontières pourrait réduire les exportations africaines vers l'Europe de 5 % et diminuer son PIB de 15 milliards d'euros¹⁵⁷. Selon de nombreux économistes, une taxe carbone universelle avantagerait les pays du Nord, moins carbonés, et pénaliserait les pays du Sud qui émettent plus.**

Le choix de chaînes de valeurs plus résilientes, intégrant des critères environnementaux et sociaux se fera-t-il au détriment des pays en développement ? Pas nécessairement, si une approche globale "compense" les pertes subies. Ainsi, propose Christian de Perthuis,¹⁵⁸ "il est possible d'imaginer une tarification carbone redistributive qui rationne la consommation d'énergie des pays les plus riches en redistribuant les ressources collectées vers les pays moins avancés." **Une partie des recettes du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières pourrait ainsi financer l'aide à la transition de certains pays partenaires.**

Plus profondément, il est nécessaire de remettre en cause la démarche commerciale des nations, qui constitue le socle fondamental des relations dans un paradigme libéral. Outre les enjeux commerciaux, des problématiques géopolitiques, environnementales et sociales doivent être prises en compte de façon prioritaire.

Les nouveaux partenariats stratégiques de l'UE semblent avancer dans le bon sens et méritent d'être salués. Leur objectif est de considérer les intérêts européens comme ceux des pays partenaires.

¹⁵⁷

<https://blogs.lse.ac.uk/businessreview/2023/06/05/eu-efforts-to-decarbonise-trade-1must-a-void-unintended-impacts-on-africa-1/>

¹⁵⁸

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/11/09/cop26-il-convient-de-mettre-en-place-une-tarification-carbone-redistributive_6101464_3232.html

Dans le cas de l'accord récent signé avec le Chili, l'UE se positionne en contre-modèle de l'approche chinoise en Afrique (extraction en Afrique et raffinage en Chine). « Il est bien plus avantageux pour les communautés locales que l'exploitation et l'extraction se fassent ici, dans le respect de l'environnement, mais aussi que le traitement et l'ensemble de la chaîne de valeur se déroulent ici » déclarait en ce sens Ursula von der Leyen lors de sa visite au Chili en juin 2023.

Le premier accord dit « de nouvelle génération » a été signé entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande puis un second avec le Kenya. Des négociations avec l'Australie, le Mexique devraient se conclure d'ici la fin de l'année 2023. D'autres, avec l'Inde et l'Indonésie, sont prévus en 2024.

Tous ces accords de nouvelle génération incluent des règles sur le respect de l'Accord de Paris sur le climat, les normes de travail de l'OIT, la protection de la vie marine, l'égalité hommes-femmes : c'est une rupture majeure avec le droit commercial traditionnel. Ces accords permettront donc des sanctions "en dernier recours en cas de manquements aux obligations portant substantiellement atteinte à l'accord de Paris sur le changement climatique ou en cas de violation grave des principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT" explique la Commission.

Dans le détail, les chapitres CDD des accords commerciaux exigent la mise en œuvre des conventions de l'OIT et des accords multilatéraux sur l'environnement (Accord de Paris ou Convention sur la Diversité Biologique). Reste à savoir si ces clauses auront une véritable portée. **L'UE va-t-elle dénoncer un accord commercial sur le fondement du non-respect de l'Accord de Paris alors qu'aucune nation ne le respecte ?** On peut en douter. Quant aux normes définies par la Convention sur la Biodiversité (cf chapitre II.2.1) elles sont minimales et non contraignantes. Quelle est donc la valeur de cette norme ?

Soulignons une situation particulière dans le cadre des accords en cours de négociation : celle du Mercosur (regroupant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay, et le Venezuela). Présenté comme un "nouvel accord" par la Commission européenne, le Mercosur est, en réalité, très ancien puisque la négociation a débuté en 1999, avant d'être abandonnée, sous la présidence Bolsonaro. **Remis sur la table avec le retour de Lula au pouvoir au Brésil en 2022, le traité n'inclut aucune clause sociale et environnementale à l'origine.** Souvent qualifié d'accord « viande contre voitures », il vise à faciliter les exportations de viande, de soja ou d'éthanol vers l'UE, et, en sens inverse, celle d'automobiles et de services (finance, eau, santé). Il aura pour conséquence un renforcement du secteur agro-industriel dans le Mercosur largement responsable de la déforestation massive. Côté européen, l'impact des importations de lait en poudre produira des effets dramatiques sur l'élevage européen. **Pour remédier**

à cet anachronisme, la Commission européenne a proposé une « lettre interprétative » abordant les enjeux du climat et de la déforestation, sans aucune valeur contraignante.

Si l'accord UE-Mercosur n'est pas acceptable en l'état, un projet de coopération économique n'en demeure pas moins indispensable entre les deux parties. Nous l'avons vu (cf partie I.2.3), le Brésil s'est largement rapproché de la Chine ces dernières années, ce qui fragilise l'alliance des démocraties qui doit être promue par l'UE. Dans ce contexte, l'Europe doit imaginer une proposition alternative qui permette de satisfaire les demandes du Mercosur. Comme l'exprime Lia Baker Valls Pereira, « l'accord est important pour les deux blocs du point de vue géopolitique car il renforce le multilatéralisme et évite à l'Europe et à l'Amérique du Sud d'être piégés dans le duel Chine-Etats-Unis »¹⁵⁹.

Au-delà de l'analyse spécifique de chaque traité, la question est de savoir si les accords de libre-échange sont le bon cadre pour dessiner l'architecture globale de nos sociétés et les relations entre nations. A l'instar du marché unique, qui ne s'est pas avéré fonctionnel pour soutenir une Europe politique et démocratique, les accords de libre-échange ne représentent aucune garantie de développement et, moins encore, de développement préservant les écosystèmes. La spécialisation internationale, induite par la compétition globale, enferme les nations dans des niches de production, les rendant dépendantes des marchés pour de multiples biens essentiels. Dans ce cadre, les nations les moins riches sont, le plus souvent, cantonnées à des productions à faible valeur ajoutée, polluantes, destinées aux pays les plus riches.

Aujourd'hui, à travers ses "nouveaux partenariats", l'Europe semble progresser vers un commerce moins prédateur. Il est pourtant nécessaire d'aller plus loin. Comme l'explique Olivia Lazard¹⁶⁰, un changement de logique s'impose, au-delà de la démarche de facilitation du commerce. "Les partenariats stratégiques doivent désormais inclure des logiques planétaires et à des approches multidimensionnelles. Par exemple, la production de vin au Chili va se heurter à un problème hydrologique. L'Europe peut apporter des compétences, proposer des partenariats de recherche universitaire et technologique à ce sujet. Elle peut également apporter des financements pour aider le Chili à affronter le choc climatique".

A l'avenir, il semble nécessaire de concevoir des plans de développement entre nations alliées. Ces plans permettront de mutualiser des systèmes de recherche,

¹⁵⁹

https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/09/14/projet-d-accord-de-libre-echange-europe-mercrosur-les-negociations-virent-a-l-aigre_6189345_3234.html

¹⁶⁰ Propos recueillis en août 2023. <https://carnegieendowment.org/experts/1858>

de partager des technologies, d'organiser les circuits conjoints de production et de consommation, de coopérer pour la transition énergétique, de protéger les écosystèmes en bonne intelligence. Ces partenariats pourraient également inclure des questions relatives à l'organisation de migrations de travail, aux visas étudiants, à la culture ou au développement de systèmes de santé publique.

Au fond il s'agirait d'inventer une politique du partage et de la coopération plutôt qu'une économie de la compétition et de la prédation. Cette perspective ne se limite pas aux relations entre pays développés et pays en développement, elle doit aussi gouverner les relations entre pays occidentaux. Si des partenariats bilatéraux constituent une première étape majeure, cette approche prendrait évidemment tout son sens à un niveau global et multilatéral. Mais comment aborder une démarche multilatéraliste dans un moment où une prise de distance des démocraties vis-à-vis des autocraties apparaît comme nécessaire?

2.4 Repenser le multilatéralisme

Notre analyse nous amène à conclure que les démocraties doivent désormais se protéger, consolider leurs alliances, réduire leurs dépendances stratégiques aux autocraties et ne pas hésiter à les affronter sur le plan des valeurs et du projet. Elle nous conduit à penser qu'elles doivent assumer une forme de conflictualité pour ne pas disparaître. La théorie "doux commerce", qui a longtemps servi d'alibi aux visées économiques des nations dominantes, en excluant toute considération morale ou politique, est contradictoire avec cette logique. Les autocraties les plus fermées, celles qui commettent de graves atteintes envers les droits humains, celles qui mettent en danger les biens communs universels, peuvent et doivent être exclues des cercles d'alliance promus par les démocraties. Des normes claires, relatives aux libertés, aux droits sociaux et aux droits de l'environnement doivent désormais s'imposer, au sein des démocraties comme dans les relations extérieures.

Cette logique se distingue clairement de l'approche multilatéraliste de l'ONU rassemblant l'ensemble des nations. **L'exemple frappant est celui des COP décrites par Pierre Charbonnier¹⁶¹ : "le modèle de diplomatie climatique est obsolète. Les COP font partie de l'ONU mais elles ne parlent pas d'énergie et ne plongent jamais dans la géopolitique de l'énergie.** Cet universalisme climatique qui est une version du projet de paix perpétuelle Kantien qui pose des normes mais ne dit jamais comment on y arriver. **Or il va falloir construire des coalitions qui ne sont pas universelles (climate clubs) qui rassemblent un intérêt pour la transition et qui acceptent de faire des producteurs de fossiles des ennemis. L'écologie universaliste va devoir penser en des termes plus géopolitiques".**

¹⁶¹ Propos recueillis en août 2023.

<https://www.sciencespo.fr/centre-etudes-europeennes/fr/chercheur/pierre-charbonnier.html>

Ce raisonnement vaut pour le climat, comme pour la démocratie, les droits humains ou les progrès sociaux : si l'ambition de partager des objectifs et des valeurs communes est un idéal qui mérite d'être défendu, les moyens pour progresser vers ce but ne passent visiblement pas – en tout cas pas dans le contexte actuel – par des mécanismes de décision impliquant l'unanimité des nations.

Aujourd'hui, l'Assemblée Générale de l'ONU est une chambre d'enregistrement des clivages mondiaux, l'OMC est paralysée par les Etats-Unis qui refusent de nommer des juges d'appel, les COP ont perdu leur crédibilité. Comme l'explique Thomas Gomart¹⁶², "l'enceinte de gestion des crises est devenue une enceinte d'affrontement". Or ces institutions multilatérales étaient opérationnelles depuis l'après-guerre parce qu'elles étaient portées par la puissance politique dominante et un consensus majoritaire autour d'un projet commun. Aujourd'hui, sans le soutien des Etats-Unis qui n'y trouvent plus leur intérêt, sans relai crédible de la Chine, sans consensus fort de la communauté des nations, le système multilatéral est neutralisé et paralysé. **Dans le contexte actuel, le risque que l'assemblée des nations se retourne contre les démocraties occidentales n'est d'ailleurs pas totalement négligeable – le vote de mars 2022 peut, en ce sens, être interprété comme un coup de semonce. Il est donc impératif de regagner la confiance d'un maximum de pays du Sud afin de limiter l'influence et la puissance des dictatures impérialistes.**

Cette situation ne doit pas amener à abandonner le projet onusien ou l'approche multilatérale. L'existence d'un espace de dialogue et de diplomatie structuré doit perdurer, particulièrement dans un contexte de tension, afin d'éviter les risques d'embrasement. L'Europe doit soutenir le renforcement des agences de l'ONU dont le rôle opérationnel est essentiel sur les questions de pauvreté, de développement, de santé ou de finances. Elle doit plaider pour la création d'une organisation mondiale de l'environnement prenant en charge la problématique du climat, de la biodiversité mais aussi celle des matières premières stratégiques. Elle doit également promouvoir le principe d'un siège permanent du G20 pour l'Union africaine et un rééquilibrage de la représentation des pays du Sud au sein des conseils d'administration du FMI, de la Banque mondiale et du Conseil de sécurité des Nations unies.

Si une unanimité des nations est possible, elle doit être recherchée et valorisée. Mais lorsqu'elle est impossible, les démocraties doivent résolument avancer avec d'autres outils que ceux du multilatéralisme. **En d'autres termes, l'UE doit, sans attendre, engager des alliances pour le climat, des alliances des démocraties, des alliances pour le développement. On peut d'ailleurs supposer que des démocraties**

162

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/29/l-onu-symbole-du-desordre-mondial_6038075_3232.html

proactives, ambitieuses et finalement crédibles, auront plus de poids pour pousser les grandes autocraties à agir.

Les COP, désormais bloquées par la Chine, l'Inde, la Russie et une poignée de pays pétroliers, ne fonctionnent plus. Les nations occidentales doivent donner l'exemple d'une politique écologique ambitieuse, sur leur territoire et en accompagnant les pays les plus vulnérables. Cette crédibilité retrouvée leur permettra de prendre un ascendant politique et moral indispensable à tout "soft power". Cette posture doit, bien évidemment, prendre en compte les responsabilités historiques de l'occident, au plan environnemental comme au plan politique (colonialisme) ou économique (néolibéralisme) : en ce sens les efforts des nations développées ne peuvent être proportionnels à ceux des nations en développement (dont la Chine ou l'Arabie Saoudite ne font pas parties).

Les valeurs universelles défendues par l'ONU, les Etats-Unis ou l'Union Européenne, celles de la paix ou des droits humains ont été profondément abimées par des décennies de politique occidentale marquées par la duplicité, le cynisme et l'arrogance. Ces valeurs sont justes et nobles, mais il n'est plus possible de les brandir pour mobiliser le monde, comme au moment de l'après-guerre, lorsque furent créées les Nations Unies. **Après de si nombreuses trahisons, les démocraties ont une obligation d'humilité. Elles ont l'obligation de défendre ces valeurs par des actes et plus par des mots.**

Dans ce contexte, le fait que les nations occidentales soient trop peu engagées dans des projets de partenariats et de développement internationaux représente une faute politique majeure. **Engager des moyens substantiels pour amorcer de nouvelles alliances devrait représenter la priorité de l'approche européenne et occidentale.** Comment prétendre conserver une influence sans engagement concret alors que la Chine a engagé 1000 milliards de dollars dans le cadre de ses Nouvelles Routes de la Soie ? Sans stratégie de partenariat économique fort, lisible et coordonné, la promotion de valeurs universelles portées par l'occident est vouée à l'échec.

Rappelons que le Global Gateway, « projet géopolitique » selon les mots d'Ursula von der Leyen, n'a mobilisé que 18 milliards de subventions européennes – il repose essentiellement sur d'hypothétiques financements privés (qui permettraient d'atteindre 300 milliards d'euros entre 2021-2027). Comment prétendre rivaliser avec la Chine dans ces conditions ? Il est néanmoins intéressant de relever que **l'UE et les pays de l'UE ont fourni 350 milliards d'euros en équivalent-subvention d'aide**

publique au développement entre 2014 et 2018 ¹⁶³. Cette somme est loin d'être négligeable mais ces projets, éparpillés en de nombreuses initiatives nationales ou communautaires sont finalement illisibles comme l'explique Simone Tagliapietra. Cette problématique nous renvoie, une fois de plus, à l'impératif de coordination et d'unité européenne.

Enfin, il s'agit de réintégrer la question climatique et environnementale dans une perspective de régulation économique et fiscale mondiale. Tenter de limiter les émissions de CO2 au sein des COP tout en poursuivant un objectif de croissance continue des économies dans le cadre actuel de l'Organisation Mondiale du Commerce revient à ne jamais s'attaquer aux causes des émissions. "En réformant les règles qui régissent l'activité économique, on s'attaque au problème à sa source. En portant l'agenda climatique dans les couloirs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du G-20 et d'autres institutions financières, les décideurs politiques ont l'opportunité d'élargir les outils à leur disposition et de freiner les obstructionnistes du climat – les compagnies minières et de combustibles fossiles, l'industrie lourde et d'autres grands émetteurs qui ont tout à perdre d'une action agressive en faveur du climat" explique Jessica F. Green¹⁶⁴. Il s'agirait, entre autres, d'imposer un taux d'imposition universel aux multinationales, de mettre fin aux tribunaux d'arbitrage privés (qui permettent aux entreprises d'attaquer le Etats sur la base de traités commerciaux), d'autoriser des subventions ou des clauses favorisant les productions locales.

Pour Jessica F. Green, "le fait de confier la politique climatique aux institutions commerciales et financières présente un avantage majeur par rapport au processus multilatéral actuel : la possibilité d'obtenir un large soutien politique. Toute action climatique réussie doit commencer par une mobilisation politique au niveau national. La plupart des gens n'ont pas d'opinion tranchée sur les concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone, mais ils sont très attachés à la sécurité de l'emploi, à des soins de santé abordables et à la pureté de l'air et de l'eau. L'imposition des grandes entreprises, la création d'emplois sûrs et la promotion des énergies propres sont des politiques largement soutenues dans de nombreux pays. En fin de compte, une politique climatique qui offre des avantages matériels à la classe ouvrière, plutôt qu'une politique d'austérité, peut à la fois élargir le soutien politique à la décarbonisation et jeter les bases d'un programme mondial qui garantisse une planète habitable pour les générations futures".

¹⁶³

<https://www.bruegel.org/blog-post/global-gateway-real-step-towards-stronger-europe-world>

¹⁶⁴ <https://www.foreignaffairs.com/world/follow-money>

3. Conclusion : l'Europe en puissance

L'Europe est puissante. Son économie est l'une des plus fortes du monde, son marché intérieur est considérable, équivalent à celui des Etats-Unis ou à celui de la classe moyenne chinoise.

Une dimension manque pourtant à l'expression pleine et entière de cette puissance : l'unité politique. Les divisions de l'Europe, la compétition économique entre ses nations sont des problématiques qui ont été maintes fois décrites mais jamais dépassées. Pourtant, le continent est à un tournant de son histoire : un basculement est possible.

Certains pays – l'Allemagne, en tout premier lieu – ont bâti leur dynamisme économique en se tournant vers des marchés lointains, refusant l'union politique qui suppose une solidarité et des investissements à la charge des pays riches. Aujourd'hui, ce modèle a vécu : la mondialisation se fracture sur la rivalité sino-américaine, les règles du jeu économiques se transforment à coup de subventions et d'alliances stratégiques. L'invasion par la Russie d'un pays européen a imposé une prise de conscience brutale : dans un monde à hauts risques, l'Union doit obligatoirement assumer son autonomie et sa force.

Le choix d'un basculement vers une Europe politique est loin d'être acquis, mais il n'a jamais semblé aussi proche. Pour que l'Union se réalise, nul besoin de 27 ou de 30 pays : une coalition constituée d'un noyau dur franco-allemand et de nations volontaires constituerait un premier pas – et une perspective totalement nouvelle. Unie, l'Europe pourrait enfin peser sur la scène internationale, rééquilibrer sa relation aux Etats-Unis, s'affirmer face à la Chine et à la Russie, jouer un rôle plus fort sur le théâtre multilatéral et climatique. Elle pourrait donner toute sa mesure.

Pionnière sur le front du climat – quoique trop peu ambitieuse sur la préservation de la nature et la transformation de l'agriculture – l'Union a posé des jalons utiles à la construction d'un modèle de société compatible avec les limites planétaires. Au-delà de ses frontières, elle a ouvert la voie d'alliances environnementales et économiques prometteuses. A travers la transition écologique, elle progresse en direction d'une indépendance énergétique qui lui a longtemps fait défaut. Le remplacement du pétrole, du gaz et du charbon par des énergies décarbonées est une étape déterminante en direction d'une souveraineté retrouvée.

Percutée par le choc climatique, l'Europe bouscule désormais certains principes du libéralisme. Plusieurs législations (devoir de vigilance des multinationales, évaluations extra-financières, taxe carbone aux frontières) ont imposé des logiques inédites aux grandes entreprises. L'idée d'une politique industrielle est à nouveau acceptée. Le principe de circuits de production resserrés, d'une économie créatrice d'emplois plutôt que de biens mondialisés achetés à bas coût s'imposent progressivement dans le débat d'idées. Il s'agit désormais d'avancer et de construire, aussi rapidement que possible, un nouveau modèle de société conçu en fonction d'exigences – politiques, sociales et environnementales – qui s'imposent sur les intérêts économiques privés.

La menace la plus immédiate pour notre continent est celle d'une forte dynamique populiste et identitaire. Elle se nourrit d'incertitudes, de peurs, d'appauvrissement matériel et d'absence de projet porteur : elle se nourrit de la faiblesse de la démocratie européenne. Or, comme l'explique Pierre Rosanvallon, "la démocratie ne se réduit pas à un régime de la décision. La démocratie est un régime de la volonté générale, ce qui se construit dans le temps. C'est le fait d'élaborer un projet, une histoire collective et pas simplement de dire oui ou non, ou de choisir une personne. La démocratie n'est pas simplement un régime de la décision instantanée, mais elle est l'expression d'une volonté dans l'histoire".

Face aux défis d'une économie mondialisée, aux impérialismes, aux menaces environnementales globales, les réponses nationales seront toujours insuffisantes. L'Europe est le véritable espace d'action et de puissance.

Si l'Union devient politique, si elle fédère et mobilise les citoyens, en protégeant et en donnant du sens, alors les populismes reculeront. Il n'y a aucune fatalité.

IV. Recommandations

- Avancer en direction d'une union politique européenne avec un groupe de pays volontaires dont l'Allemagne et la France. Dans ce cadre, la constitution d'une diplomatie et d'une défense commune sont prioritaires.
- Appliquer de fortes sanctions en cas de manquement des Etats membres de l'UE au regard des droits humains, sociaux et environnementaux.
- Réduire les échanges commerciaux et les dépendances à l'égard des autocraties, notamment pour le commerce d'armes, d'énergie, de technologies ou de matériaux stratégiques.
- Créer des partenariats stratégiques – politiques, économiques, environnementaux, migratoires ou culturels – avec les nations occidentales et celles du Sud global en dépassant le cadre limité des traités commerciaux. Placer le financement et l'accompagnement de la transition des pays du Sud au rang de priorité.
- Former une coalition de pays fortement engagés pour le climat et peser sur les négociations multilatérales par une stratégie d'exemplarité.
- Poursuivre et amplifier le Green Deal en assurant la réalisation effective des objectifs. Produire des plans de restauration des écosystèmes et organiser la production des secteurs les plus impactants (agriculture, pêche, extraction minière, exploitation de l'eau) en fonction de ces plans.
- Engager une relocalisation progressive des chaînes de production sur le continent européen ou avec des partenaires stratégiques. Favoriser le contenu local et plaider pour la disparition des règles de l'OMC qui l'interdisent.
- Orienter les entreprises et les capitaux vers des activités responsables (en fonction d'une évaluation extra-financière sociale et environnementale) grâce à une fiscalité fortement incitative / dissuasive. Renforcer le devoir de vigilance des multinationales.
- Organiser une sortie planifiée des énergies fossiles avec un groupe de nations volontaires puis élargir ce groupe. Imposer une transition aux entreprises

européennes d'énergie. Concevoir une politique énergétique intégrée à l'échelle de l'UE en intégrant une forte dimension de sobriété.

- Orienter la finance selon des critères environnementaux stricts grâce à une fiscalité incitative/dissuasive, à une politique volontariste de la BCE et à une taxe sur les transactions financières. Créer un fonds souverain européen dédié à la transition environnementale et aux infrastructures (énergie, transports, industrie...).

